

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/203386]

Extrait de l'arrêt n° 77/2018 du 21 juin 2018

Numéros du rôle : 6596 et 6598

En cause : les recours en annulation totale ou partielle de la loi du 6 juillet 2016 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'aide juridique, introduits par E.M. et par l'ASBL « Aimer Jeunes » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite E. De Groot, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

Par deux requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 16 janvier 2017 et parvenues au greffe les 17 et 18 janvier 2017, des recours en annulation totale ou partielle (les articles 3 à 9, 11 et 13 à 19) de la loi du 6 juillet 2016 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'aide juridique (publiée au *Moniteur belge* du 14 juillet 2016) ont été introduits respectivement par E.M., assisté et représenté par Me R. Fonteyn, avocat au barreau de Bruxelles, et par l'ASBL « Aimer Jeunes », l'ASBL « Association pour le droit des Etrangers », l'ASBL « Association Syndicale des Magistrats », l'ASBL « ATD Quart Monde Belgique », l'ASBL « Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté », l'ASBL « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », l'ASBL « Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », l'ASBL « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », l'ASBL « Intact », l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », l'ASBL « luttés solidarités travail », l'ASBL « Medimmigrant », l'ASBL « ORCA : Organisatie voor clandestiene arbeidsmigranten », l'ASBL « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », l'ASBL « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté », l'ASBL « Service d'Action Sociale Bruxellois », l'ASBL « Service International de Recherche, d'Education et d'Action sociale », l'ASBL « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », l'ASBL « Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen », l'ASBL « Vluchtelingenwerk Vlaanderen » et Dominique Andrien, assistés et représentés par Me M. Doutrepoint et Me C. Forget, avocats au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 6596 et 6598 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la loi attaquée et à l'examen des moyens

B.1.1. Les recours joints tendent à l'annulation totale ou partielle de la loi du 6 juillet 2016 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'aide juridique. Il ressort des requêtes que les moyens concernent les articles 3 à 5, 7, 9 et 13 à 19 de cette loi.

B.1.2. Aux termes de l'article 508/1, 2°, du Code judiciaire, l'aide juridique de deuxième ligne est :

« L'aide juridique accordée à une personne physique sous la forme d'un avis juridique circonstancié ou l'assistance juridique dans le cadre ou non d'une procédure ou l'assistance dans le cadre d'un procès y compris la représentation au sens de l'article 728 ».

B.1.3. Les dispositions attaquées modifient également les conditions d'octroi de l'assistance judiciaire. En vertu de l'article 664 du Code judiciaire, tel qu'il est modifié par l'article 15 de la loi attaquée :

« L'assistance judiciaire consiste à dispenser, en tout ou en partie, ceux qui ne disposent pas des moyens d'existence nécessaires pour faire face aux frais d'une procédure, même extrajudiciaire, de payer les droits divers, d'enregistrement, de greffe et d'expédition et les autres dépens qu'elle entraîne. Elle assure aussi aux intéressés la gratuité du ministère des officiers publics et ministériels, dans les conditions ci-après déterminées.

Elle permet également aux intéressés de bénéficier de la gratuité de l'assistance d'un conseiller technique lors d'expertises judiciaires ».

B.1.4. D'après l'exposé des motifs de la loi attaquée, celle-ci « vise à préserver la philosophie du système de l'aide juridique gratuite, notamment l'accès pour tous à la justice, tout en répondant à un nombre important de demandes d'aide juridique en Belgique [et] réforme et modernise le système de l'aide juridique de deuxième ligne afin de garantir durablement cette aide à ceux qui y ont droit » et « vise à rechercher un équilibre entre l'accès des justiciables à la justice et une rémunération plus équitable des avocats pour les prestations réellement fournies » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 4).

B.1.5. Pour atteindre cet objectif, le législateur prévoit notamment les mesures suivantes :

- l'instauration du principe du paiement d'une contribution par le bénéficiaire;
- une meilleure définition des ressources du candidat à l'aide juridique devant être prises en compte pour vérifier s'il est dans les conditions pour l'obtenir;
- la mise en place d'un contrôle plus adéquat des moyens d'existence du demandeur;
- le caractère réfragable des diverses présomptions d'insuffisance de revenus existant au profit de certaines catégories de justiciables;
- la mise en place d'un mécanisme de contrôle adapté permettant aux bureaux d'aide juridique de contrôler plus adéquatement les prestations accomplies;
- l'inscription, par les ordres, des avocats désireux d'accomplir les prestations d'aide juridique sur une liste et la possibilité pour les ordres d'inscrire certains avocats d'office;
- la création d'un mécanisme permettant aux avocats de réclamer une indemnité directement au bénéficiaire lorsque leur intervention lui a permis de percevoir un certain montant;
- la révision de la « nomenclature » afin d'attribuer les points de manière plus juste et d'harmoniser la valeur des points pour les procédures équivalentes (*ibid.*, pp. 5-8).

B.2. La Cour examine les moyens en les groupant de la façon suivante :

1. les moyens concernant la notion de « moyens d'existence » (articles 5, 7, 13 à 16 et 18 de la loi attaquée) : B.3.1 - B.12.6;
2. les moyens concernant les contributions à acquitter par le justiciable (article 7 de la loi attaquée) : B.13.1 - B.17.4;
3. les moyens concernant le rôle des ordres d'avocats dans la désignation des prestataires et dans le contrôle des prestations (articles 3 et 4 de la loi attaquée) : B.18.1 - B.28;
4. les moyens concernant le droit à la rétribution des avocats (articles 7 et 9 de la loi attaquée) : B.29 - B.34;
5. le moyen concernant le monopole des ordres belges d'avocats pour les prestations d'aide juridique de deuxième ligne (articles 3, 5 et 7 de la loi attaquée) : B.35 - B.37;
6. le moyen concernant le droit des étrangers non autorisés au séjour à l'assistance judiciaire (article 17 de la loi attaquée) : B.38.1 - B.44;
7. les moyens concernant l'entrée en vigueur de la loi attaquée (article 19 de la loi attaquée) : B.45.1 - B.48.

Quant aux moyens concernant la notion de « moyens d'existence »

B.3.1. L'article 5 de la loi du 6 juillet 2016 attaquée, en ses points 1^o et 3^o, apporte à l'article 508/13 du Code judiciaire les modifications suivantes :

« 1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots ' ressources sont insuffisantes ' sont remplacés par les mots ' moyens d'existence sont insuffisants ';

[...]

3^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

' Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres l'ampleur de ces moyens d'existence, les pièces justificatives à produire ainsi que les personnes assimilées à celles dont les moyens d'existence sont insuffisants. ';

[...] ».

L'article 7 attaqué remplace l'article 508/17 du Code judiciaire. Cette disposition prévoit, en son paragraphe 2, que le bénéficiaire de l'aide juridique partiellement gratuite est tenu de s'acquitter d'une contribution « en fonction de ses moyens d'existence » et que le Roi fixe le montant de cette contribution « en fonction des moyens d'existence ».

L'article 13 attaqué remplace, dans les articles 508/22, alinéa 1^{er}, et 508/23, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, les mots « de ressources visées » par les mots « des moyens d'existence visés ».

L'article 14 attaqué remplace, dans l'article 508/25 du Code judiciaire, les mots « ressources insuffisantes » par les mots « moyens d'existence insuffisants ».

L'article 15 attaqué remplace, dans l'article 664, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, le mot « revenus » par les mots « moyens d'existence ».

L'article 16 attaqué remplace l'article 667 du Code judiciaire relatif à l'assistance judiciaire. En vertu de l'alinéa 1^{er} de la nouvelle disposition, le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé aux personnes de nationalité belge qui justifient de l'insuffisance de leurs moyens d'existence.

L'article 18 attaqué remplace, dans les articles 669, 677, alinéa 1^{er}, 693, alinéa 1^{er}, et 699ter du Code judiciaire, le mot « revenus » par les mots « moyens d'existence ».

B.3.2. Il résulte de ces modifications que l'accès à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire est désormais conditionné par la preuve de ce que le demandeur ne dispose pas de « moyens d'existence » suffisants pour rémunérer les services de son avocat et pour s'acquitter des frais judiciaires selon les règles et barèmes applicables.

B.3.3. L'exposé des motifs indique au sujet de ces dispositions :

« Par ailleurs, un contrôle plus adéquat des moyens d'existence du demandeur sera mis en place.

Le système actuel d'examen des ressources laisse apparaître que nombre de celles-ci ne sont pas suffisamment prises en compte, et notamment les revenus de biens immobiliers, les revenus de biens mobiliers, ou l'épargne en tant que telle.

Ainsi, les textes du Code judiciaire relatifs aux conditions financières d'accès à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire seront harmonisés et feront référence à la notion de ' moyens d'existence '. De même, l'arrêté royal du 18 décembre 2003 déterminant les conditions de la gratuité totale ou partielle du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire (MB 24 décembre 2003) sera également modifié afin de prendre en compte l'ensemble des moyens d'existence du bénéficiaire.

L'examen de l'ensemble des moyens d'existence des demandeurs permettra ainsi d'assurer l'aide juridique à ceux qui en ont besoin, et permettra de faire échec à ce bénéfice pour ceux qui disposent, en réalité, d'un accès à la justice par la voie traditionnelle » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 6).

Il est également indiqué que les modifications répondent à un souci d'harmonisation terminologique :

« Même si le présent projet entend recourir au concept unique de ' ressources ' et [...] l'utiliser à la fois pour l'aide juridique et l'assistance judiciaire, il convient cependant d'aligner également les versions linguistiques.

En effet, la version française actuelle de l'article 508/13 utilise le concept de ' ressources ', ce qui est en concordance avec le but du présent projet. Toutefois, en néerlandais, le terme ' inkomsten ' ne reflète pas exactement la notion de ' ressources '. C'est pourquoi il est fait appel à la notion de ' bestaansmiddelen ' en néerlandais. En vue d'une traduction harmonieuse, on utilisera dorénavant les mots ' moyens d'existence ' en français plutôt que ' ressources ', ce qui s'accorde tout aussi bien au but visé par le présent projet » (*ibid.*, p. 11).

Au sujet de la délégation au Roi portée par l'article 508/13, alinéa 2, du Code judiciaire, l'exposé des motifs précise :

« [...] c'est l'arrêté royal du 18 décembre 2003 déterminant les conditions de la gratuité totale ou partielle du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire qui met en œuvre cet article et qui précise les éléments du patrimoine à prendre en compte pour pouvoir bénéficier de l'aide juridique. Cet arrêté devra être modifié afin de pouvoir tenir compte de tous les moyens d'existence du bénéficiaire comme par exemple les revenus professionnels, les revenus de biens immobiliers, les revenus des biens mobiliers et divers, les capitaux, les avantages, le bien immobilier à l'exception de sa propre et unique habitation, etc. » (*ibid.*).

B.3.4. Au sujet de la modification terminologique attaquée, la section de législation du Conseil d'Etat a observé :

« On peut toutefois se demander si cette adaptation terminologique suffit pour déterminer avec toute la clarté voulue les éléments de la situation financière de l'intéressé qui doivent être pris en considération pour décider ou non d'accorder l'aide juridique de deuxième ligne. Ainsi peut-on se demander si et, le cas échéant, dans quelle mesure ou de quelle manière des éléments du patrimoine peuvent être pris en compte dans le calcul des moyens d'existence » (*ibid.*, p. 49).

B.4.1. Les griefs portent sur la violation du principe de légalité en matière de droit à l'aide juridique garanti notamment par l'article 23 de la Constitution (premier moyen dans les deux affaires), la violation de l'obligation de *standstill* en matière de droit à l'aide juridique contenue dans l'article 23 de la Constitution (cinquième moyen dans l'affaire n° 6596 et sixième moyen dans l'affaire n° 6598), la violation du principe de légalité en matière de droit à la protection de la vie privée (deuxième et troisième moyens dans les deux affaires) et la violation du droit à la protection de la vie privée et des droits de la défense (neuvième moyen dans l'affaire n° 6596 et onzième moyen dans l'affaire n° 6598).

B.4.2. La Cour examine d'abord les moyens en ce qu'ils sont pris de la violation de l'article 23 de la Constitution, lu isolément ou en combinaison avec l'article 13 de la Constitution et avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.5.1. L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

[...]

2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;

[...] ».

B.5.2. En consacrant le droit à l'aide juridique dans l'article 23, alinéa 3, 2°, précité, parallèlement au droit à l'aide sociale et médicale, le Constituant visait en premier lieu à « protéger la personne se trouvant en état de détresse ».

Selon les travaux préparatoires :

« Cet article va toutefois plus loin et vise notamment à assurer un plus grand bien-être. Le manque de connaissances juridiques ou l'aptitude insuffisante à se défendre socialement ne peuvent pas avoir pour effet de priver l'individu de la jouissance d'un droit ou de la faculté de se défendre » (*Doc. parl.*, Sénat, S.E., 1991-1992, n° 100-2/1°, p. 11, et n° 100-2/3°, p. 19).

B.5.3. L'article 23 contient ainsi, en la matière, une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le niveau de protection offert par la législation applicable, sans qu'existent des motifs d'intérêt général.

B.5.4. Par ailleurs, l'article 23 de la Constitution prévoit que la loi, le décret ou l'ordonnance déterminent les conditions d'exercice du droit à l'aide juridique.

Cette disposition constitutionnelle n'interdit cependant pas au législateur d'accorder des délégations au pouvoir exécutif, pour autant qu'elles portent sur l'exécution de mesures dont le législateur a déterminé l'objet. Elle n'impose dès lors pas au législateur de régler tous les éléments essentiels du droit à l'aide juridique et ne lui interdit pas d'habiliter le pouvoir exécutif à régler ceux-ci.

B.5.5. En l'espèce, les parties requérantes dénoncent tant un recul significatif dans la protection du droit à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire, contraire à l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 (cinquième moyen dans l'affaire n° 6596 et sixième moyen dans l'affaire n° 6598), qu'une violation du principe de légalité garanti par cette disposition en ce que la condition d'exercice du droit à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire manquerait de précision et ferait l'objet d'une délégation trop large au pouvoir exécutif (premier moyen dans les deux affaires).

B.6.1. L'article 13 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne ».

L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

[...]

3. Tout accusé a droit notamment à :

[...]

c. se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent;

[...] ».

L'article 13 de la Constitution et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissent le droit d'accès au juge.

B.6.2. Dans les matières pénales, l'assistance gratuite d'un avocat pour les accusés qui n'ont pas les moyens de le rémunérer participe directement, en vertu de l'article 6.3 précité, du droit à un procès équitable. Dans les matières autres que pénales, l'assistance gratuite d'un avocat peut également, dans certaines circonstances, être une condition de la jouissance de ce droit fondamental (C.E.D.H., 9 octobre 1979, *Airey c. Irlande*, § 26; 16 juillet 2002, *P.C. et S. c. Royaume-Uni*, § 100; 15 février 2005, *Steel et Morris c. Royaume-Uni*, § 72; 27 juin 2006, *Tabor c. Pologne*, § 47).

B.6.3. L'assistance judiciaire, en ce qu'elle dispense certains justiciables du paiement de frais qui pourraient constituer un obstacle pour eux à l'accès au juge, relève également du champ d'application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (C.E.D.H., 12 juin 2007, *Bakan c. Turquie*, § 77 et 78; 10 mars 2009, *Anakomba Yula c. Belgique*, § 32).

B.6.4. Il en résulte que l'aide juridique et l'assistance judiciaire constituent, pour les personnes qui ne disposent pas des moyens suffisants pour assumer les frais liés à la conduite d'une procédure juridictionnelle, un élément fondamental du droit au procès équitable.

B.7.1. Ainsi qu'il ressort des extraits des travaux préparatoires relatifs aux dispositions attaquées cités en B.3.3, en retenant la notion d'insuffisance des moyens d'existence, le législateur a déterminé une des conditions d'exercice du droit à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire et a dès lors suffisamment déterminé l'objet de la délégation conférée au Roi. Il peut être admis, compte tenu de la technicité de la matière et de la diversité des situations, ainsi que de la nécessité de pouvoir adapter les seuils en dessous desquels une personne doit être considérée comme ne disposant pas des moyens d'existence suffisants pour supporter elle-même les frais occasionnés par une procédure judiciaire, qu'il ne s'imposait pas au législateur de préciser lui-même la nature et l'ampleur des moyens d'existence à prendre en considération.

B.7.2. En ce qu'elles habilent le Roi à déterminer la nature et l'ampleur des moyens d'existence à prendre en considération pour l'octroi du droit à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire, les dispositions attaquées ne violent pas le principe de légalité contenu dans l'article 23 de la Constitution.

Dès lors que le grief exposé par les parties requérantes dans les deux affaires dans leur premier moyen porte exclusivement sur la compatibilité de la délégation au Roi avec le principe de légalité, l'examen des dispositions attaquées au regard des autres normes invoquées par les parties requérantes dans ce moyen ne saurait conduire à une conclusion différente.

Le premier moyen dans les deux affaires n'est pas fondé.

B.8.1. Par leurs cinquième (affaire n° 6596) et sixième (affaire n° 6598) moyens, les parties requérantes font essentiellement grief aux dispositions attaquées de violer l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 13 de celle-ci et avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.8.2. En remplaçant les mots « ressources » ou « revenus », qui étaient tous deux traduits par « *inkomsten* » en néerlandais, par l'expression « moyens d'existence », traduite par « *bestaansmiddelen* », dans les dispositions législatives relatives aux conditions d'exercice du droit à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire, le législateur vise non seulement à harmoniser les termes utilisés mais également à réserver l'aide juridique et l'assistance judiciaire aux justiciables qui en ont réellement besoin :

« C'est ainsi que, pour l'octroi de l'aide gratuite ou non, il est tenu compte de tous les moyens d'existence dont dispose le justiciable, sans se limiter à ses revenus, comme c'est le cas aujourd'hui. [...] En considérant toutes les ressources du justiciable lors de l'octroi de la gratuité complète ou non, l'aide juridique reste assurée pour ceux qui en ont réellement besoin » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 6).

Les dispositions attaquées sont dès lors susceptibles d'exclure de la jouissance de ce droit des justiciables qui auraient pu auparavant en bénéficier.

B.8.3. L'objectif, qui est d'assurer la pérennité du système de l'aide juridique au bénéfice des justiciables les plus démunis (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 4; DOC 54-1819/003, p. 6), peut être admis, compte tenu des contraintes budgétaires auxquelles les pouvoirs publics sont confrontés et peut dès lors constituer un motif d'intérêt général.

Les mesures prises à cet effet ne sont toutefois compatibles avec les exigences qui découlent de l'article 23 de la Constitution, combiné avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, qu'à la condition qu'elles garantissent réellement l'accès à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire aux justiciables qui, sans cette aide et cette assistance, verraient dénier ou entraver gravement leur droit d'accès à un juge et leur droit à un procès équitable, compte tenu de l'ensemble des coûts occasionnés par une procédure en justice.

B.8.4. Il découle de ce qui précède que la nature et l'ampleur des moyens d'existence doivent être déterminées par le Roi de manière à garantir réellement que tous les justiciables qui n'auraient pas accès au juge, sans l'aide juridique et sans l'assistance judiciaire, ou à l'égard desquels le droit fondamental à un procès équitable ne serait pas garanti, soient considérés comme ne disposant pas de moyens d'existence suffisants. A cet égard, la notion de moyens d'existence doit être circonscrite par le Roi de façon à ne retenir que les revenus et les éléments du patrimoine du justiciable qui lui permettent effectivement de s'acquitter des frais de justice et des honoraires d'avocats et à en exclure les éléments qui, bien qu'ils constituent des moyens permettant au justiciable et à sa famille de subsister, ne lui sont d'aucun secours lorsqu'il s'agit de faire face aux dépenses, non prévues et exceptionnelles, occasionnées par une procédure judiciaire. Il revient au Roi, sous le contrôle du juge compétent, de déterminer avec précision non seulement la nature des moyens d'existence à prendre en considération, mais également leur ampleur, pour garantir le respect de l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution.

B.8.5. Les dispositions attaquées ne portent pas, en elles-mêmes, atteinte à l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution.

B.8.6. Pour le surplus, les critiques des parties requérantes relatives à l'insécurité juridique liée à la notion de moyens d'existence et aux différences de traitement entre justiciables selon la manière dont la notion sera interprétée sont rencontrées par l'interprétation de cette notion telle qu'elle doit être déterminée par le Roi, sous le contrôle du juge compétent. Enfin, la critique relative à l'atteinte au droit au procès équitable tenant à l'éventualité d'une désaffectation des avocats volontaires pour assurer les prestations au titre de l'aide juridique relève de la mise en œuvre de la loi et échappe pour ce motif à la compétence de la Cour.

B.8.7. Dès lors que le grief exposé par les parties requérantes dans ces moyens porte exclusivement sur la compatibilité des dispositions attaquées avec l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution en matière d'aide juridique, l'examen des dispositions attaquées au regard des autres normes invoquées par les parties requérantes dans ces moyens ne saurait conduire à une conclusion différente.

Le cinquième moyen dans l'affaire n° 6596 et le sixième moyen dans l'affaire n° 6598 ne sont pas fondés.

B.9.1. Les deuxième et troisième moyens dans les deux affaires sont pris de la violation du principe de légalité contenu dans l'article 22 de la Constitution, qui garantit le droit au respect de la vie privée, combiné avec les articles 10, 11, 23, 33, 37, 105, 106 et 108 de la Constitution, avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avec les articles 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec les principes généraux de la légalité, de la confiance légitime et de la sécurité juridique.

B.9.2. Les parties requérantes font grief aux dispositions attaquées, en ce qu'elles substituent aux notions, selon le cas, de « ressources » ou de « revenus », la notion de « moyens d'existence », en ce qu'elles habilent le Roi à déterminer l'ampleur des moyens d'existence à prendre en compte pour accorder ou refuser le droit à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire et en ce qu'elles ont pour effet que les bureaux d'aide juridique sont amenés à vérifier concrètement les moyens d'existence des justiciables, d'occasionner une violation du principe de légalité attaché au droit au respect de la vie privée ainsi qu'une violation du principe d'égalité et de non-discrimination.

B.10.1. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.

Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

Outre l'exigence de légalité formelle, l'article 22 de la Constitution impose également que l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée soit définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence.

B.10.2. En attribuant au Roi le pouvoir de fixer la nature et l'ampleur des moyens d'existence à prendre en considération pour accorder l'aide juridique gratuite ou partiellement gratuite et l'assistance judiciaire, le législateur a fixé les éléments essentiels de la réglementation qu'il L'autorise à adopter. Par ailleurs, l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée autorisée par le législateur ne concerne que l'hypothèse dans laquelle un justiciable demande à pouvoir bénéficier de l'aide juridique partiellement ou totalement gratuite ainsi que l'hypothèse dans laquelle un justiciable demande à bénéficier de l'assistance judiciaire. Ces hypothèses sont délimitées par la loi attaquée de manière suffisamment précise et prévisible.

Pour le surplus, il revient au Roi, sous le contrôle du juge compétent, de déterminer la nature et l'ampleur des moyens d'existence à prendre en compte sans ingérence injustifiée dans le droit au respect de la vie privée des justiciables concernés.

B.11.1. Le justiciable qui entend faire appel à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire sait qu'il doit, pour bénéficier de ce droit, prouver qu'il est dans les conditions établies par le législateur pour y accéder. Parmi ces conditions figure celle de ne pas disposer de moyens d'existence suffisants. La vérification de cette condition par les bureaux d'aide juridique, tout comme celle, antérieurement, de la condition de ne pas bénéficier de revenus dépassant un certain plafond, entraîne une ingérence inévitable dans le droit au respect de la vie privée du justiciable concerné. Une telle ingérence est toutefois justifiée par l'objectif poursuivi, à savoir garantir l'accès à la justice et le droit au procès équitable aux justiciables pour qui, sans cette aide, ces droits fondamentaux ne pourraient être garantis.

B.11.2. Comme il est dit en B.8.4, il revient au Roi, sous le contrôle du juge compétent, de circonscrire avec précision la nature et l'ampleur des moyens d'existence à prendre en considération. Dès lors que la notion de moyens d'existence doit être définie dans les textes réglementaires dans le respect des exigences découlant de l'article 23 de la Constitution, l'ingérence par les bureaux d'aide juridique dans le droit au respect de la vie privée occasionnée par la mise en œuvre du droit à l'aide juridique et à l'assistance judiciaire n'est pas dépourvue de justification raisonnable.

B.11.3. Quant au grief des parties requérantes relatif à l'habilitation des bureaux d'aide juridique à conserver les pièces des justiciables (troisième moyen dans les deux affaires, deuxième branche), il convient d'observer qu'il porte sur l'article 508/13, alinéa 4, du Code judiciaire, qui n'a pas été modifié par la loi attaquée.

B.11.4. Enfin, la définition de la notion de moyens d'existence par le Roi et le rôle des ordres d'avocats, qui sont habilités à émettre des lignes de conduite de manière à unifier la pratique des différents bureaux d'aide juridique, devraient éviter que se fassent jour des différences de traitement entre justiciables quant au droit à l'aide juridique ou à l'assistance judiciaire ou encore quant aux modalités de conservation des pièces.

B.11.5. Les deuxième et troisième moyens dans les deux affaires ne sont pas fondés.

B.12.1. Les parties requérantes prennent encore un neuvième (dans l'affaire n° 6596) et onzième (dans l'affaire n° 6598) moyen de la violation, par les mêmes dispositions, du droit au respect de la vie privée, des droits de la défense du justiciable et du principe d'égalité et de non-discrimination. Elles font grief aux dispositions attaquées d'obliger l'avocat effectuant des prestations dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne à s'ingérer dans le droit au respect de la vie privée du justiciable en vue de vérifier qu'il ne bénéficie pas de moyens d'existence supérieurs à ce qui est fixé par le Roi pour l'accès à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire. Elles estiment que cette ingérence comporte un risque d'atteinte à l'indépendance de l'avocat (première branche du moyen dans les deux affaires et quatrième branche du moyen dans l'affaire n° 6596), une dérogation disproportionnée au principe du secret professionnel de l'avocat (deuxième branche du moyen dans l'affaire n° 6596 et troisième branche du moyen dans l'affaire n° 6598), un risque de favoriser les conflits d'intérêts dans le chef des avocats (troisième branche du moyen dans l'affaire n° 6596 et quatrième branche du moyen dans l'affaire n° 6598) et des différences de traitement injustifiées entre justiciables selon qu'ils sont en mesure de payer leur avocat eux-mêmes et n'ont pas à subir d'ingérence de sa part dans leur droit au respect de leur vie privée ou doivent faire appel à l'aide juridique de deuxième ligne (cinquième branche du moyen dans l'affaire n° 6596 et deuxième branche du moyen dans l'affaire n° 6598).

B.12.2. Comme il est dit en B.11.1 et B.11.2, l'ingérence dans le droit au respect de sa vie privée que subit le justiciable qui fait appel au système de l'aide juridique de deuxième ligne est en principe justifiée par l'objectif poursuivi par celui-ci. Cette justification est la même, que l'on considère que l'ingérence est le fait du bureau d'aide juridique ou de l'avocat désigné ou choisi par le justiciable qui vérifie que celui-ci est dans les conditions pour obtenir l'aide juridique ou qui accompagne son client dans les démarches à accomplir pour obtenir sa désignation au titre de l'aide juridique.

B.12.3. De même, la différence de traitement qui en découle entre justiciables, selon qu'ils font appel ou pas à l'aide juridique de deuxième ligne, est raisonnablement justifiée par l'objectif poursuivi par le système de l'aide juridique.

B.12.4. Pour le surplus, toutes les informations confiées à l'avocat au sujet des moyens d'existence du demandeur sont couvertes par le secret professionnel qui le lie, ainsi que les membres du bureau d'aide juridique appelés à traiter des dossiers, en application de l'article 458 du Code pénal, de sorte que les dispositions attaquées ne portent pas atteinte au secret professionnel des avocats.

B.12.5. Enfin, le risque de conflits d'intérêts dans le chef de l'avocat intervenant au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, pour autant qu'il puisse être démontré, n'est pas plus important depuis l'adoption des dispositions attaquées que ce qu'il était auparavant et ressortit à la déontologie de l'avocat contrôlée par les autorités ordinales.

B.12.6. Les neuvième (dans l'affaire n° 6596) et onzième (dans l'affaire n° 6598) moyens ne sont pas fondés.

Quant aux moyens relatifs aux contributions dues par le justiciable

B.13.1. L'article 7 de la loi attaquée remplace l'article 508/17 du Code judiciaire par la disposition suivante :

« Art. 508/17. § 1^{er}. Lorsque le demandeur se trouve dans les conditions pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne partiellement ou entièrement gratuite, le bureau d'aide juridique désigne un avocat figurant sur la liste visée à l'article 508/7.

Sauf en cas de succession d'avocats, toute désignation donne lieu à la perception par l'avocat d'une contribution forfaitaire à charge du bénéficiaire.

Celui-ci est en outre tenu de s'acquitter, en faveur de son avocat, d'une contribution forfaitaire par instance pour chaque procédure contentieuse dans laquelle ce dernier l'assiste ou le représente.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant des contributions visées aux alinéas 2 et 3, sans qu'il puisse être inférieur à 10 euros et supérieur à 50 euros.

§ 2. La personne qui bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne partiellement gratuite s'acquitte d'une contribution dont le montant est fixé en fonction de ses moyens d'existence, en plus de celles visées au paragraphe 1^{er}, excepté dans le cas d'une succession d'avocats. Le Roi fixe le montant de la contribution en fonction des moyens d'existence.

§ 3. L'avocat n'entame sa mission qu'à partir du moment où il reçoit le paiement des contributions visées aux paragraphes 1 et 2 sauf en cas d'exemption prévue par les paragraphes 4 ou 5, ou sauf dans le cas où l'avocat renonce à la perception du paiement des contributions ou accorde un délai de paiement.

§ 4. Aucune des contributions visées au paragraphe 1^{er} n'est due :

- 1° lorsque la personne n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans;
- 2° dans le chef de la personne du malade mental, en ce qui concerne la procédure dans le cadre de la loi du 26 juin 1990 sur la protection de la personne des malades mentaux et dans le chef de la personne internée en ce qui concerne la procédure dans le cadre de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement;
- 3° en matière pénale, dans le chef de personnes bénéficiant de l'aide juridique de deuxième ligne entièrement gratuite;
- 4° lorsque la personne introduit une procédure de reconnaissance de la qualité d'apatride;
- 5° lorsque la personne introduit une demande d'asile;
- 6° lorsque la personne introduit une procédure contre une décision de retour ou une interdiction d'entrée;
- 7° lorsque la personne introduit une procédure en règlement collectif de dettes;
- 8° lorsque la personne ne dispose d'aucuns moyens d'existence.

Le Roi peut déterminer des exemptions additionnelles au paiement des contributions visées au paragraphe 1^{er}.

§ 5. Sans préjudice du paragraphe 4, le bureau d'aide juridique décide, par une décision motivée, et sur demande du demandeur ou du bénéficiaire de l'aide juridique, de dispenser du paiement de tout ou partie des contributions visées au paragraphe 1^{er} lorsqu'il estime :

1° que la multiplication des procédures pour lesquelles une contribution est due entraverait gravement l'accès à la justice du demandeur ou du bénéficiaire de l'aide juridique de deuxième ligne ou rendrait leur procès inéquitable, ou

2° que le paiement des contributions entraverait gravement l'accès à la justice du demandeur ou du bénéficiaire de l'aide juridique de deuxième ligne ou rendrait leur procès inéquitable.

Le bureau d'aide juridique tient une liste, comprenant une description des cas dans lesquels une exemption visée à l'alinéa 1^{er} a été accordée, le nombre total d'exemptions accordées et le montant total que représentent ces exemptions.

Le bureau d'aide juridique transmet cette liste au bâtonnier. Le bâtonnier communique la liste aux autorités visées à l'article 488, lesquelles communiquent une fois par an les listes de tous les barreaux au ministre de la Justice en même temps qu'elles communiquent le total des points en application de l'article 508/19, § 2, alinéa 3.

§ 6. Lorsque le bénéficiaire se trouve dans un des cas d'exemption du paiement des contributions visées aux paragraphes 4 et 5, le bureau d'aide juridique délivre au bénéficiaire ainsi qu'à l'avocat un document stipulant qu'aucune contribution n'est due pour cette instance et cette désignation ».

B.13.2. Le paragraphe 1^{er} de l'article 508/17 du Code judiciaire, remplacé par la disposition attaquée, met à charge du bénéficiaire de l'aide juridique de deuxième ligne entièrement ou partiellement gratuite deux contributions forfaitaires, directement dues à l'avocat qui prend son dossier en charge. La première contribution est due dès la désignation de l'avocat. La deuxième contribution est due par instance pour chaque procédure contentieuse. Ces contributions sont dues aussi bien par le justiciable qui agit en demande que par celui qui agit en défense. L'obligation de s'acquitter de ces contributions est assortie d'exceptions, établies par le paragraphe 4 de la disposition, tenant soit à la personne du justiciable soit à la nature de la procédure menée. Par ailleurs, en vertu du paragraphe 5 de la même disposition, le bureau d'aide juridique est habilité à dispenser le bénéficiaire de l'aide juridique du paiement des contributions, en tout ou en partie, dans certains cas. L'avocat peut également renoncer à la perception des contributions ou accorder des délais de paiement. Les contributions dues à l'avocat sont déduites de l'indemnité qu'il perçoit pour son intervention au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, même s'il y a renoncé.

B.13.3. L'exposé des motifs indique, au sujet de la mesure attaquée :

« En premier lieu, il sera ainsi demandé aux bénéficiaires de participer, de manière modique, au financement de l'aide juridique.

A l'exception de certains cas tenant compte de la précarité particulière du bénéficiaire, il sera prévu que des contributions financières forfaitaires seront demandées au bénéficiaire, d'abord au stade même de la désignation d'un avocat, ensuite au stade de la procédure.

Si la contribution pour la désignation d'un avocat revêtira un caractère symbolique, celle destinée à assurer la représentation ou l'assistance d'un bénéficiaire en justice sera légèrement plus conséquente, tout en restant modique, ceci afin de responsabiliser le bénéficiaire dans le choix de mener une procédure contentieuse qui, à l'heure actuelle, peut être diligentée pour des montants très nettement inférieurs aux coûts réels de la procédure à charge de la société ou alors que les chances de succès de la procédure sont inexistantes.

[...]

Si le droit pour le justiciable de faire appel à la justice doit indiscutablement être maintenu quel que soit le montant en jeu, ce choix sera néanmoins plus responsable et réfléchi par la conséquence financière qu'il implique » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, pp. 5-6).

« Le présent projet introduit le principe du paiement d'une contribution financière par la personne se trouvant dans les conditions pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne entièrement ou partiellement gratuite.

Cette mesure se situe à un double niveau.

Tout d'abord, le demandeur de l'aide juridique de deuxième ligne dont le bureau constate qu'il se trouve dans les conditions fixées à l'article 508/13 du Code judiciaire, devra s'acquitter auprès de l'avocat désigné d'une contribution modique pour la désignation de ce dernier.

Ensuite, et outre cette première contribution due pour toute désignation, une seconde contribution forfaitaire sera due pour chaque instance au sein de laquelle l'avocat désigné devra intervenir au nom du bénéficiaire. Il s'agit donc de payer le montant forfaitaire toutes les fois que le bénéficiaire introduit une procédure contentieuse ou est amené à se défendre dans le cadre d'une procédure contentieuse. La notion d'instance recouvre toute saisine d'une juridiction, à chaque degré de la procédure. Le paiement d'une nouvelle contribution sera donc demandé toutes les fois qu'une procédure est introduite. [...]

C'est la raison pour laquelle la personne qui bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne entièrement gratuite s'acquittera d'un montant forfaitaire minime pour la désignation d'un avocat et d'un montant forfaitaire si l'affaire est portée devant une juridiction. Outre ces deux contributions, le bénéficiaire de l'aide juridique de deuxième ligne partiellement gratuite s'acquittera de la contribution existante dont le montant est fixé en fonction de ses revenus.

[...]

Les montants fixés sont raisonnables afin de ne pas entraver le libre accès à la justice garanti par l'article 23 de la Constitution pour les personnes les plus démunies et des exceptions sont prévues afin de respecter les obligations internationales [...].

[...]

Le Roi peut déterminer des exemptions additionnelles au paiement de la contribution.

Enfin, le bureau d'aide juridique pourra dispenser, par une décision motivée, les bénéficiaires de l'aide juridique d'une contribution si le paiement entrave gravement leur accès à la justice ou rend le procès inéquitable. Les bureaux d'aide juridique doivent tenir compte de certains critères, comme la complexité de l'affaire, la législation applicable et la possibilité pour les parties de défendre elles-mêmes leur affaire » (*ibid.*, pp. 13-15).

L'exposé des motifs mentionne encore :

« La dissociation entre le paiement unique par désignation et le paiement d'une contribution par instance poursuit un triple objectif.

D'abord, elle permet d'encourager le recours aux modes alternatifs de résolution des conflits, en ce sens que la contribution due par instance concerne la procédure contentieuse. De cette manière on contribue à l'objectif du gouvernement de promouvoir la médiation.

Ensuite, elle permet de responsabiliser le bénéficiaire ainsi que l'avocat désigné et prévient des procédures inutiles.

Enfin, il faut ajouter, afin de répondre à une observation mentionnée dans l'avis du Conseil d'Etat, qu'il s'agit de manière plus fondamentale de prévoir l'introduction d'un principe général de paiement des contributions par tous les bénéficiaires de l'aide juridique de deuxième ligne, basé sur le principe de solidarité concernant tous les acteurs de l'aide juridique. Il importe dès lors peu que certaines procédures soient initiées par le ministère public, la partie adverse ou même par le juge dès lors que des exceptions ont été prévues afin d'éviter que de telles contributions entravent gravement l'accès à la justice.

Généralement la perception du montant de la désignation de l'avocat et du montant pour commencer une procédure sera [faite] en une fois. Toutefois dans certaines affaires, où une recherche préalable s'impose, il peut se passer un certain temps entre le moment où le montant pour la désignation de l'avocat est perçu et le moment où le montant pour le début d'une procédure est perçu. Au cas où l'avocat conseille de ne pas introduire de procédure, il va de soi que seulement le montant de la désignation de l'avocat sera dû » (*ibid.*, p. 16).

B.14.1. Les parties requérantes dénoncent la violation du droit au procès équitable dans la mesure où l'obligation de s'acquitter des contributions forfaitaires représenterait un obstacle au bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne (1ère branche du sixième moyen dans l'affaire n° 6596 et du septième moyen dans l'affaire n° 6598), la violation de l'obligation de *standstill* contenue à l'article 23 de la Constitution en ce qu'il garantit le droit à l'aide juridique (2ème branche des mêmes moyens) ainsi que la violation du principe d'égalité et de non-discrimination dans la mesure où la disposition attaquée créerait trois différences de traitement non susceptibles de justification (3ème à 5ème branches des mêmes moyens).

B.14.2. Il ressort de l'examen de ces moyens qu'ils ne visent que les paragraphes 1^{er} et 3 à 6 de l'article 508/17 du Code judiciaire, tel qu'il est remplacé par la disposition attaquée.

B.14.3. La Cour examine d'abord ces moyens en leur deuxième branche pris de la violation de l'obligation de *standstill* contenue à l'article 23 de la Constitution en ce qu'il garantit le droit à l'aide juridique.

B.15.1. Comme il est dit en B.5.3, l'article 23 de la Constitution contient, en matière d'aide juridique, une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le niveau de protection offert par la législation applicable, sans qu'il existe pour ce faire des motifs d'intérêt général.

B.15.2. Avant l'entrée en vigueur des dispositions attaquées, les bénéficiaires de l'aide juridique totalement gratuite ne devaient pas s'acquitter d'une contribution financière au profit de l'avocat qui était désigné pour les assister ou les représenter et les bénéficiaires de l'aide juridique partiellement gratuite ne devaient pas s'acquitter d'une contribution financière autre que celle qui avait été calculée en fonction de leurs revenus. Les dispositions attaquées, qui créent l'obligation de s'acquitter de ces contributions, à l'exception des cas visés dans les paragraphes 4 et 5, représentent donc un recul dans la protection du droit à l'aide juridique pour les personnes qui, en raison de leur situation financière, ont droit à l'aide juridique totalement ou partiellement gratuite.

B.15.3. Même si les contributions financières attaquées ont été qualifiées par le législateur de « modestes », « symboliques » ou « modiques », leur montant, qui peut aller jusqu'à 50 euros par contribution et être multiplié au-delà de cette somme en fonction du nombre de procédures diligentées, peut être considéré comme important pour les justiciables relevant de l'aide juridique gratuite ou partiellement gratuite qui, par hypothèse, n'ont que peu de moyens d'existence. Il ne peut donc être conclu que le recul opéré par les dispositions attaquées n'est pas significatif pour les justiciables concernés.

B.16.1. Ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires cités en B.13.3, l'instauration des deux contributions financières vise à faire participer les bénéficiaires de l'aide juridique de deuxième ligne à son financement, à favoriser le recours aux procédures non contentieuses et à décourager l'introduction de procédures judiciaires inutiles. La circonstance qu'elles sont imposées à tous les justiciables relevant de l'aide juridique de deuxième ligne et pas uniquement à ceux qui agissent en demande répond à la volonté du législateur de créer une solidarité entre tous ces justiciables, quelle que soit leur position dans la procédure.

B.16.2. Les bénéficiaires de l'aide juridique de deuxième ligne sont, par hypothèse, des personnes qui ne disposent pas des moyens d'existence suffisants pour s'acquitter elles-mêmes des frais afférents à leur défense en justice. Par la loi du 23 novembre 1998 relative à l'aide juridique, l'aide juridique de deuxième ligne a été expressément instituée en faveur des « groupes sociaux [les] plus vulnérables » et des « justiciables disposant de revenus insuffisants » ou de certains groupes de population, comme les enfants (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 549/14, p. 6). Il ressort par ailleurs des travaux préparatoires de la loi attaquée cités en B.8.2 qu'en considérant désormais toutes les ressources du justiciable lors de l'octroi de la gratuité complète ou non, « l'aide juridique reste assurée pour ceux qui en ont réellement besoin ».

Les dispositions attaquées réservent dès lors la jouissance de ce droit aux justiciables qui ne peuvent, en considération de leurs moyens d'existence, supporter eux-mêmes les frais liés à leur défense en justice.

B.16.3. S'agissant d'une aide destinée aux personnes qui ne disposent pas des moyens leur permettant de prendre en charge elles-mêmes les frais relatifs à leur défense en justice, il est contradictoire de mettre à charge de ces mêmes personnes une contribution financière dans le but de les faire participer au financement de cette aide.

Les paragraphes 4 et 5 de la disposition attaquée qui prévoient des exceptions et des dispenses à l'obligation de payer des contributions forfaitaires, s'ils permettent d'exclure le risque que le paiement de ces contributions n'entrave l'accès à la justice pour les catégories de bénéficiaires de l'aide juridique qu'ils visent, ne modifient pas la situation des autres justiciables bénéficiaires qui sont, par hypothèse, comme l'ensemble des bénéficiaires de l'aide juridique de deuxième ligne, des personnes qui font partie de groupes sociaux très vulnérables et qui, pour ce motif, bénéficient de l'aide juridique totalement ou partiellement gratuite.

Dès lors, l'objectif de faire participer les bénéficiaires de l'aide juridique de deuxième ligne au financement de celle-ci ne constitue pas un motif d'intérêt général susceptible de justifier, à lui seul, le recul significatif dans la protection du droit à l'aide juridique.

B.17.1. La mesure attaquée repose aussi sur l'objectif de favoriser le recours aux procédures non contentieuses et d'éviter l'engagement de procédures juridictionnelles inutiles.

Pour qu'il puisse être considéré comme légitime et susceptible de justifier le recul significatif dans la protection du droit à l'aide juridique, cet objectif suppose que soit démontré un recours abusif ou à tout le moins anormalement élevé aux procédures contentieuses dans le chef des justiciables qui jouissent du droit à l'aide juridique de deuxième ligne. A cet égard, certains intervenants ont relevé, lors des discussions en commission de la Justice, que le projet de loi était fondé sur « la croyance erronée d'une surconsommation injustifiée de l'aide juridique » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 21). Lors des auditions tenues par la même commission, le représentant de l'Orde van Vlaamse Balies a estimé que le Gouvernement s'appuyait « sur une prémisse dont le bien-fondé n'est pas prouvé : la surconsommation juridique » (*ibid.*, p. 55), la représentante de la plateforme « Recht voor iedereen » a souligné que « le projet de loi se [fondait] sur une hypothèse incorrecte qui postule l'existence d'une surconsommation juridique » (*ibid.*, p. 60) et le représentant de la plateforme « Justice pour tous » a estimé que le « ticket modérateur est une mauvaise réponse à une fausse question », s'agissant du « débat de la prétendue surconsommation de l'aide juridique » (*ibid.*, p. 62).

B.17.2. En outre, d'une part, l'aide juridique de première ligne est conçue pour assurer un rôle de premier filtre, en n'orientant vers l'aide juridique de deuxième ligne que les justiciables qui ont besoin d'y faire appel et, d'autre part, l'article 508/14, alinéa 6, du Code judiciaire, remplacé par l'article 6, 2°, de la loi attaquée, permet au bureau d'aide juridique de rejeter les demandes manifestement irrecevables ou mal fondées. Enfin, il revient à l'avocat consulté de déconseiller au justiciable d'introduire des procédures judiciaires inutiles. Le système relatif au recours à l'aide juridique est dès lors conçu de manière à éviter que les justiciables n'engagent des procédures juridictionnelles de façon inconsidérée avec l'appui de l'aide juridique totalement ou partiellement gratuite, de sorte que l'objectif du législateur peut être atteint par des mesures moins attentatoires aux droits des justiciables concernés.

B.17.3. L'obligation de payer des contributions forfaitaires à l'avocat constitue un recul significatif dans la protection du droit à l'aide juridique garanti par l'article 23 de la Constitution, qui n'est pas justifié par un motif d'intérêt général et qui est dès lors contraire à l'obligation de *standstill* contenue dans cette disposition.

Le sixième moyen dans l'affaire n° 6596 et le septième moyen dans l'affaire n° 6598 sont fondés en leur deuxième branche. L'article 7 de la loi attaquée doit être annulé en ce que, dans l'article 508/17 du Code judiciaire qu'il remplace, il introduit le paragraphe 1^{er}, alinéas 2 à 4, et les paragraphes 4 à 6, ainsi qu'en ce qu'il renvoie, dans les paragraphes 2 et 3, aux contributions visées au paragraphe 1^{er}.

Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner ces moyens en leurs autres branches.

B.17.4. Afin d'éviter les difficultés liées au remboursement des sommes perçues, sur la base de la disposition partiellement annulée, par les avocats désignés par le bureau d'aide juridique, il y a lieu de maintenir les effets de la disposition partiellement annulée à l'égard des contributions perçues par les avocats dans les affaires pour lesquelles l'avocat a, au 31 août 2018, fait rapport au bureau d'aide juridique conformément à l'article 508/19, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Quant aux moyens relatifs au rôle des ordres d'avocats dans l'organisation de l'aide juridique de deuxième ligne

En ce qui concerne la tenue de la liste des avocats volontaires

B.18.1. L'article 3 de la loi attaquée remplace l'article 508/7 du Code judiciaire par la disposition suivante :

« L'Ordre des avocats établit, selon les modalités et conditions qu'il détermine, une liste des avocats désireux d'accomplir à titre principal ou à titre accessoire des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne organisée par le bureau d'aide juridique et tient cette liste à jour. L'Ordre peut prévoir l'inscription obligatoire d'avocats pour autant que ce soit nécessaire pour l'effectivité de l'aide juridique ».

B.18.2. L'exposé des motifs précise, au sujet de cette disposition :

« En vue d'accroître le nombre d'avocats qui accomplissent des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, il est prévu que l'Ordre des avocats inscrive les avocats (ci-inclus les avocats stagiaires) désireux d'accomplir de telles prestations à la liste des volontaires. L'Ordre tiendra cette liste à jour et pourra prévoir l'inscription obligatoire d'avocats » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 9).

Le rapport des travaux de la commission de la Justice de la Chambre indique :

« Le ministre reconnaît que l'inscription obligatoire des avocats peut être prévue. Il explique qu'il s'agit d'ancrer dans la loi une pratique qui est déjà appliquée par certains barreaux actuellement.

Il souligne que dans la proposition initiale, il avait été proposé que chaque avocat prenne en charge un nombre minimum de dossiers. Les ordres des avocats ont toutefois rejeté cette proposition et ont suggéré un autre système, qui a été repris dans le projet de loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 31).

B.19.1. Les parties requérantes font grief à cette disposition de contenir des délégations aux ordres d'avocats contraires au principe de légalité contenu dans l'article 23 de la Constitution (quatrième moyen dans les deux affaires, première, deuxième et cinquième branches) et de créer diverses différences de traitement contraires au principe d'égalité et de non-discrimination (quatrième moyen dans les deux affaires, troisième, quatrième, sixième et septième branches). Ces moyens sont pris de la violation des articles 10, 11, 23, 33, 37 et 106 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 6 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avec les articles 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec le principe général de la légalité.

B.19.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 6598 font encore grief à la même disposition de violer le droit au libre choix d'une activité professionnelle, l'interdiction de la réquisition du travail et le droit à une rémunération équitable (douzième moyen). Ce moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 12, alinéa 1^{er}, 16, 17, 22 et 23 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 4 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention, avec les articles 2 et 14, alinéa 1^{er}, de la Convention n° 29 de l'Organisation internationale du Travail et avec l'article 1^{er} de la Convention n° 105 de l'Organisation internationale du Travail.

B.20.1. Le quatrième moyen dans les deux affaires, en ses première, deuxième et cinquième branches, est pris de la violation du principe de légalité contenu à l'article 23 de la Constitution, en ce qu'il s'applique au droit à l'aide juridique. Les parties requérantes n'explicitent cependant pas en quoi la circonstance que le législateur charge les ordres d'avocats d'établir la liste des avocats pratiquant l'aide juridique de deuxième ligne et leur permet d'inscrire d'office des avocats sur cette liste si c'est nécessaire pour assurer l'aide juridique à tous les justiciables qui y ont droit porterait atteinte au principe de légalité contenu dans l'article 23 précité. La délégation attaquée en l'espèce ne porte en effet ni sur le droit à l'aide juridique en tant que tel ni sur les conditions d'exercice de ce droit, mais bien sur la désignation, en pratique, des personnes appelées à en assurer la mise en œuvre. En ce qu'ils sont pris de la violation du principe de légalité, les moyens ne sont pas fondés.

B.20.2. Au surplus, l'article 495 du Code judiciaire, non modifié par la loi attaquée, rend l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies compétents « en ce qui concerne l'aide juridique » et l'article 496 du même Code, également non modifié par la loi attaquée, les charge d'arrêter les règlements appropriés en ce qui concerne les matières pour lesquelles ils sont compétents.

B.20.3. Dès lors qu'il entre dans les missions des ordres d'adopter les règlements organisant l'aide juridique, la disposition attaquée, en ce qu'elle les charge d'établir la liste des avocats effectuant des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, ne contient pas de délégation injustifiée.

B.21.1. Le quatrième moyen dans les deux affaires, en sa troisième branche, est pris de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination en ce que la disposition attaquée créerait une discrimination entre les avocats désireux d'accomplir les prestations d'aide juridique de deuxième ligne suivant qu'ils sont ou qu'ils ne sont pas repris sur la liste en cause en vertu des modalités et conditions établies par les ordres d'avocats.

B.21.2. En chargeant les ordres d'avocats d'établir et de tenir à jour la liste en question, le législateur ne les autorise pas à décider de manière arbitraire quels avocats sont autorisés à effectuer des prestations d'aide juridique de deuxième ligne ou à exclure arbitrairement des avocats de la possibilité d'effectuer ces prestations. Rien, dans la disposition attaquée, n'autorise les ordres à refuser l'inscription sur cette liste d'un avocat qui souhaite y figurer pour des motifs d'opportunité. En outre, les refus d'inscription sont susceptibles de faire l'objet d'un appel conformément à l'article 432bis du Code judiciaire. Sous réserve de ce qui sera examiné ci-après au sujet de l'article 4, qui permet aux ordres d'effectuer des contrôles sur les prestations accomplies et de prendre des dispositions à l'égard des avocats qui ne répondraient pas aux exigences de qualité, il n'apparaît pas que la mission confiée aux ordres quant à l'établissement de la liste d'avocats désireux d'accomplir des prestations d'aide juridique de deuxième ligne soit susceptible de créer les différences de traitement injustifiées entre avocats dénoncées par les parties requérantes.

B.22.1. Le quatrième moyen dans les deux affaires, en sa quatrième branche, est pris de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination en ce que la disposition attaquée, en autorisant les ordres à inscrire d'office des avocats sur la liste en question, traiterait de manière identique, sans justification raisonnable, des avocats se trouvant dans des situations essentiellement différentes selon qu'ils sont, ou pas, désireux d'accomplir des prestations d'aide juridique de deuxième ligne. Le douzième moyen dans l'affaire n° 6598 est pris de la violation du droit au libre choix d'une activité professionnelle contenu dans l'article 23 de la Constitution (1ère branche), de la violation de l'article 12, alinéa 1^{er}, de la Constitution, lu en combinaison avec les dispositions des conventions de l'Organisation internationale du travail mentionnées en B.19, en ce que la disposition attaquée instaurerait une réquisition du travail (2ème branche), et de la violation du droit à la propriété en ce que le travail des avocats réquisitionnés ne serait pas justement et préalablement indemnisé (3ème branche).

B.22.2. En vertu de la disposition attaquée, l'inscription d'office d'avocats sur la liste en cause est justifiée par la nécessité d'assurer l'effectivité de l'aide juridique et elle ne peut être effectuée que dans la mesure nécessaire pour atteindre cet objectif. L'effectivité de l'aide juridique de deuxième ligne est assurément un but légitime qui rencontre l'obligation du législateur, inscrite à l'article 23, alinéa 3, 2^o, de la Constitution, de garantir l'aide juridique à ceux qui en ont besoin pour assurer leur droit fondamental à l'accès à la justice.

B.22.3. Toute personne satisfaisant aux conditions fixées par le Code judiciaire choisit librement d'exercer ou non la profession d'avocat. Celui qui choisit cette profession est réputé connaître et accepter les obligations que la loi impose à ce groupe professionnel, en ce compris l'obligation éventuelle d'effectuer des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne. La disposition attaquée n'est donc pas contraire au droit au libre choix d'une activité professionnelle.

La possibilité pour les Ordres de prévoir, en cas de nécessité, l'inscription obligatoire d'avocats sur la liste des avocats pratiquant l'aide juridique de deuxième ligne est une mesure pertinente pour garantir l'effectivité de l'aide juridique.

B.22.4. Selon la Cour européenne des droits de l'homme, l'interdiction du travail forcé ou obligatoire, visée à l'article 4.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, ne s'oppose pas à ce que la loi impose des obligations raisonnables aux avocats, comme les obligations *pro deo* (CEDH, 23 novembre 1983, *Van der Musselle c. Belgique*, § § 39 à 41) ou la désignation comme tuteur légal d'un interdit (CEDH, 18 octobre 2011, *Graziani-Weiss c. Autriche*, § § 38 à 43). Il faut néanmoins qu'il s'agisse d'obligations entrant dans l'exercice normal de la profession d'avocat. L'obligation doit en outre trouver son fondement dans une conception de solidarité sociale et, enfin, la mission imposée ne peut constituer une charge disproportionnée pour l'avocat. Les obligations que la loi impose aux avocats sont contrebalancées par certains privilèges dont bénéficie ce groupe professionnel, tel le monopole de plaidoirie (CEDH, 18 octobre 2011, *Graziani-Weiss c. Autriche*, § 41).

B.22.5. La dispensation d'avis juridiques circonstanciés, l'assistance et la représentation des justiciables constituent le cœur de la profession d'avocat. L'obligation d'effectuer des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne contribue à assurer l'effectivité de l'aide juridique au bénéfice des justiciables les plus précarisés, ce qui est indubitablement un objectif de solidarité sociale. Dès lors que, d'une part, l'obligation imposée par les Ordres ne saurait être interprétée comme occupant la totalité du temps de travail des avocats concernés et que, d'autre part, les prestations effectuées sont partiellement indemnisées par l'Etat, l'obligation ne constitue pas une charge disproportionnée pour les avocats qui feraient l'objet d'une inscription obligatoire sur la liste. La disposition attaquée ne constitue dès lors pas une réquisition du travail contraire aux dispositions invoquées au moyen et elle ne viole pas le droit à la protection de la propriété.

B.23.1. Le quatrième moyen dans les deux affaires, en sa sixième branche, est pris de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination en ce que la disposition attaquée créerait une différence de traitement injustifiée entre les prestataires de l'aide juridique de deuxième ligne, suivant qu'ils sont avocats ou qu'ils ne le sont pas. Le quatrième moyen dans les deux affaires, en sa septième branche, est pris de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination en ce que la disposition attaquée créerait une différence de traitement entre justiciables, selon qu'ils ont recours à un prestataire de l'aide juridique de deuxième ligne qui est avocat ou à un autre prestataire. Les discriminations dénoncées dans ces deux branches des moyens proviendraient de la circonstance que les modalités et conditions arrêtées par les ordres d'avocats pour l'établissement de la liste des avocats pratiquant l'aide juridique de deuxième ligne ne sont pas susceptibles d'être contrôlées par le Conseil d'Etat, mais uniquement par la Cour de cassation. Il en découlerait des différences de traitement injustifiables entre prestataires et entre bénéficiaires de l'aide juridique de deuxième ligne, selon que l'assistance ou la représentation du justiciable bénéficiaire serait assurée par un avocat ou par une autre personne.

B.23.2. En vertu de l'article 728 du Code judiciaire, les parties à une procédure judiciaire peuvent, dans certains contentieux précisés, être assistées ou représentées par des personnes qui ne sont pas avocats, tels un expert-comptable, comptable professionnel ou réviseur d'entreprise, un délégué d'une organisation syndicale, un délégué d'une organisation représentative d'indépendants ou d'une organisation sociale.

B.23.3. Les personnes précitées, lorsqu'elles assistent ou représentent un justiciable dans une procédure judiciaire, n'acquiescent pas le statut d'avocat. Elles n'accomplissent pas non plus, dans cette mission, des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, même si le justiciable pour lequel elles agissent entre dans les conditions pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne et aurait dès lors pu faire appel à un avocat accomplissant des prestations dans ce cadre. Les personnes visées par l'article 728 du Code judiciaire et les avocats agissant au titre de l'aide juridique de deuxième ligne ne peuvent dès lors être utilement comparés quant au contrôle qui s'exerce sur les conditions arrêtées par les ordres pour être inscrit sur la liste des avocats accomplissant des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne.

B.23.4. Pour le même motif, les différences de traitement entre les justiciables qui choisissent de faire appel à un avocat accomplissant des prestations dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne et ceux qui choisissent de se faire assister ou représenter par une des personnes visées par l'article 728 du Code judiciaire et, notamment, la circonstance que les premiers ne peuvent recourir aux services d'un avocat qui n'est pas inscrit sur la liste en question s'ils souhaitent bénéficier de l'aide juridique gratuite ou partiellement gratuite, ne sont pas dépourvues de justification raisonnable.

B.24. Le quatrième moyen dans les deux affaires et le douzième moyen dans l'affaire n° 6598 ne sont pas fondés.

En ce qui concerne le contrôle des prestations par les ordres d'avocats

B.25.1. L'article 4 de la loi attaquée remplace l'article 508/8 du Code judiciaire par la disposition suivante :

« L'Ordre des avocats contrôle l'effectivité et la qualité des prestations effectuées par les avocats au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, ainsi que la régularité des démarches effectuées en vertu des articles 508/9, 508/14, alinéas 1^{er} et 3 et 508/19, § 2.

Sans préjudice des poursuites disciplinaires, le conseil de l'Ordre peut en cas de manquement et selon la procédure déterminée aux articles 458 à 463, subordonner au respect des conditions qu'il détermine le maintien de l'avocat sur la liste visée à l'article 508/7, suspendre son inscription sur cette liste pour une période de huit jours à trois ans ou l'en omettre.

En cas de non-respect des conditions déterminées par le conseil de l'Ordre en application de l'alinéa 2, le bâtonnier convoque l'avocat devant le conseil de l'Ordre en vue de prononcer une autre mesure prévue au même alinéa.

Sauf décision contraire du conseil de l'Ordre, la mesure de suspension visée à l'alinéa 2 est sans effet sur les désignations opérées par le bureau d'aide juridique avant son entrée en vigueur.

En cas d'omission, l'avocat est, sauf décision contraire du conseil de l'Ordre, déchargé de tous ses dossiers au titre de l'aide juridique de deuxième ligne. Le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un nouvel avocat. L'avocat peut solliciter sa réinscription sur la liste visée à l'article 508/7, par une demande motivée qui ne peut être introduite avant un terme de cinq ans après son omission.

Les décisions visées aux alinéas 2, 4 et 5 sont motivées. Elles sont susceptibles de recours conformément à l'article 432bis ».

B.25.2. L'exposé des motifs de la loi attaquée mentionne, concernant cette disposition :

« Cet article a pour objet d'assurer un contrôle accru des prestations accomplies par les avocats dans le cadre de l'aide juridique et de prévoir un panel de mesures effectives adaptées à la gravité des manquements constatés.

En l'état actuel de la législation, lorsqu'un manquement est constaté dans le chef d'un avocat inscrit sur la liste de l'aide juridique de première ou de deuxième ligne, la seule mesure possible est sa radiation de la liste des avocats.

La modification proposée tend à donner aux Ordres diverses alternatives afin de moduler la mesure par rapport au manquement. Il s'agit du maintien sur la liste moyennant conditions, de la suspension de l'inscription pour une durée de huit jours à trois ans ou de l'omission.

Les Ordres peuvent décider de maintenir un avocat sur la liste moyennant des conditions à respecter. En réponse à une remarque du Conseil d'Etat mentionnée dans son avis n° 58.761 du 17 février 2016, il est impossible de prévoir la nature de telles conditions dans le dispositif du texte étant donné la diversité des mesures qui pourraient être envisagées par les Ordres. Par ailleurs, cette matière relève de la compétence des Ordres. Toutefois, des exemples peuvent être donnés pour illustrer cette hypothèse : maintien sur la liste avec interdiction de faire certains types de procédures ou d'exercer dans certaines matières ou une obligation de suivre une formation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 9).

B.26.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 6598 prennent un cinquième moyen de la violation du principe de légalité en ce que la disposition attaquée habilite les ordres d'avocats à contrôler l'effectivité et la qualité des prestations effectuées dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne ainsi que la régularité des démarches effectuées par les avocats en vue de leur désignation et de la clôture de leurs prestations. Elles estiment que l'habilitation n'est pas définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels n'ont pas été fixés préalablement par le législateur.

B.26.2. Les parties requérantes invoquent la violation des articles 10, 11 et 23, alinéas 1^{er}, 2 et 3, 2^o, *in fine*, de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 33, 105 et 108 de la Constitution, avec les articles 6.1 et 6.3, c), et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avec les articles 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec le principe général de la légalité.

B.27.1. Le moyen est pris de la violation du principe de légalité contenu dans l'article 23 de la Constitution, en ce qu'il s'applique au droit à l'aide juridique. Les parties requérantes n'explicitent cependant pas en quoi la circonstance que le législateur habilite les ordres d'avocats à contrôler l'effectivité et la qualité des prestations effectuées par les avocats au titre de l'aide juridique de deuxième ligne porterait atteinte au principe de légalité en matière de droit à l'aide juridique contenu à l'article 23 précité. La délégation attaquée ne porte en effet ni sur le droit à l'aide juridique en tant que tel ni sur les conditions d'exercice de ce droit, mais bien sur les modalités du contrôle des prestations effectuées par les avocats prestataires de l'aide juridique de deuxième ligne.

B.27.2. Pour le surplus, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies ont pour mission, en vertu des articles 495 et 496 du Code judiciaire, notamment d'assurer l'aide juridique et de prendre des mesures en matière de règles disciplinaires. Aucune des normes de référence citées au moyen n'interdit au législateur de charger les ordres d'avocats de contrôler l'effectivité et la qualité des prestations accomplies par les avocats au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, mission qui s'inscrit dans les compétences qui leur sont conférées par les dispositions précitées.

B.28. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 6598 n'est pas fondé.

Quant aux moyens relatifs au droit à la rétribution des avocats

B.29. Les huitième moyen dans l'affaire n° 6596 et neuvième moyen dans l'affaire n° 6598 concernent le droit des avocats qui pratiquent l'aide juridique à obtenir une juste rémunération pour les prestations accomplies dans ce cadre. Ces moyens, en leur première branche, visent l'article 7 de la loi attaquée, en ce qu'il insère l'article 508/17, § 3, dans le Code judiciaire. En leur seconde branche, ils visent l'article 9, 3°, de la loi attaquée.

B.30.1. L'article 7 de la loi attaquée devant être partiellement annulé pour les motifs énoncés en B.17.3, il n'y a lieu d'examiner ces moyens, en leur première branche, qu'en ce qu'ils portent sur la contribution due par la personne qui bénéficie de l'aide juridique partiellement gratuite (article 508/17, § 2, du Code judiciaire).

B.30.2. L'article 508/17, § 3, du Code judiciaire, inséré par l'article 7 de la loi attaquée, dispose :

« L'avocat n'entame sa mission qu'à partir du moment où il reçoit le paiement des contributions visées aux paragraphes 1 et 2 sauf en cas d'exemption prévue par les paragraphes 4 ou 5, ou sauf dans le cas où l'avocat renonce à la perception du paiement des contributions ou accorde un délai de paiement ».

B.30.3. Les parties requérantes font grief à cette disposition de faire peser le risque du non-paiement de la contribution due par les bénéficiaires de l'aide juridique partiellement gratuite sur l'avocat, en manière telle que si, à la clôture du dossier, certaines sommes n'ont pas été payées par le bénéficiaire de l'aide juridique, elles seraient néanmoins imputées sur le montant des indemnités dues par l'Etat à l'avocat.

B.30.4. L'exposé des motifs relatif à la disposition attaquée semble en effet confirmer que lorsque l'avocat donne un délai de paiement, « il supporte le risque de non-paiement ». Il est également précisé :

« Il ne s'agit pas ici pour l'avocat d'exempter le bénéficiaire du paiement. Excepté les catégories expressément déterminées par la loi, seul le bureau d'aide juridique peut prendre la décision d'exempter. Il s'agit de la possibilité laissée à l'avocat de renoncer à la perception du paiement à ses propres risques car ces contributions seront déduites des indemnités calculées sur la base des points qu'il sera amené à recevoir à l'issue de la procédure » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 17).

B.30.5. Toutefois, en application de l'article 508/19, § 2, du Code judiciaire, tel que modifié par l'article 9 de la loi attaquée, l'avocat qui a accompli des prestations au titre de l'aide juridique fait rapport au bureau d'aide juridique sur chaque affaire, en mentionnant « les indemnités perçues en vertu de l'article 508/19^{ter} ainsi que les contributions visées à l'article 508/17, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et § 2 ».

L'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 508/19 du Code judiciaire, remplacé par l'article 9, 3°, de la loi attaquée, dispose :

« Le bureau d'aide juridique attribue des points aux avocats pour ces prestations et en fait un rapport au bâtonnier. Le bureau d'aide juridique n'attribue pas de points ou diminue les points, le cas échéant, pour des prestations pour lesquelles des sommes ont été perçues sur la base des articles 508/17, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et § 2, 508/19, § 1^{er}, et 508/19^{ter} ou pour des prestations pour lesquelles l'avocat a renoncé à la perception de sommes sur la base de l'article 508/17, § 3 ».

B.31.1. Il résulte de ce qui précède que si l'avocat qui renonce volontairement à la perception de la contribution due par les bénéficiaires de l'aide juridique partiellement gratuite ne peut récupérer les montants auxquels il a renoncé à charge de l'Etat, il n'en va pas de même de celui qui, sans avoir renoncé à ces contributions, a néanmoins entamé la mission au profit de son client bénéficiaire de l'aide juridique partiellement gratuite et n'a jamais été en mesure de percevoir les montants qui lui étaient dus. Dans cette hypothèse, les montants n'ont pas été « perçus » et l'avocat n'y a pas renoncé sur la base de l'article 508/17, § 3, de sorte qu'il n'y a pas lieu, pour le bureau d'aide juridique, de diminuer les points attribués pour les prestations accomplies du montant de la contribution non payée.

B.31.2. Par ailleurs, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, la disposition attaquée ne crée pas de présomption de renonciation au paiement des contributions concernées dans le chef de l'avocat qui ne les percevrait pas dès l'entame de sa mission.

B.31.3. Les moyens, en leur première branche, reposent sur une lecture erronée de la disposition attaquée et ne sont, pour ce motif, pas fondés.

B.32.1. Les moyens, en leur seconde branche, visent l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 508/19, du Code judiciaire, remplacé par l'article 9, 3°, de la loi attaquée, cité en B.30.5.

B.32.2. Les parties requérantes font grief à cette disposition de créer une discrimination entre avocats suivant le bureau d'aide juridique dont ils dépendent, parce que le mécanisme mis en place prévoit que la diminution des points intervient avant que la valeur du point ne soit connue, de sorte que suivant la valeur du point retenue par chaque bureau d'aide juridique pour effectuer le calcul, la rémunération octroyée aux avocats pour les mêmes prestations au bénéfice de clients se trouvant dans la même situation peut varier.

B.32.3. Rien, dans l'exposé des motifs relatif à la disposition attaquée ou dans le rapport de la commission de la Justice de la Chambre, n'indique que le législateur a eu l'intention de permettre aux bureaux d'aide juridique de calculer arbitrairement le nombre de points à retirer en fonction des sommes perçues par l'avocat en cours de traitement du dossier.

B.33.1. Si la disposition attaquée devait être interprétée en ce sens que chaque bureau d'aide juridique attribue une somme arbitraire à la valeur des points à retirer lorsque l'avocat a perçu une contribution payée par le client, avant de connaître la valeur du point pour la période considérée, de sorte que l'indemnisation de l'avocat pour les prestations effectuées au titre de l'aide juridique de deuxième ligne serait calculée arbitrairement, elle créerait des discriminations injustifiables entre avocats.

B.33.2. La disposition attaquée doit toutefois être interprétée, compte tenu du droit de chaque avocat à obtenir une rémunération équitable et égale pour des prestations équivalentes, comme imposant aux bureaux d'aide juridique de diminuer les indemnités perçues par les avocats pour les prestations accomplies au titre de l'aide juridique des contributions exactes payées par les clients et du montant exact de l'indemnité de procédure obtenue par l'avocat.

B.34. Sous réserve que l'article 508/19, § 2, alinéa 2, du Code judiciaire soit interprété comme indiqué en B.33.2, les huitième moyen dans l'affaire n° 6596 et neuvième moyen dans l'affaire n° 6598 ne sont pas fondés.

Quant au moyen relatif au « monopole » des ordres belges d'avocats pour les prestations d'aide juridique de deuxième ligne

B.35. Le treizième moyen dans l'affaire n° 6598 vise les articles 3, 5, 1^o, 2^o et 3^o, et 7 de la loi attaquée. Les parties requérantes font grief au législateur de réserver un « monopole » aux avocats pour accomplir des services au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, alors que d'autres praticiens du droit offrent également des services comparables qui ne peuvent être fournis dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne (1ère et 3ème branches). Elles estiment que, dans la mesure où les organisations professionnelles d'avocats jouissant du « monopole » peuvent être considérées comme des ententes entre entreprises, ce « monopole » serait constitutif d'une aide d'Etat prohibée (2ème branche). Elles font enfin grief au législateur d'avoir réservé la possibilité d'effectuer des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne aux seuls avocats inscrits à un ordre belge d'avocats et d'avoir ainsi créé une discrimination entre ces avocats et ceux qui sont inscrits à un ordre d'avocats d'un autre pays (4ème branche).

B.36.1. Ainsi que les parties requérantes le relèvent elles-mêmes, le choix du législateur de confier l'organisation de l'aide juridique de deuxième ligne aux ordres d'avocats et aux barreaux, ainsi que celui de réserver aux avocats la mise en œuvre concrète de cette aide sont antérieurs à la loi attaquée. Si celle-ci s'inscrit dans le système ainsi mis en place et ne remet donc pas ce choix législatif en cause, l'on ne saurait en déduire que le « monopole » et les différences de traitement qui en découlent trouveraient leur source dans les dispositions attaquées.

B.36.2. En effet, l'article 508/7, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, non modifié par la loi attaquée, dispose :

« Au sein de chaque barreau, le Conseil de l'Ordre des Avocats établit un Bureau d'aide juridique selon les modalités et les conditions qu'il détermine ».

et l'article 508/9, § 1^{er}, du même Code, également non modifié par la loi attaquée, dispose :

« Pour l'obtention d'une aide juridique de deuxième ligne partiellement ou entièrement gratuite, les personnes accordant l'aide juridique de première ligne renvoient le demandeur vers le bureau.

Le bureau désigne un avocat que le demandeur aura choisi sur la liste visée à l'article 508/7. Le bureau informe l'avocat de sa désignation.

L'avocat dont le nom figure sur la liste et auquel un justiciable se sera adressé directement sans passer par le bureau demande au bureau l'autorisation d'accorder l'aide juridique de deuxième ligne à son client lorsqu'il estime que celui-ci peut bénéficier de la gratuité complète ou partielle. L'avocat fait parvenir au bureau les pièces visées à l'article 508/13.

En cas d'urgence, la personne qui n'a pas d'avocat peut s'adresser directement à l'avocat du service de garde. Cet avocat lui assure l'aide juridique et demande au bureau la confirmation de sa désignation ».

B.37. Le « monopole » des barreaux ou des avocats pour organiser et assurer l'aide juridique de deuxième ligne, qui fait l'objet des griefs des parties requérantes, n'est pas institué par les dispositions attaquées. Il en résulte que le treizième moyen dans l'affaire n° 6598 n'est pas fondé.

Quant au moyen relatif au droit des étrangers non autorisés au séjour à l'assistance judiciaire

B.38.1. Le dixième moyen dans l'affaire n° 6598 concerne l'article 17 de la loi attaquée, qui complète l'article 668 du Code judiciaire. Celui-ci disposait, jusqu'à l'entrée en vigueur de la disposition attaquée :

« Le bénéfice de l'assistance judiciaire peut être accordé dans les mêmes conditions :

a) aux étrangers, conformément aux traités internationaux;

b) à tout ressortissant d'un Etat membre du Conseil de l'Europe;

c) à tout étranger qui a, d'une manière régulière, sa résidence habituelle en Belgique ou qui est en situation régulière de séjour dans l'un des Etats membres de l'Union européenne;

d) à tout étranger dans les procédures prévues par la loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

L'article 17 attaqué complète cet article de la façon suivante :

« e) à tous les étrangers qui ont, d'une manière irrégulière, leur résidence en Belgique, à condition qu'ils aient essayé de régulariser leur séjour en Belgique, que leur demande présente un caractère urgent et que la procédure porte sur des questions liées à l'exercice d'un droit fondamental ».

B.38.2. En vertu de l'article 664 du Code judiciaire, l'assistance judiciaire consiste à dispenser, en tout ou en partie, ceux qui ne disposent pas des moyens d'existence nécessaires pour faire face aux frais d'une procédure, même extrajudiciaire, de payer les droits divers, d'enregistrement, de greffe et d'expédition et les autres dépens qu'elle entraîne. Elle assure aussi aux intéressés la gratuité du ministère des officiers publics et ministériels, dans certaines conditions, et leur permet de bénéficier de la gratuité de l'assistance d'un conseiller technique lors d'expertises judiciaires.

B.38.3. L'exposé des motifs relatif à la disposition attaquée mentionne :

« L'article 17 modifie l'article 668 du Code judiciaire en ce qui concerne l'accès à l'assistance judiciaire.

Cet article sera modifié pour se conformer à l'arrêt *Anakomba* rendu par la Cour européenne des droits de l'homme du 10 mars 2009.

Dans cet arrêt, la Cour indique que les étrangers qui séjournent illégalement en Belgique n'ont pas de droit au bénéfice de l'assistance judiciaire.

Dorénavant, ces personnes auront droit au bénéfice de l'assistance judiciaire si elles répondent à trois conditions. Elles doivent avoir essayé de régulariser leur séjour (1), le motif pour lequel elles introduisent une demande doit présenter un caractère urgent (2) et la procédure doit porter sur des questions sérieuses liées à l'exercice d'un droit fondamental (3). Dans ce dernier cas, cela signifie qu'il doit s'agir d'un droit fondamental garanti par une convention internationale ayant un effet direct en Belgique (comme par exemple la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales) et/ou par la Constitution. Le juge dispose d'un droit d'appréciation en la matière dès qu'il est saisi d'une affaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 23).

B.39.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 6598 font grief à cette disposition, en ce qu'elle établit une triple condition pour l'obtention du bénéfice de l'assistance judiciaire par les étrangers en séjour irrégulier, d'une part, de créer une différence de traitement injustifiée entre étrangers en séjour irrégulier (1ère branche du moyen) et, d'autre part, de porter une atteinte disproportionnée au droit au procès équitable pour les étrangers concernés (2ème branche du moyen).

B.39.2. Le moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 13, 23 et 191 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 6.1, 6.3, c), et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 20, 21 et 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.40.1. En étendant l'avantage de l'assistance judiciaire aux étrangers en séjour irrégulier en Belgique, le législateur entend donner suite à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 10 mars 2009 en cause de *Anakomba Yula c. Belgique* (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 23).

B.40.2. Par cet arrêt, la Cour a jugé en ce qui concerne l'ancien système de l'assistance judiciaire pour les étrangers, tel qu'il était contenu dans l'article 668 du Code judiciaire :

« 35. Cet article accorde le bénéfice de l'assistance judiciaire aux ressortissants d'un Etat ayant conclu une convention internationale avec la Belgique à propos de l'assistance judiciaire, aux ressortissants d'un Etat membre du Conseil de l'Europe, à ceux qui ont de manière régulière leur résidence habituelle en Belgique ou dans un Etat membre de l'Union européenne et à ceux qui demandent l'assistance pour une procédure [en matière] d'accès au territoire, [de] séjour, [d']établissement et [d']éloignement des étrangers. La Cour ne doute pas que ces conditions poursuivent les buts légitimes mentionnés par le Gouvernement.

[...]

37. La Cour relève que les questions en jeu devant les tribunaux internes en l'espèce étaient des questions graves liées au droit de la famille. Les décisions que les tribunaux allaient rendre marqueraient de manière définitive la vie privée et familiale non seulement de la requérante elle-même mais de plusieurs autres personnes. [Il fallait donc] des raisons particulièrement impérieuses pour justifier une différence de traitement entre [la requérante, qui ne possédait pas de] carte de séjour, et les personnes qui [en possédaient une] (voir, *mutatis mutandis*, *Niedzwiecki c. Allemagne*, n° 58453/00, 25 octobre 2005). Cette conclusion est en outre renforcée par le fait que l'article 508/13 du code judiciaire ne prévoyait pas le critère de la régularité du séjour pour bénéficier de l'aide juridique d'un avocat (aide juridique de seconde ligne - article 508/13 du code judiciaire), dont la requérante a d'ailleurs pu bénéficier.

38. De plus, la Cour ne perd pas de vue que la carte de séjour de la requérante avait expiré un mois et demi après la naissance de sa fille et qu'elle avait déjà avant l'expiration de sa carte, comme cela ressort de la lettre du 21 juin 2006 au bourgmestre, entrepris des démarches pour être régularisée [eu égard à] la vie familiale qu'elle menait en Belgique, le père de son enfant étant de nationalité belge. Enfin, il y avait urgence à agir, le délai pour introduire une action en contestation de paternité étant d'un an à compter de la date de la naissance de l'enfant (articles 318 et 322 du code civil).

39. Au vu de ces éléments, la Cour considère que l'Etat a manqué [...] à son obligation de régler le droit d'accès à un tribunal d'une manière conforme aux exigences de l'article 6 § 1 de la Convention combiné avec l'article 14.

40. Il y a donc eu violation de ces dispositions ».

B.40.3. En subordonnant l'obtention de l'assistance judiciaire à la condition que l'étranger en séjour irrégulier sur le territoire ait entrepris des démarches pour être régularisé (1), que la demande ait un caractère urgent (2) et porte sur des points relatifs à l'exercice d'un droit fondamental (3), le législateur a tenu compte des différents éléments que la Cour européenne des droits de l'homme a pris en compte dans l'arrêt précité.

B.41.1. L'article 668 du Code judiciaire énumère les catégories d'étrangers qui ont droit à l'assistance judiciaire, aux mêmes conditions que les ressortissants belges. Les étrangers en séjour régulier sur le territoire sont donc traités de la même manière que les ressortissants belges. Contrairement aux catégories d'étrangers mentionnées aux points a) à d) de la disposition précitée, les étrangers en séjour irrégulier sur le territoire sont toutefois soumis à des conditions supplémentaires pour pouvoir prétendre à l'assistance judiciaire (point e).

B.41.2. En subordonnant en principe l'octroi de l'assistance judiciaire aux étrangers à leur séjour légal sur le territoire ou dans le cadre des procédures prévues par la loi du 15 décembre 1980, le législateur poursuit des objectifs légitimes (CEDH, 10 mars 2009, *Anakomba Yula c. Belgique*, § 35).

B.42. La Cour doit toutefois examiner si la différence de traitement qui est créée au sein de la catégorie des étrangers en séjour irrégulier selon qu'ils satisfont ou non aux conditions émises par la disposition attaquée établit une discrimination ou s'il est porté atteinte au droit à un procès équitable.

La thèse de la partie requérante revient en substance à dire que les étrangers en séjour illégal sur le territoire doivent pouvoir prétendre à l'assistance judiciaire aux mêmes conditions que les étrangers en séjour légal sur le territoire. Il existe néanmoins entre les deux catégories de personnes une différence objective tenant à la régularité de leur statut de séjour. L'Etat n'est pas tenu d'assumer les mêmes obligations à l'égard de ceux qui sont en séjour illégal sur le territoire qu'à l'égard de ceux qui sont en séjour légal.

B.43.1. La disposition attaquée exige d'abord de l'étranger qui réside irrégulièrement en Belgique et qui pourrait, sur le vu de sa situation financière, bénéficier de l'assistance judiciaire de prouver, pour obtenir ce bénéfice, qu'il a essayé de régulariser son séjour dans le Royaume.

En réponse à un amendement visant à supprimer cette condition, le ministre de la Justice a indiqué :

« la modification proposée se situe dans le droit fil de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Il estime en outre que l'on est parfaitement en droit de poser comme condition, pour l'obtention du droit à l'assistance judiciaire, que le ressortissant étranger concerné ait tenté de régulariser son séjour. Il ne peut dès lors pas souscrire à l'amendement présenté » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 48).

La tentative de régularisation du séjour exigée par la disposition attaquée indique que l'étranger a l'intention de demeurer légalement en Belgique. Compte tenu de l'objet de l'assistance judiciaire, le législateur peut exiger, pour son octroi, que l'étranger résidant illégalement sur le territoire ait entrepris à un moment donné les démarches nécessaires en vue d'obtenir un droit de séjour, quel que soit le fondement de cette demande.

B.43.2. La disposition attaquée exige ensuite que la demande pour laquelle un étranger en séjour illégal sur le territoire souhaite une assistance judiciaire soit urgente. Cette condition implique que le droit d'accès au juge serait irrémédiablement compromis si l'assistance judiciaire n'était pas accordée.

Les étrangers en séjour légal sur le territoire ont droit à l'assistance judiciaire aux mêmes conditions que les ressortissants belges. Pour toutes les procédures prévues par la loi du 15 décembre 1980 qui visent à octroyer un tel droit de séjour, une assistance judiciaire peut également être octroyée (article 668, c) et d), du Code judiciaire).

Lorsqu'un tel droit de séjour ne peut toutefois être octroyé, les étrangers concernés sont réputés quitter le territoire ou un ordre de quitter le territoire peut être délivré. Dans ces circonstances, il n'est pas dénué de justification raisonnable que, tant que leur situation de séjour est irrégulière, mais qu'ils séjournent néanmoins dans le pays, l'assistance judiciaire n'est octroyée que lorsque la procédure pour laquelle l'assistance judiciaire est demandée est urgente. Il appartient au bureau de la juridiction compétente, sous le contrôle du juge, d'apprécier le caractère urgent de la demande.

B.43.3. La disposition attaquée exige enfin que la procédure pour laquelle l'assistance judiciaire est demandée porte sur l'exercice d'un droit fondamental. S'agissant de cette condition, l'exposé des motifs précise qu'il doit s'agir d'un droit protégé par une convention internationale ayant effet direct, comme la Convention européenne des droits de l'homme, et que le juge dispose d'un pouvoir d'appréciation lorsque l'affaire lui est soumise (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 23).

Eu égard à la situation de séjour irrégulière des étrangers concernés, cette limitation n'est pas dénuée de justification raisonnable. Comme il est dit en B.42, l'Etat n'est en effet pas tenu d'assumer les mêmes obligations à l'égard de ceux qui sont en séjour illégal sur le territoire qu'à l'égard de ceux qui sont en séjour légal. Il appartient au bureau de la juridiction compétente, sous le contrôle du juge, d'examiner si un droit fondamental est en cause.

B.43.4. Compte tenu de ce qui précède, ni le principe d'égalité et de non-discrimination ni le droit d'accès au juge ne sont violés du fait que l'octroi d'une assistance judiciaire à des personnes en séjour illégal sur le territoire peut être soumis aux conditions visées à l'article 668, e), du Code judiciaire.

B.44. Le dixième moyen dans l'affaire n° 6598 n'est pas fondé.

Quant aux moyens relatifs à l'entrée en vigueur de la loi attaquée

B.45.1. Le septième moyen dans l'affaire n° 6596 et le huitième moyen dans l'affaire n° 6598 portent sur l'article 19 de la loi attaquée, qui dispose :

« A l'exception de l'article 17 qui entre en vigueur dix jours après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, la présente loi entre en vigueur à une date fixée par le Roi et au plus tard le 1^{er} septembre 2016 ».

B.45.2. Les parties requérantes font grief à la disposition attaquée d'être, à défaut de dispositions transitoires, immédiatement applicable aux litiges en cours et de créer ainsi une incertitude portant sur la rémunération des avocats ayant effectué des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne avant le 1^{er} septembre 2016 (première branche), en ce que, en application de l'article 9, 3^o, de la loi attaquée, le montant des contributions dues en application de l'article 7 de la loi attaquée à la désignation de l'avocat et par instance seraient déduites du total des points formant la base du calcul de la rémunération de l'avocat alors que, si la mission de celui-ci a débuté avant le 1^{er} septembre 2016, ces contributions n'ont pas été perçues. Les parties requérantes critiquent également l'imprévisibilité de la rémunération des avocats tenant aux fluctuations de la valeur du point. Enfin, les parties requérantes critiquent la rétroactivité de la loi en ce que les contributions dues en application de l'article 7 de la loi le sont immédiatement, de sorte qu'elles sont également dues par les justiciables qui auraient d'abord tenté une médiation et introduiraient en conséquence leur action en justice après le 1^{er} septembre 2016 (seconde branche).

B.46.1. Les moyens sont pris de la violation de l'article 16 de la Constitution, lu isolément ou en combinaison avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et avec les principes de sécurité juridique, de légitime confiance, de non-rétroactivité des lois et de *standstill*.

B.46.2. Lorsque sont en cause des dispositions garantissant des droits fondamentaux dont le respect peut être invoqué directement devant le juge, l'invocation d'une obligation de *standstill* n'est pas pertinente. Les parties ne développent du reste pas leurs griefs en ce qu'ils sont pris de la violation de cette obligation.

B.47.1. En vertu de l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 508/19 du Code judiciaire, remplacé par l'article 9, 3^o, de la loi attaquée, cité en B.30.5, le bureau d'aide juridique diminue les points pour les prestations pour lesquelles des sommes ont été perçues au titre de contributions dues par le bénéficiaire de l'aide juridique partiellement gratuite en application de l'article 508/17, § 2, du même Code. Il en résulte que si les sommes en question n'ont pas été perçues, notamment parce qu'elles n'étaient pas exigibles au moment où l'avocat a commencé sa mission, le bureau d'aide juridique ne les déduit pas des points attribués pour la prestation.

B.47.2. L'entrée en vigueur immédiate de la loi attaquée n'a dès lors pas pour effet d'entraîner une incertitude quant à la rémunération des avocats sur ce plan. Pour le surplus, l'incertitude éventuelle liée à la valeur du point et à la réforme de la nomenclature ne trouve pas sa source dans la loi attaquée, mais bien dans ses arrêtés d'exécution et échappe pour cette raison à la compétence de la Cour.

Le septième moyen dans l'affaire n° 6596 et le huitième moyen dans l'affaire n° 6598, en leur première branche, ne sont pas fondés.

B.48. L'article 7 devant être annulé dans la mesure indiquée en B.17.3, les moyens, en leur seconde branche, ne doivent pas être examinés.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule dans l'article 508/17, du Code judiciaire, remplacé par l'article 7 de la loi du 6 juillet 2016 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'aide juridique :

- le paragraphe 1^{er}, alinéas 2, 3 et 4;
- dans le paragraphe 2, les mots « en plus de celles visées au paragraphe 1^{er} »;
- dans le paragraphe 3, les mots « 1 et » et les mots « sauf en cas d'exemption prévue par les paragraphes 4 ou 5 »;
- les paragraphes 4, 5 et 6;

2. maintient les effets des dispositions annulées dans l'article 508/17 du Code judiciaire à l'égard des contributions perçues par les avocats dans les affaires pour lesquelles l'avocat a, au 31 août 2018, fait rapport au bureau d'aide juridique conformément à l'article 508/19, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire;

3. sous réserve que l'article 508/19, § 2, alinéa 2, du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 9, 2^o, de la loi du 6 juillet 2016, soit interprété comme indiqué en B.33.2, rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 21 juin 2018.

Le greffier,
F. Meersschant

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/203386]

Uittreksel uit arrest nr. 77/2018 van 21 juni 2018

Rolnummers 6596 en 6598

In zake : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 6 juli 2016 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de juridische bijstand, ingesteld door E.M. en door de vzw « Aimer Jeunes » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, en, overeenkomstig artikel 60*bis* van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter E. De Groot, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

Bij twee verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 16 januari 2017 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 17 en 18 januari 2017, zijn beroepen tot gehele of gedeeltelijke (de artikelen 3 tot 9, 11 en 13 tot 19) vernietiging ingesteld van de wet van 6 juli 2016 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de juridische bijstand (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 juli 2016) respectievelijk door E.M., bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. R. Fonteyn, advocaat bij de balie te Brussel, en door de vzw « Aimer Jeunes », de vzw « Association pour le droit des Etrangers », de vzw « Association Syndicale des Magistrats », de vzw « ATD Vierde Wereld België », de vzw « Belgisch Netwerk Armoedebestrijding », de vzw « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », de vzw « Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », de vzw « Defense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », de vzw « Intact », de vzw « Ligue des Droits de l'Homme », de vzw « luttes solidarités travail », de vzw « Medimmigrant », de vzw « ORCA : Organisatie voor clandestiene arbeidsmigranten », de vzw « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », de vzw « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté », de vzw « Service d'Action Sociale Bruxellois », de vzw « Service International de Recherche, d'Education et d'Action sociale », de vzw « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », de vzw « Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen », de vzw « Vluchtelingenwerk Vlaanderen » en Dominique Andrien, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. Dautrepoint en Mr. C. Forget, advocaten bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6596 en 6598 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden wet en het onderzoek van de middelen

B.1.1. De samengevoegde beroepen strekken tot de volledige of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 6 juli 2016 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de juridische bijstand. Uit de verzoekschriften blijkt dat de middelen betrekking hebben op de artikelen 3 tot 5, 7, 9 en 13 tot 19 van die wet.

B.1.2. Luidens artikel 508/1, 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek is de juridische tweedelijnsbijstand :

« de juridische bijstand die wordt verleend aan een natuurlijke persoon in de vorm van een omstandig juridisch advies, bijstand al dan niet in het kader van een procedure of bijstand bij een geding met inbegrip van de vertegenwoordiging in de zin van artikel 728 ».

B.1.3. De bestreden bepalingen wijzigen eveneens de voorwaarden inzake de toekenning van rechtsbijstand. Artikel 664 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 15 van de bestreden wet, bepaalt :

« Rechtsbijstand bestaat erin degenen die niet over de nodige bestaansmiddelen beschikken om de kosten van rechtspleging, zelfs van een buitengerechtelijke rechtspleging, te bestrijden, geheel of ten dele te ontslaan van de betaling van de diverse rechten, registratie-, griffie- en uitgifterechten en van de andere kosten welke deze rechtspleging medebrengt. Hij verschafft aan de betrokkene ook kosteloos de tussenkomst van openbare en ministeriele ambtenaren onder de hierna bepaalde voorwaarden.

Hij biedt de betrokkene tevens de mogelijkheid kosteloos bijstand te genieten van een technisch adviseur bij gerechtelijke deskundigenonderzoeken ».

B.1.4. Luidens de memorie van toelichting van de bestreden wet, beoogt die laatste « de filosofie te behouden van het systeem van kosteloze juridische bijstand, namelijk de toegang tot justitie voor iedereen, rekening houdend met een belangrijk aantal verzoeken om juridische bijstand in België [en] hervormt en moderniseert [zij] het systeem van juridische tweedelijnsbijstand zodat we het duurzaam kunnen garanderen voor wie er daadwerkelijk recht op heeft » en te « zoeken naar een evenwicht tussen de toegang van de rechtszoekende tot het gerecht en een billijke vergoeding van de advocaten voor de werkelijk geleverde prestaties » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 4).

B.1.5. Om dat doel te bereiken, voorziet de wetgever met name in de volgende maatregelen :

- de invoering van het beginsel van de betaling van een bijdrage door de begunstigde;
- een betere definitie van de bestaansmiddelen van de kandidaat voor de juridische bijstand die in aanmerking moeten worden genomen om na te gaan of hij voldoet aan de voorwaarden om die te verkrijgen;
- de invoering van een meer adequate controle van de bestaansmiddelen van de aanvrager;
- het weerlegbare karakter van de verschillende vermoedens van ontoereikende inkomsten ten behoeve van sommige categorieën van rechtzoekenden;
- de invoering van een aangepast controlemechanisme waardoor de bureaus voor juridische bijstand de verrichte prestaties adequater kunnen controleren;
- de inschrijving, door de Ordes, van de advocaten die de prestaties van juridische bijstand willen verrichten, op een lijst en de mogelijkheid voor de Ordes om sommige advocaten ambtshalve in te schrijven;
- de invoering van een mechanisme waardoor de advocaten een vergoeding rechtstreeks van de begunstigde kunnen vorderen wanneer hun optreden het die laatste mogelijk heeft gemaakt een bepaald bedrag te ontvangen;
- de herziening van de « nomenclatuur » teneinde de punten rechtvaardiger toe te kennen en de puntwaardes te harmoniseren voor de gelijkwaardige procedures (*ibid.*, pp. 5-8).

B.2. Het Hof onderzoekt de middelen door die als volgt te groeperen :

1. de middelen betreffende het begrip « bestaansmiddelen » (artikelen 5, 7, 13 tot 16 en 18 van de bestreden wet) : B.3.1 - B.12.6;
2. de middelen betreffende de door de rechtzoekende te betalen bijdragen (artikel 7 van de bestreden wet) : B.13.1 - B.17.4;
3. de middelen betreffende de rol van de Ordes van advocaten in de aanstelling van de bijstandsverstrekkers en in de controle van de prestaties (artikelen 3 en 4 van de bestreden wet) : B.18.1 - B.28;
4. de middelen betreffende het recht op de vergoeding van de advocaten (artikelen 7 en 9 van de bestreden wet) : B.29 - B.34;
5. het middel betreffende het monopolie van de Belgische Ordes van advocaten inzake de prestaties van juridische tweedelijnsbijstand (artikelen 3, 5 en 7 van de bestreden wet) : B.35 - B.37;
6. het middel betreffende het recht op rechtsbijstand van de vreemdelingen die niet gemachtigd zijn tot het verblijf (artikel 17 van de bestreden wet) : B.38.1 - B.44;
7. de middelen betreffende de inwerkingtreding van de bestreden wet (artikel 19 van de bestreden wet) : B.45.1 - B.48.

Ten aanzien van de middelen betreffende het begrip « bestaansmiddelen »

B.3.1. Artikel 5, 1° en 3°, van de bestreden wet van 6 juli 2016 brengt de volgende wijzigingen aan in artikel 508/13 van het Gerechtelijk Wetboek :

« 1° in het eerste lid, worden de woorden ' onvoldoende inkomsten ' vervangen door de woorden ' ontoereikende bestaansmiddelen ' ;

[...]

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

' De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de omvang van die bestaansmiddelen, de over te leggen bewijsstukken en wie gelijkgesteld wordt met de personen met ontoereikende bestaansmiddelen. ' ;

[...] ».

Het bestreden artikel 7 vervangt artikel 508/17 van het Gerechtelijk Wetboek. Die bepaling schrijft, in paragraaf 2 ervan, voor dat de begunstigde van de gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand ertoe gehouden is een bijdrage te betalen « die afhankelijk is van zijn bestaansmiddelen » en dat de Koning het bedrag van die bijdrage « die afhankelijk is van de bestaansmiddelen » vaststelt.

Het bestreden artikel 13 vervangt, in de artikelen 508/22, eerste lid, en 508/23, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, het woord « inkomensvoorwaarden » door de woorden « voorwaarden betreffende de bestaansmiddelen ».

Het bestreden artikel 14 vervangt, in artikel 508/25 van het Gerechtelijk Wetboek, het woord « inkomsten » door het woord « bestaansmiddelen ».

Het bestreden artikel 15 vervangt, in artikel 664, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, het woord « inkomsten » door het woord « bestaansmiddelen ».

Het bestreden artikel 16 vervangt artikel 667 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de rechtsbijstand. Krachtens het eerste lid van de nieuwe bepaling wordt het voordeel van de rechtsbijstand toegekend aan de personen van Belgische nationaliteit die aantonen dat hun bestaansmiddelen ontoereikend zijn.

Het bestreden artikel 18 vervangt, in de artikelen 669, 677, eerste lid, 693, eerste lid, en 699ter van het Gerechtelijk Wetboek, het woord « inkomsten » door het woord « bestaansmiddelen ».

B.3.2. Uit die wijzigingen vloeit voort dat de toegang tot de juridische tweedelijnsbijstand en tot de rechtsbijstand voortaan afhankelijk is van het bewijs dat de aanvrager niet beschikt over toereikende « bestaansmiddelen » om de diensten van zijn advocaat te vergoeden en om de gerechtskosten volgens de toepasselijke regels en schalen te betalen.

B.3.3. In de memorie van toelichting wordt in verband met die bepalingen aangegeven :

« Bovendien zal een meer adequate controle van de bestaansmiddelen van de verzoeker worden ingevoerd.

Het huidige systeem van onderzoek van de inkomsten toont aan dat heel wat van die inkomsten niet voldoende in aanmerking worden genomen, inzonderheid het inkomen uit onroerende goederen, roerende goederen of het spaargeld als dusdanig.

Zo worden de teksten van het Gerechtelijk Wetboek inzake de financiële voorwaarden voor toegang tot juridische tweedelijnsbijstand en tot rechtsbijstand geharmoniseerd en wordt verwezen naar het begrip bestaansmiddelen. Het koninklijk besluit van 18 december 2003 tot vaststelling van de voorwaarden van de volledige of gedeeltelijke kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand (BS 24 december 2003) zal ook worden gewijzigd teneinde rekening te houden met alle bestaansmiddelen van de begunstigde.

Door alle bestaansmiddelen van de verzoekers te onderzoeken, kan juridische bijstand worden gewaarborgd aan diegenen die het nodig hebben en kan dit voordeel worden geweigerd aan diegenen die, in werkelijkheid, beschikken over een toegang tot het gerecht via de traditionele weg » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 6).

Er wordt eveneens op gewezen dat de wijzigingen een terminologische harmonisatie beogen :

« Het huidige voorontwerp heeft tot doel terug te grijpen naar het begrip ' bestaansmiddelen ' en dit begrip zowel te gebruiken voor de juridische tweedelijnsbijstand als voor de rechtsbijstand; toch is het ook noodzakelijk de taalkundige versies met elkaar in overeenstemming te brengen.

De Franstalige versie van artikel 508/13 maakt gebruik van het begrip ' *ressources* ', hetgeen overeenstemt met het doel van dit ontwerp. Desalniettemin, komt in het Nederlands het begrip ' inkomsten ' niet helemaal overeen met het begrip ' *ressources* '. Om die redenen hebben wij in het Nederlands het begrip ' bestaansmiddelen ' ingevoerd. Om tot een overeenstemmende vertaling te komen gebruiken we derhalve in het Frans de woorden ' *moyens d'existence* ' eerder dan ' *ressources* ' dat nochtans ook overeenkomt met het doel van het huidige voorontwerp » (*ibid.*, p. 11).

In verband met de delegatie aan de Koning vervat in artikel 508/13, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt in de memorie van toelichting gepreciseerd :

« [...] dat het Koninklijk besluit van 18 december 2003 tot vaststelling van de voorwaarden van de volledige of gedeeltelijke kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand, uitvoering geeft aan dit artikel en preciseert met welke vermogensbestanddelen rekening moet worden gehouden om in aanmerking te komen voor juridische bijstand. Dit KB zal moeten aangepast worden opdat rekening zou worden gehouden met alle bestaansmiddelen van de begunstigde, met name beroepsinkomsten, inkomsten van onroerende goederen, inkomsten van roerende goederen, diverse inkomsten, kapitalen, voordelen, het onroerend goed behoudens de enige en eigen woning, enz. » (*ibid.*).

B.3.4. In verband met de bestreden terminologische wijziging heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State opgemerkt :

« Vraag is evenwel of die terminologische aanpassing volstaat om volledige duidelijkheid te verschaffen omtrent de vraag welke elementen van de financiële situatie van de betrokkene in aanmerking dienen te worden genomen bij de beslissing over het al dan niet toekennen van de juridische tweedelijnsbijstand. Zo kan de vraag rijzen of en eventueel in welke mate of op welke wijze patrimoniumelementen in rekening kunnen worden gebracht bij de berekening van de bestaansmiddelen » (*ibid.*, p. 49).

B.4.1. De grieven hebben betrekking op de schending van het wettigheidsbeginsel inzake het recht op juridische bijstand dat met name wordt gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet (eerste middel in de twee zaken), de schending van de *standstill*-verplichting inzake het recht op juridische bijstand vervat in artikel 23 van de Grondwet (vijfde middel in de zaak nr. 6596 en zesde middel in de zaak nr. 6598), de schending van het wettigheidsbeginsel inzake het recht op de bescherming van het privéleven (tweede en derde middel in de twee zaken) en de schending van het recht op de bescherming van het privéleven en van de rechten van verweer (negende middel in de zaak nr. 6596 en elfde middel in de zaak nr. 6598).

B.4.2. Het Hof onderzoekt allereerst de middelen in zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van artikel 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 13 van de Grondwet en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.5.1. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

[...]

2° het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand;

[...] ».

B.5.2. Door het recht op juridische bijstand vast te leggen in het voormelde artikel 23, derde lid, 2°, naast het recht op sociale en geneeskundige bijstand, beoogde de Grondwetgever in eerste instantie « de mens in nood te beschermen ».

Volgens de parlementaire voorbereiding

« beoogt [het artikel] echter meer, namelijk een groter welzijn. Het gebrek aan juridische kennis of maatschappelijke weerbaarheid mag de particulier het genot van een recht niet ontnemen noch hem de formulering van een verweer ontzeggen » (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1991-1992, nr. 100-2/1°, p. 11, en nr. 100-2/3°, p. 19).

B.5.3. Artikel 23 houdt aldus ter zake een *standstill*-verplichting in die de bevoegde wetgever verbiedt het door de toepasselijke wetgeving geboden beschermingsniveau aanzienlijk te verminderen, zonder dat daartoe redenen van algemeen belang bestaan.

B.5.4. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt overigens dat de wet, het decreet of de ordonnantie de voorwaarden voor de uitoefening van het recht op juridische bijstand bepalen.

Die grondwetsbepaling verbiedt de wetgever echter niet machtigingen aan de uitvoerende macht te verlenen, voor zover die machtigingen betrekking hebben op het nemen van de maatregelen waarvan de wetgever het onderwerp heeft aangegeven. Zij verplicht de wetgever dus niet om alle essentiële elementen van het recht op juridische bijstand te regelen en verbiedt hem niet om de uitvoerende macht ertoe te machtigen die te regelen.

B.5.5. Te dezen klagen de verzoekende partijen zowel een aanzienlijke achteruitgang van de bescherming van het recht op juridische bijstand en op rechtsbijstand aan, die in strijd is met het *standstill*-beginsel vervat in artikel 23 (vijfde middel in de zaak nr. 6596 en zesde middel in de zaak nr. 6598), als een schending van het bij die bepaling gewaarborgde wettigheidsbeginsel in zoverre de voorwaarde inzake de uitoefening van het recht op juridische bijstand en op rechtsbijstand onvoldoende nauwkeurig zou zijn en het voorwerp zou uitmaken van een te ruime delegatie aan de uitvoerende macht (eerste middel in de twee zaken).

B.6.1. Artikel 13 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan tegen zijn wil worden afgetrokken van de rechter die de wet hem toekent ».

Artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Bij het vaststellen van zijn burgerlijke rechten en verplichtingen of bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolgning heeft eenieder recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld. Het vonnis moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privéleven van partijen bij het proces dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden.

[...]

3. Eenieder, die wegens een strafbaar feit wordt vervolgd, heeft ten minste de volgende rechten :

[...]

c) zichzelf te verdedigen of de bijstand te hebben van een raadsman naar zijn keuze, of, indien hij niet over voldoende middelen beschikt om een raadsman te bekostigen, kosteloos door een toegevoegd advocaat te kunnen worden bijgestaan, indien het belang van de rechtspraak dit eist;

[...] ».

Artikel 13 van de Grondwet en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens waarborgen het recht op toegang tot de rechter.

B.6.2. In strafzaken maakt de kosteloze bijstand van een advocaat voor de beschuldigten die niet de middelen hebben om hem te vergoeden, krachtens het voormelde artikel 6.3 rechtstreeks deel uit van het recht op een eerlijk proces. In de andere zaken dan de strafzaken kan de kosteloze bijstand van een advocaat eveneens, in sommige omstandigheden, een voorwaarde zijn om dat fundamentele recht te genieten (EHRM, 9 oktober 1979, *Airey* tegen Ierland, § 26; 16 juli 2002, *P.C. en S. t. Verenigd Koninkrijk*, § 100; 15 februari 2005, *Steel en Morris t. Verenigd Koninkrijk*, § 72; 27 juni 2006, *Tabor t. Polen*, § 47).

B.6.3. De rechtsbijstand valt, in zoverre die sommige rechtzoekenden vrijstelt van de betaling van kosten die hen de toegang tot de rechter zouden kunnen belemmeren, eveneens onder het toepassingsgebied van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (EHRM, 12 juni 2007, *Bakan t. Turkije*, § § 77 en 78; 10 maart 2009, *Anakomba Yula t. België*, § 32).

B.6.4. Hieruit vloeit voort dat de juridische bijstand en de rechtsbijstand voor de personen die niet over toereikende middelen beschikken om de kosten te kunnen dragen die zijn verbonden aan het voeren van een juridictionele procedure, een fundamenteel element van het recht op een eerlijk proces vormen.

B.7.1. Zoals blijkt uit de in B.3.3 aangehaalde uittreksels uit de parlementaire voorbereiding betreffende de bestreden bepalingen, heeft de wetgever, door te kiezen voor het begrip « ontoereikende bestaansmiddelen », een van de voorwaarden bepaald voor de uitoefening van het recht op juridische bijstand en op rechtsbijstand en heeft hij het onderwerp van de aan de Koning verleende delegatie derhalve voldoende bepaald. Gelet op het technische aspect van de materie en de verscheidenheid van de situaties, alsook op de noodzaak om de drempels te kunnen aanpassen waaronder een persoon moet worden geacht niet over toereikende bestaansmiddelen te beschikken om zelf de kosten van een gerechtelijke procedure te dragen, kan worden aangenomen dat de wetgever de aard en de omvang van de in aanmerking te nemen bestaansmiddelen niet zelf diende te preciseren.

B.7.2. In zoverre zij de Koning ertoe machtigen de aard en de omvang te bepalen van de bestaansmiddelen die in aanmerking moeten worden genomen voor de toekenning van het recht op juridische bijstand en op rechtsbijstand, schenden de bestreden bepalingen het in artikel 23 van de Grondwet vervatte wettigheidsbeginsel niet.

Daar de grief die de verzoekende partijen in de twee zaken in hun eerste middel uiteenzetten, uitsluitend betrekking heeft op de verenigbaarheid van de delegatie aan de Koning met het wettigheidsbeginsel, kan het onderzoek van de bestreden bepalingen in het licht van de andere door de verzoekende partijen in dat middel aangevoerde normen niet tot een andere conclusie leiden.

Het eerste middel in de twee zaken is niet gegrond.

B.8.1. In hun vijfde (zaak nr. 6596) en zesde (zaak nr. 6598) middel verwijten de verzoekende partijen de bestreden bepalingen voornamelijk de *standstill*-verplichting te schenden vervat in artikel 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 13 ervan en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.8.2. Door het woord « inkomsten », dat in het Frans door « ressources » of « revenus » werd vertaald, te vervangen door de uitdrukking « bestaansmiddelen », in het Frans vertaald door « moyens d'existence », in de wetsbepalingen betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van het recht op juridische bijstand en op rechtsbijstand, beoogt de wetgever niet alleen de gebruikte termen te harmoniseren, maar tevens de juridische bijstand en de rechtsbijstand voor te behouden aan de rechtzoekenden die er werkelijk nood aan hebben :

« Zo wordt bij de toekenning van de al dan niet kosteloze bijstand rekening gehouden met alle bestaansmiddelen waarover de rechtzoekende beschikt en niet meer beperkend tot zijn inkomsten, zoals vandaag het geval is. [...] Door alle bestaansmiddelen van de rechtzoekende bij de toekenning van de al dan niet volledige kosteloosheid te betrekken, blijft de juridische bijstand verzekerd voor wie er daadwerkelijk nood aan heeft » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 6).

De bestreden bepalingen zijn derhalve van aard rechtzoekenden uit te sluiten die voorheen van dat recht zouden hebben kunnen genieten.

B.8.3. Het doel, dat erin bestaat de duurzaamheid van de regeling van de juridische bijstand voor de minst bedeelde rechtzoekenden te verzekeren (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 4; DOC 54-1819/003, p. 6), kan worden aangenomen, gelet op de budgettaire beperkingen waarmee de overheid wordt geconfronteerd en kan derhalve een reden van algemeen belang vormen.

De daartoe genomen maatregelen zijn evenwel alleen verenigbaar met de vereisten die voortvloeien uit artikel 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, indien zij de toegang tot de juridische bijstand en tot de rechtsbijstand werkelijk waarborgen voor de rechtzoekenden voor wie het recht op toegang tot een rechter en het recht op een eerlijk proces, zonder die bijstand, verdwijnt of ernstig wordt belemmerd, rekening houdend met alle kosten van een gerechtelijke procedure.

B.8.4. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de aard en de omvang van de bestaansmiddelen zo door de Koning moeten worden bepaald dat zij werkelijk waarborgen dat alle rechtzoekenden die zonder juridische bijstand en zonder rechtsbijstand geen toegang zouden hebben tot de rechter, of voor wie het fundamenteel recht op een eerlijk proces niet zou zijn gewaarborgd, worden geacht niet over toereikende bestaansmiddelen te beschikken. In dat opzicht dient het begrip « bestaansmiddelen » te worden omschreven door de Koning teneinde alleen de inkomsten en de elementen van het vermogen van de rechtzoekende in aanmerking te nemen die het hem daadwerkelijk mogelijk maken de gerechtskosten en de erelonen van advocaten te betalen en teneinde de elementen uit te sluiten die, hoewel zij middelen vormen die de rechtzoekende en zijn gezin toelaten te leven, hem niet helpen om de onvoorziene en uitzonderlijke uitgaven naar aanleiding van een gerechtelijke procedure te betalen. Het staat aan de Koning, onder het toezicht van de bevoegde rechter, niet alleen de aard van de in aanmerking te nemen bestaansmiddelen nauwkeurig te bepalen, maar tevens de omvang ervan, teneinde de naleving van de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet te waarborgen.

B.8.5. De bestreden bepalingen doen op zich geen afbreuk aan de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet.

B.8.6. Voor het overige wordt aan de kritiek van de verzoekende partijen betreffende de rechtsonzekerheid verbonden aan het begrip « bestaansmiddelen » en de verschillen in behandeling onder rechtzoekenden naar gelang van de manier waarop het begrip zal worden geïnterpreteerd, tegemoetgekomen door de interpretatie van dat begrip zoals het door de Koning moet worden bepaald, onder het toezicht van de bevoegde rechter. Ten slotte valt de kritiek betreffende de aantasting van het recht op een eerlijk proces met betrekking tot een mogelijke afkeer van de advocaten die prestaties in het kader van de juridische bijstand willen verrichten, onder de tenuitvoerlegging van de wet en ontsnapt die om die reden aan de bevoegdheid van het Hof.

B.8.7. Aangezien de door de verzoekende partijen in die middelen uiteengezette grief uitsluitend betrekking heeft op de verenigbaarheid van de bestreden bepalingen met de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet inzake juridische bijstand, kan het onderzoek van de bestreden bepalingen in het licht van de andere normen die de verzoekende partijen in die middelen aanvoeren, niet tot een andere conclusie leiden.

Het vijfde middel in de zaak nr. 6596 en het zesde middel in de zaak nr. 6598 zijn niet gegrond.

B.9.1. Het tweede en het derde middel in de twee zaken zijn afgeleid uit de schending van het wettigheidsbeginsel vervat in artikel 22 van de Grondwet, dat het recht op de eerbiediging van het privéleven waarborgt, in samenhang gelezen met de artikelen 10, 11, 23, 33, 37, 105, 106 en 108 van de Grondwet, met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, met de artikelen 20 en 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met de algemene beginselen van wettigheid, gewettigd vertrouwen en rechtszekerheid.

B.9.2. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepalingen, in zoverre zij het begrip « inkomsten » vervangen door het begrip « bestaansmiddelen », in zoverre zij de Koning ertoe machtigen de omvang te bepalen van de bestaansmiddelen die in aanmerking moeten worden genomen om het recht op juridische bijstand en rechtsbijstand toe te kennen of te weigeren en in zoverre zij tot gevolg hebben dat de bureaus voor juridische bijstand ertoe worden gebracht de bestaansmiddelen van de rechtzoekenden concreet na te gaan, een schending in te houden van het wettigheidsbeginsel verbonden aan het recht op de eerbiediging van het privéleven, alsook een schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.10.1. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in de uitoefening van dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

Naast de formele wettigheidsvereiste legt artikel 22 van de Grondwet eveneens de verplichting op dat de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen wordt geformuleerd die het mogelijk maken de hypothesen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging toestaat.

B.10.2. Door aan de Koning de bevoegdheid toe te kennen om de aard en de omvang vast te stellen van de bestaansmiddelen waarmee rekening moet worden gehouden om de kosteloze of gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand en de rechtsbijstand toe te kennen, heeft de wetgever de essentiële elementen vastgesteld van de regelgeving die hij Hem machtigt aan te nemen. Daarenboven heeft de door de wetgever toegestane inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven enkel betrekking op het geval waarin een rechtzoekende vraagt om gedeeltelijk of volledig kosteloze juridische bijstand te kunnen genieten, alsook op het geval waarin een rechtzoekende vraagt om rechtsbijstand te genieten. Die gevallen worden op voldoende nauwkeurige en voorzienbare wijze afgebakend bij de bestreden wet.

Voor het overige komt het de Koning toe, onder het toezicht van de bevoegde rechter, de aard en de omvang van de in aanmerking te nemen bestaansmiddelen te bepalen zonder een onverantwoorde inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken rechtzoekenden te veroorzaken.

B.11.1. De rechtzoekende die een beroep wenst te doen op juridische bijstand en op rechtsbijstand weet dat hij, om dat recht te genieten, moet aantonen dat hij voldoet aan de voorwaarden die de wetgever vaststelt om daartoe toegang te hebben. Een van die voorwaarden is dat men niet beschikt over toereikende bestaansmiddelen. Het nagaan van die voorwaarde door de bureaus voor juridische bijstand, net als het nagaan, voorheen, van de voorwaarde dat men geen inkomsten bezit boven een bepaald plafond, leidt onvermijdelijk tot een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken rechtzoekende. Een dergelijke inmenging is evenwel verantwoord door het nagestreefde doel, namelijk de toegang tot de rechter en het recht op een eerlijk proces waarborgen voor de rechtzoekenden voor wie die fundamentele rechten, zonder die bijstand, niet zouden kunnen worden gewaarborgd.

B.11.2. Zoals in B.8.4 is vermeld, staat het aan de Koning, onder het toezicht van de bevoegde rechter, om de aard en de omvang van de in aanmerking te nemen bestaansmiddelen nauwkeurig te omschrijven. Aangezien het begrip « bestaansmiddelen » in de reglementaire teksten moet worden gedefinieerd met naleving van de vereisten die voortvloeien uit artikel 23 van de Grondwet, is de inmenging, door de bureaus voor juridische bijstand, in het recht op eerbiediging van het privéleven ten gevolge van de tenuitvoerlegging van het recht op juridische bijstand en op rechtsbijstand niet zonder redelijke verantwoording.

B.11.3. Ten aanzien van de grief van de verzoekende partijen met betrekking tot de machtiging aan de bureaus voor juridische bijstand om de stukken van de rechtzoekenden te bewaren (derde middel in de twee zaken, tweede onderdeel), dient te worden opgemerkt dat die betrekking heeft op artikel 508/13, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat niet is gewijzigd door de bestreden wet.

B.11.4. Ten slotte zouden de definitie van het begrip « bestaansmiddelen » door de Koning en de rol van de Ordes van advocaten, die ertoe gemachtigd zijn gedragsregels vast te stellen teneinde de praktijk van de verschillende bureaus voor juridische bijstand uniform te maken, moeten voorkomen dat onder rechtzoekenden verschillen in behandeling ontstaan ten aanzien van het recht op juridische bijstand of op rechtsbijstand, of nog, ten aanzien van de nadere regels inzake het bewaren van de stukken.

B.11.5. Het tweede en het derde middel in de twee zaken zijn niet gegrond.

B.12.1. De verzoekende partijen leiden nog een negende (in de zaak nr. 6596) en een elfde (in de zaak nr. 6598) middel af uit de schending, door dezelfde bepalingen, van het recht op eerbiediging van het privéleven, van de rechten van verweer van de rechtzoekende en van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie. Zij verwijten de bestreden bepalingen de advocaat die prestaties in het kader van de juridische tweedelijsbijstand verricht, ertoe te verplichten zich in het recht op eerbiediging van het privéleven van de rechtzoekende te mengen om na te gaan of hij niet beschikt over meer bestaansmiddelen dan hetgeen de Koning heeft vastgesteld voor de toegang tot de juridische tweedelijsbijstand en de rechtsbijstand. Zij zijn van mening dat die inmenging het risico inhoudt dat de onafhankelijkheid van de advocaat wordt aangetast (eerste onderdeel van het middel in de twee zaken en vierde onderdeel van het middel in de zaak nr. 6596), alsook een onevenredige afwijking van het beginsel van het beroepsgeheim van de advocaat inhoudt (tweede onderdeel van het middel in de zaak nr. 6596 en derde onderdeel van het middel in de zaak nr. 6598), het risico van belangenconflicten voor de advocaten vergroot (derde onderdeel van het middel in de zaak nr. 6596 en vierde onderdeel van het middel in de zaak nr. 6598) en onverantwoorde verschillen in behandeling invoert onder rechtzoekenden naargelang zij in staat zijn hun advocaat zelf te betalen en geen inmenging van die advocaat hoeven te ondergaan in hun recht op eerbiediging van hun privéleven, dan wel een beroep moeten doen op juridische tweedelijsbijstand (vijfde onderdeel van het middel in de zaak nr. 6596 en tweede onderdeel van het middel in de zaak nr. 6598).

B.12.2. Zoals is vermeld in B.11.1 en B.11.2, is de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven van de rechtzoekende die een beroep doet op de regeling van de juridische tweedelijsbijstand, in beginsel verantwoord door het met die regeling nagestreefde doel. Die verantwoording is dezelfde, ongeacht of men ervan uitgaat dat de inmenging gebeurt door het bureau voor juridische bijstand of door de aangestelde of door de rechtzoekende gekozen advocaat die nagaat of hij voldoet aan de voorwaarden om juridische bijstand te genieten of die zijn cliënt begeleidt in de stappen die moeten worden gezet om zijn aanstelling in het kader van de juridische bijstand te verkrijgen.

B.12.3. Evenzo is het verschil in behandeling dat daaruit voortvloeit onder rechtzoekenden, naargelang zij al dan niet een beroep doen op de juridische tweedelijsbijstand, redelijk verantwoord door het doel dat met de regeling van de juridische bijstand wordt nagestreefd.

B.12.4. Voor het overige zijn alle gegevens die aan de advocaat worden toevertrouwd met betrekking tot de bestaansmiddelen van de aanvrager, gedekt door het beroepsgeheim dat hem, alsook de leden van het bureau voor juridische bijstand die de dossiers moeten behandelen, met toepassing van artikel 458 van het Strafwetboek, bindt, zodat de bestreden bepalingen geen afbreuk doen aan het beroepsgeheim van de advocaat.

B.12.5. Ten slotte is het risico van belangenconflicten voor de advocaat die optreedt in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand, op voorwaarde dat het kan worden aangetoond, niet groter sinds de aanneming van de bestreden bepalingen dan ervoor en valt het onder de deontologie van de advocaat die door de overheden van de Ordes wordt gecontroleerd.

B.12.6. Het negende (in de zaak nr. 6596) en elfde (in de zaak nr. 6598) middel zijn niet gegrond.

Ten aanzien van de middelen betreffende de door de rechtzoekende verschuldigde bijdragen

B.13.1. Artikel 7 van de bestreden wet vervangt artikel 508/17 van het Gerechtelijk Wetboek door de volgende bepaling :

« Art. 508/17. § 1. Wanneer de aanvrager voldoet aan de voorwaarden voor het verkrijgen van gedeeltelijk of volledig kosteloze juridische tweedelijnsbijstand, stelt het bureau voor juridische bijstand een advocaat aan die voorkomt op de in artikel 508/7 bedoelde lijst.

Behoudens in geval van opvolging van advocaten, geeft elke aanstelling aanleiding tot de inning door de advocaat van een forfaitaire bijdrage ten laste van de begunstigde.

De begunstigde is er bovendien toe gehouden om, ten behoeve van zijn advocaat, een forfaitaire bijdrage te betalen per aanleg voor elke gerechtelijke procedure waarin hij door die laatste wordt vertegenwoordigd of bijgestaan.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het bedrag van de in het tweede en derde lid bedoelde bijdragen, zonder dat het lager kan zijn dan 10 euro en hoger dan 50 euro.

§ 2. De persoon die de gedeeltelijk kosteloze juridische tweedelijnsbijstand geniet, betaalt naast de bijdragen bedoeld in paragraaf 1 een bijdrage die afhankelijk is van zijn bestaansmiddelen, behoudens in geval van opvolging van advocaten. De Koning bepaalt het bedrag van de bijdrage die afhankelijk is van de bestaansmiddelen.

§ 3. De advocaat treedt slechts op vanaf het ogenblik van ontvangst van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bijdragen, tenzij in geval van vrijstelling van bijdragebetaling voorzien in de paragrafen 4 of 5, of tenzij ingeval de advocaat afziet van de inning van de bijdragebetaling of een betalingstermijn toestaat.

§ 4. Geen enkele in paragraaf 1 bedoelde bijdrage is verschuldigd :

1° wanneer de persoon de leeftijd van achttien jaar niet heeft bereikt;

2° in hoofde van de persoon van de geesteszieke voor wat betreft de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke en in hoofde van de geïnterneerde voor wat betreft de toepassing van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering;

3° in strafzaken in hoofde van personen die volledig kosteloze juridische tweedelijnsbijstand genieten;

4° wanneer het een persoon betreft die een procedure instelt tot erkenning als staatloze;

5° wanneer het een persoon betreft die een asielaanvraag indient;

6° wanneer het een persoon betreft die een procedure instelt tegen een terugkeerbeslissing of een inreisverbod;

7° wanneer het een persoon betreft die een aanvraag indient om een collectieve schuldenregeling te verkrijgen;

8° wanneer het een persoon betreft die niet over enig bestaansmiddel beschikt.

De Koning kan bijkomende vrijstellingen van de betaling van de in paragraaf 1 bedoelde bijdragen bepalen.

§ 5. Onverminderd paragraaf 4, beslist het bureau voor juridische bijstand bij een met redenen omklede beslissing en op verzoek van de aanvrager of van de begunstigde van de juridische bijstand, tot de gehele of gedeeltelijke vrijstelling van betaling van de in paragraaf 1 bedoelde bijdragen, indien het van mening is :

1° dat de opeenstapeling van de procedures waarvoor een bijdrage verschuldigd is, de toegang tot de rechter voor de aanvrager of voor de begunstigde van de juridische tweedelijnsbijstand ernstig zou belemmeren, of zijn proces oneerlijk zou maken, of

2° dat de betaling van de bijdragen de toegang tot de rechter voor de aanvrager of voor de begunstigde van de juridische tweedelijnsbijstand ernstig zou belemmeren, of zijn proces oneerlijk zou maken.

Het bureau voor juridische bijstand houdt een lijst bij met een beschrijving van de gevallen waarin een vrijstelling zoals bedoeld in het eerste lid werd verleend, het totale aantal verleende vrijstellingen en het totaalbedrag van deze vrijstellingen.

Het bureau voor de juridische bijstand zendt deze lijst over aan de stafhouder. De stafhouder deelt de lijst mee aan de in artikel 488 bedoelde overheden, die op hun beurt eenmaal per jaar de lijsten van alle balies meedelen aan de minister van Justitie op hetzelfde moment dat zij het totaal van de punten meedelen in toepassing van artikel 508/19, § 2, derde lid.

§ 6. Wanneer de begunstigde zich in een van de gevallen van vrijstelling van betaling van de bijdragen bedoeld in de paragrafen 4 en 5 bevindt, verstrekt het bureau voor juridische bijstand zowel aan de begunstigde als aan de advocaat een document waarin vastgesteld wordt dat er geen enkele bijdrage is verschuldigd voor die procedure en die aanstelling ».

B.13.2. Paragraaf 1 van artikel 508/17 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen door de bestreden bepaling, legt de begunstigde van de volledig of gedeeltelijk kosteloze juridische tweedelijnsbijstand twee forfaitaire bijdragen op, die rechtstreeks verschuldigd zijn aan de advocaat die zijn dossier ten laste neemt. De eerste bijdrage is verschuldigd bij de aanstelling van de advocaat. De tweede bijdrage is verschuldigd per aanleg voor elke gerechtelijke procedure. Die bijdragen zijn zowel verschuldigd door de rechtzoekende die optreedt als eiser als door diegene die optreedt als verweerder. De verplichting om die bijdragen te betalen, gaat gepaard met uitzonderingen, vastgesteld in paragraaf 4 van de bepaling, betreffende ofwel de persoon van de rechtzoekende ofwel de aard van de gevoerde procedure. Krachtens paragraaf 5 van dezelfde bepaling is het bureau voor juridische bijstand overigens ertoe gemachtigd de begunstigde van de juridische bijstand in sommige gevallen geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van de betaling van de bijdragen. De advocaat kan eveneens afzien van de inning van de bijdragen of betaaltermijnen toestaan. De aan de advocaat verschuldigde bijdragen worden afgetrokken van de vergoeding die hij int voor zijn optreden in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand, zelfs wanneer hij daarvan heeft afgezien.

B.13.3. In de memorie van toelichting wordt in verband met de bestreden maatregel aangegeven :

« Ten eerste zal dan ook aan de begunstigten worden gevraagd om, op bescheiden wijze, bij te dragen aan de financiering van de juridische bijstand.

Met uitzondering van bepaalde gevallen waar rekening wordt gehouden met de bijzonder precaire situatie van de begunstigde, wordt bepaald dat aan de begunstigde forfaitaire financiële bijdragen worden gevraagd, eerst in het stadium van de aanstelling van een advocaat zelf en vervolgens in het stadium van de procedure.

De bijdrage voor de aanstelling van een advocaat zal een symbolisch karakter hebben, terwijl de bijdrage om de vertegenwoordiging of de bijstand van de begunstigde voor de rechtbank te verzekeren iets hoger zal zijn, maar bescheiden zal blijven. Deze bijdrage beoogt de begunstigde te responsabiliseren bij zijn keuze om een geschillenprocedure te voeren die al te voortvarend kan zijn voor bedragen die duidelijk lager liggen dan de werkelijke kosten van deze procedure ten laste van de maatschappij of wanneer de kansen op succes van de procedure onbestaande zijn.

[...]

Het recht van de rechtzoekende om een beroep te doen op het gerecht moet vast en zeker worden behouden, ongeacht het bedrag dat op het spel staat, maar die keuze zal meer verantwoord en doordacht zijn door het financiële gevolg van die keuze » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, pp. 5-6).

« Dit ontwerp beoogt de invoering van het principe van de betaling van een financiële bijdrage door de persoon die voldoet aan de voorwaarden voor gedeeltelijk of volledig kosteloze juridische tweedelijnsbijstand.

Die maatregel heeft een tweeledig karakter.

Ten eerste moet de aanvrager van juridische tweedelijnsbijstand, in wiens geval het bureau vaststelt dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 508/13 van het Gerechtelijk Wetboek, een bescheiden bijdrage aan de aangestelde advocaat betalen voor de aanstelling van deze laatste.

Ten tweede geldt er, naast die eerste bijdrage die verschuldigd is voor elke aanstelling, nog een forfaitaire bijdrage per procedure waarin de aangestelde advocaat zal optreden namens de begunstigde. Het is dus de bedoeling dat een forfaitair bedrag wordt betaald telkens de begunstigde een gerechtelijke procedure instelt of zich moet verdedigen in het kader van een gerechtelijke procedure. De notie van procedure dekt elke aanhangigmaking bij een rechtscollege, in elke aanleg van de procedure. De betaling van een nieuwe bijdrage zal dus gevraagd worden telkens wanneer een procedure wordt ingesteld. [...]

Derhalve zal de persoon die de volledig kosteloze juridische tweedelijnsbijstand geniet een miniem forfaitair bedrag betalen voor de aanstelling van een advocaat plus een forfaitair bedrag indien hij de zaak aanhangig maakt bij een rechtscollege. Hij die de gedeeltelijke juridische tweedelijnsbijstand geniet zal naast deze twee forfaitaire bijdragen de bestaande bijdrage betalen afhankelijk van zijn inkomen.

[...]

De vastgestelde bedragen zullen redelijk zijn teneinde de vrije toegang tot het gerecht, zoals gewaarborgd door artikel 23 van de Grondwet, voor de meest hulpbehoevenden niet te belemmeren met het oog op het respecteren van de internationale verplichtingen [...].

[...]

De Koning kan bijkomende vrijstellingen bepalen op de betaling van de bijdragen.

Ten slotte kunnen de bureaus voor juridische bijstand begunstigten door middel van een met redenen omklede beslissing vrijstellen van het betalen van de bijdrage als de betaling ervan hun toegang tot justitie ernstig bemoeilijkt of hun proces oneerlijk maakt. De bureaus voor juridische bijstand dienen rekening te houden met bepaalde criteria, zoals de complexiteit van de zaak, de toepasselijke wetgeving en de mogelijkheid van de partijen om hun zaak zelf te verdedigen » (*ibid.*, pp. 13-15).

De memorie van toelichting vermeldt nog :

« De opsplitsing tussen de éénmalige betaling bij aanstelling en de betaling van een bijdrage per procedure heeft een drievoudige doelstelling.

Ten eerste kan zij ervoor zorgen dat er meer beroep gedaan wordt op alternatieve wijzen van conflictoplossing, in die zin dat de bijdrage per procedure betrekking heeft op de gerechtelijke procedure. Op deze wijze wordt bijgedragen aan de doelstelling van de regering om bemiddeling aan te moedigen.

Ten tweede kan zij zorgen voor de responsabilisering van de begunstigde en van de aangestelde advocaat, en voorkomt zij nutteloze procedures.

Als antwoord op een opmerking gemaakt in het advies van de Raad van State, wordt beklemtoond dat het hier de invoering betreft van een algemeen principe van betaling van bijdragen door alle begunstigten van de juridische tweedelijnsbijstand, gebaseerd op het solidariteitsprincipe met betrekking tot alle actoren in de juridische bijstand. In die betekenis heeft het weinig belang dat bepaalde procedures hetzij ingeleid werden door het openbaar ministerie, hetzij door de tegenpartij of zelfs door de rechter nu er uitzonderingen worden voorzien om te vermijden dat de betreffende bijdragen de toegang tot justitie zou ondergraven.

Meestal zal het innen van het bedrag voor de aanstelling van de advocaat en het bedrag om een procedure op te starten in één maal verlopen. Doch in bepaalde zaken, waar een voorafgaandelijk onderzoek zich opdringt, kan er tussen het ogenblik waarop het bedrag ter aanstelling van de advocaat geïnd wordt en het ogenblik waarop het bedrag ter opstarting van een procedure geïnd wordt een zekere tijdspanne verlopen. Indien de aangestelde advocaat adviseert om geen procedure in te stellen zal uiteraard enkel het bedrag voor aanstelling van de advocaat verschuldigd zijn » (*ibid.*, p. 16).

B.14.1. De verzoekende partijen klagen de schending aan van het recht op een eerlijk proces in zoverre de verplichting om de forfaitaire bijdragen te betalen, het voordeel van de juridische tweedelijnsbijstand in de weg zou staan (eerste onderdeel van het zesde middel in de zaak nr. 6596 en van het zevende middel in de zaak nr. 6598), alsook de schending van de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet in zoverre dat artikel het recht op de juridische bijstand waarborgt (tweede onderdeel van dezelfde middelen) en de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in zoverre de bestreden bepaling drie verschillen in behandeling zou teweegbrengen die niet kunnen worden verantwoord (derde tot vijfde onderdeel van dezelfde middelen).

B.14.2. Uit het onderzoek van die middelen blijkt dat zij alleen de paragrafen 1 en 3 tot 6 beogen van artikel 508/17 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij de bestreden bepaling.

B.14.3. Het Hof onderzoekt eerst het tweede onderdeel van die middelen, afgeleid uit de schending van de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet in zoverre dat artikel het recht op juridische bijstand waarborgt.

B.15.1. Zoals in B.5.3 is vermeld, bevat artikel 23 van de Grondwet, inzake juridische bijstand, een *standstill*-verplichting die de bevoegde wetgever verbiedt het door de toepasselijke wetgeving geboden beschermingsniveau aanzienlijk te verminderen zonder dat daartoe redenen van algemeen belang bestaan.

B.15.2. Vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepalingen moesten de begunstigten van de volledig kosteloze juridische bijstand geen financiële bijdrage betalen voor de advocaat die was aangesteld om hen bij te staan of hen te vertegenwoordigen, en moesten de begunstigten van de gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand geen andere financiële bijdrage betalen dan die welke was berekend volgens hun inkomsten. De bestreden bepalingen, die de verplichting invoeren om die bijdragen te betalen, behoudens in de gevallen voorzien in de paragrafen 4 en 5, verminderen dus de bescherming van het recht op juridische bijstand voor de personen die, wegens hun financiële situatie, recht hebben op volledig of gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand.

B.15.3. Ook al heeft de wetgever de bestreden financiële bijdragen « bescheiden » of « symbolisch » genoemd, toch kan het bedrag ervan, dat tot 50 euro per bijdrage kan belopen en boven dat bedrag kan worden vermenigvuldigd volgens het aantal ingestelde procedures, aanzienlijk worden geacht voor de rechtzoekenden die vallen onder de volledig of gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand en die, per hypothese, slechts over weinig bestaansmiddelen beschikken. Er kan dus niet worden besloten dat de door de bestreden bepalingen veroorzaakte achteruitgang niet aanzienlijk is voor de betrokken rechtzoekenden.

B.16.1. Zoals blijkt uit de in B.13.3 aangehaalde parlementaire voorbereiding, strekt de invoering van de twee financiële bijdragen ertoe de begunstigden van de juridische tweedelijsbijstand te laten bijdragen tot de financiering ervan, hen ertoe aan te zetten gebruik te maken van buitengerechtelijke procedures en het instellen van onnodige gerechtelijke procedures te ontmoedigen. Het gegeven dat zij worden opgelegd aan alle rechtzoekenden die vallen onder de juridische tweedelijsbijstand en niet alleen aan diegenen die als eiser optreden, beantwoordt aan de wil van de wetgever om een solidariteit onder al die rechtzoekenden in te voeren, ongeacht hun positie in de procedure.

B.16.2. De begunstigden van de juridische tweedelijsbijstand zijn, per hypothese, personen die niet beschikken over toereikende bestaansmiddelen om de aan hun verweer in rechte verbonden kosten zelf te betalen. Bij de wet van 23 november 1998 betreffende de juridische bijstand, is de juridische tweedelijsbijstand uitdrukkelijk ingevoerd ten behoeve van de « minder gegoede groepen » en de « rechtzoekenden die over onvoldoende inkomsten beschikken » of bepaalde bevolkingsgroepen, zoals de kinderen (*Parl. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 549/14, p. 6). Uit de in B.8.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding van de bestreden wet blijkt overigens dat, door voortaan alle bestaansmiddelen van de rechtzoekende bij de toekenning van de al dan niet volledige kosteloosheid te betrekken, « de juridische bijstand verzekerd [blijft] voor wie er daadwerkelijk nood aan heeft ».

De bestreden bepalingen behouden het genot van dat recht dus voor aan de rechtzoekenden die, gelet op hun bestaansmiddelen, de kosten verbonden aan hun verweer in rechte niet zelf kunnen dragen.

B.16.3. Ten aanzien van een bijstand die bestemd is voor de personen die niet beschikken over de middelen om de aan hun verweer in rechte verbonden kosten zelf ten laste te nemen, is het contradictoir om diezelfde personen een financiële bijdrage te laten betalen teneinde hen te laten bijdragen tot de financiering van die bijstand.

Hoewel de paragrafen 4 en 5 van de bestreden bepaling die voorzien in uitzonderingen op en vrijstellingen van de verplichting om forfaitaire bijdragen te betalen, het mogelijk maken het risico uit te sluiten dat de betaling van die bijdragen de toegang tot de rechter belemmert voor de categorieën van begunstigden van de juridische bijstand die erin worden beoogd, wijzigen zij niet de situatie van de andere rechtzoekende begunstigden die, per definitie, net zoals alle begunstigden van de juridische tweedelijsbijstand, personen zijn die behoren tot zeer kwetsbare sociale groepen en die, om die reden, volledig of gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand genieten.

Het doel dat erin bestaat de begunstigden van de juridische tweedelijsbijstand te laten bijdragen tot de financiering ervan, vormt geen reden van algemeen belang die, op zich, de aanzienlijke achteruitgang van de bescherming van het recht op juridische bijstand kan verantwoorden.

B.17.1. De bestreden maatregel steunt ook op het doel dat erin bestaat het gebruik van buitengerechtelijke procedures te bevorderen en het voeren van onnodige rechtsprocedures te voorkomen.

Opdat dat doel als legitiem zou kunnen worden beschouwd en de aanzienlijke achteruitgang van de bescherming van het recht op de juridische bijstand zou kunnen verantwoorden, veronderstelt het dat wordt aangetoond dat de rechtzoekenden die het recht op de juridische tweedelijsbijstand genieten, op onrechtmatige wijze of op zijn minst in ongewoon grote mate gebruik maken van de gerechtelijke procedures. In dat verband hebben sommige sprekers tijdens de besprekingen in de commissie voor de Justitie opgemerkt dat het wetsontwerp steunde op « de onjuiste veronderstelling van een onverantwoorde consumptie inzake juridische bijstand » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 21). Tijdens de hoorzittingen van dezelfde commissie heeft de vertegenwoordiger van de Orde van Vlaamse balies gesteld dat de Regering uitging « van een premisse waarvan de juistheid niet is bewezen : juridische overconsumptie » (*ibid.*, p. 55), heeft de vertegenwoordigster van het platform Recht voor Iedereen onderstreept dat « het wetsontwerp [uitging] van een onjuist uitgangspunt : de juridische overconsumptie » (*ibid.*, p. 60) en heeft de vertegenwoordiger van het platform « Justice pour Tous » gesteld dat het « remgeld een verkeerd antwoord op een foute vraag » is, in verband met het « debat over de vermeende overconsumptie van de juridische bijstand » (*ibid.*, p. 62).

B.17.2. Bovendien is, enerzijds, de juridische eerstelijsbijstand opgevat als een eerste filter, waarbij alleen de rechtzoekenden naar de juridische tweedelijsbijstand worden georiënteerd die daar nood aan hebben en maakt, anderzijds, artikel 508/14, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 6, 2°, van de bestreden wet, het het bureau voor juridische bijstand mogelijk om de kennelijk onontvankelijke of kennelijk ongegronde aanvragen te weigeren. Ten slotte staat het aan de geraadpleegde advocaat om de rechtzoekenden de raad te geven geen onnodige gerechtelijke procedures in te stellen. De regeling betreffende het gebruik van de juridische bijstand is bijgevolg zo opgevat dat wordt vermeden dat de rechtzoekenden op ondoordachte wijze jurisdictionele procedures instellen met behulp van de volledig of gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand, zodat het doel van de wetgever kan worden bereikt door maatregelen die de rechten van de betrokken rechtzoekenden in mindere mate aantasten.

B.17.3. De verplichting om aan de advocaat forfaitaire bijdragen te betalen, vormt een aanzienlijke vermindering van de bescherming van het recht op juridische bijstand zoals gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet, vermindering die niet wordt verantwoord door een reden van algemeen belang en die derhalve in strijd is met de *standstill*-verplichting die in die bepaling is vervat.

Het zesde middel in de zaak nr. 6596 en het zevende middel in de zaak nr. 6598 zijn gegrond wat het tweede onderdeel ervan betreft. Artikel 7 van de bestreden wet dient te worden vernietigd in zoverre het, in artikel 508/17 van het Gerechtelijk Wetboek, dat het vervangt, paragraaf 1, tweede tot vierde lid, en de paragrafen 4 tot 6 invoegt, alsook in zoverre het in de paragrafen 2 en 3 verwijst naar de in paragraaf 1 beoogde bijdragen.

De andere onderdelen van die middelen dienen dus niet te worden onderzocht.

B.17.4. Teneinde de moeilijkheden te voorkomen die zijn verbonden aan de terugbetaling van de bedragen die, op grond van de gedeeltelijk vernietigde bepaling, door de door het bureau voor juridische bijstand aangestelde advocaten zijn geïnd, dienen de gevolgen van de gedeeltelijk vernietigde bepaling te worden gehandhaafd ten aanzien van de bijdragen die door de advocaten zijn geïnd in de zaken waarvoor de advocaat, op 31 augustus 2018, verslag heeft gedaan aan het bureau voor juridische bijstand overeenkomstig artikel 508/19, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ten aanzien van de middelen betreffende de rol van de Ordes van advocaten in de organisatie van de juridische tweedelijsbijstand

Wat het bijhouden van de lijst van de vrijwillige advocaten betreft

B.18.1. Artikel 3 van de bestreden wet vervangt artikel 508/7 van het Gerechtelijk Wetboek door de volgende bepaling :

« De Orde van Advocaten stelt, volgens de nadere regels en de voorwaarden die zij bepaalt, een lijst op met de advocaten die in hoofdorde of in bijkomende orde prestaties wensen te verrichten in het kader van de door het bureau voor juridische bijstand georganiseerde juridische tweedelijnsbijstand en ze houdt deze lijst bij. De Orde kan in de verplichte inschrijving van advocaten voorzien voor zover noodzakelijk voor de doeltreffendheid van de juridische bijstand ».

B.18.2. In de memorie van toelichting wordt in verband met die bepaling gepreciseerd :

« Teneinde het aantal advocaten die prestaties in het raam van de juridische tweedelijnsbijstand wensen te vervullen te verhogen, wordt erin voorzien dat de Orde van advocaten de advocaten (daarin begrepen de advocaten-stagiairs) die dergelijke prestaties willen verrichten, inschrijft op de lijst van vrijwilligers. De Orde houdt deze lijst bij en zal in de verplichte inschrijving van advocaten kunnen voorzien » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 9).

In het verslag van de werkzaamheden van de Kamercommissie voor de Justitie staat te lezen :

« De minister erkent dat er kan worden voorzien in de verplichte inschrijving van advocaten. Hij licht toe dat het gaat om een wettelijke verankering van een praktijk die nu reeds door sommige balies wordt toegepast.

Er wordt opgemerkt dat er aanvankelijk was voorgesteld om wettelijk te bepalen dat elke advocaat een minimum aantal dossiers voor zijn rekening zou nemen. De advocatenordes hebben deze regeling evenwel afgewezen en hebben een alternatieve regeling gesuggereerd die in het wetsontwerp werd opgenomen » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 31).

B.19.1. De verzoekende partijen verwijten die bepaling delegaties aan de Ordes van advocaten te bevatten die in strijd zijn met het in artikel 23 van de Grondwet vervatte wettigheidsbeginsel (vierde middel in de twee zaken, eerste, tweede en vijfde onderdeel) en meerdere verschillen in behandeling in te voeren die in strijd zijn met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie (vierde middel in de twee zaken, derde, vierde, zesde en zevende onderdeel). Die middelen zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 23, 33, 37 en 106 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, met de artikelen 20 en 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met het algemeen wettigheidsbeginsel.

B.19.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 6598 verwijten dezelfde bepaling voorts het recht op de vrije keuze van een beroepsactiviteit, alsook het verbod op het vorderen van werk en het recht op een eerlijke vergoeding te schenden (twaalfde middel). Dat middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 12, eerste lid, 16, 17, 22 en 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 4 en 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, met de artikelen 2 en 14, eerste lid, van het Verdrag nr. 29 van de Internationale Arbeidsorganisatie en met artikel 1 van het Verdrag nr. 105 van de Internationale Arbeidsorganisatie.

B.20.1. Het vierde middel in de twee zaken, wat het eerste, het tweede en het vijfde onderdeel ervan betreft, is afgeleid uit de schending van het in artikel 23 van de Grondwet vervatte wettigheidsbeginsel, in zoverre het van toepassing is op het recht op juridische bijstand. De verzoekende partijen lichten evenwel niet toe in welke zin het gegeven dat de wetgever de Ordes van advocaten ermee belast de lijst op te maken van de advocaten die de juridische tweedelijnsbijstand beoefenen en hen toelaat advocaten ambtshalve op die lijst op te nemen wanneer dat nodig blijkt om de juridische bijstand te verzekeren voor alle rechtzoekenden die daarop recht hebben, afbreuk zou doen aan het wettigheidsbeginsel vervat in het voormelde artikel 23. De te dezen bestreden delegatie heeft immers geen betrekking op het recht op juridische bijstand als dusdanig, noch op de voorwaarden inzake de uitoefening van dat recht, maar wel op de aanstelling, in de praktijk, van de personen die de uitvoering ervan zullen moeten verzekeren. In zoverre de middelen zijn afgeleid uit de schending van het wettigheidsbeginsel, zijn zij niet gegrond.

B.20.2. Bovendien maakt artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek, dat niet is gewijzigd door de bestreden wet, de « *Ordre des barreaux francophones et germanophone* » en de Orde van Vlaamse Balies bevoegd « voor de juridische bijstand » en belast artikel 496 van hetzelfde Wetboek, evenmin gewijzigd door de bestreden wet, hen ermee de passende reglementen vast te stellen inzake de aangelegenheden waarvoor zij bevoegd zijn.

B.20.3. Daar het tot de opdrachten van de Ordes behoort om de reglementen inzake de organisatie van de juridische bijstand aan te nemen, bevat de bestreden bepaling geen onverantwoorde delegatie in zoverre zij hen ermee belast de lijst op te maken van de advocaten die prestaties in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand verrichten.

B.21.1. Het derde onderdeel van het vierde middel in de twee zaken is afgeleid uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in zoverre de bestreden bepaling een discriminatie zou teweegbrengen onder de advocaten die prestaties van juridische tweedelijnsbijstand wensen te verrichten naargelang zij al dan niet zijn opgenomen in de lijst in kwestie volgens de door de Ordes van advocaten vastgestelde nadere regels en voorwaarden.

B.21.2. Door de Ordes van advocaten ermee te belasten de lijst in kwestie op te maken en bij te houden, staat de wetgever hen niet toe op willekeurige wijze te beslissen welke advocaten prestaties van juridische tweedelijnsbijstand mogen verrichten of advocaten willekeurig uit te sluiten van de mogelijkheid om die prestaties te verrichten. Niets in de bestreden bepaling staat de Ordes toe om, om opportunititsredenen, de inschrijving op die lijst te weigeren van een advocaat die daarin wenst te worden opgenomen. Bovendien kunnen de weigeringen tot inschrijving het voorwerp uitmaken van een beroep overeenkomstig artikel 432*bis* van het Gerechtelijk Wetboek. Onder voorbehoud van hetgeen hierna zal worden onderzocht in verband met artikel 4, dat de Ordes toelaat controles uit te voeren op de verrichte prestaties en maatregelen te nemen ten aanzien van de advocaten die niet zouden voldoen aan de kwaliteitsvereisten, blijkt niet dat de opdracht die aan de Ordes is toevertrouwd ten aanzien van het opmaken van de lijst van advocaten die prestaties van juridische tweedelijnsbijstand wensen te verrichten, de door de verzoekende partijen aangeklaagde onverantwoorde verschillen in behandeling onder advocaten kunnen veroorzaken.

B.22.1. Het vierde onderdeel van het vierde middel in de twee zaken is afgeleid uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in zoverre de bestreden bepaling, door de Ordes toe te staan advocaten op de lijst in kwestie ambtshalve in te schrijven, advocaten die zich in wezenlijk verschillende situaties bevinden naargelang zij al dan niet prestaties van juridische tweedelijnsbijstand wensen te verrichten, zonder redelijke verantwoording identiek zou behandelen. Het twaalfde middel in de zaak nr. 6598 is afgeleid uit de schending van het recht op de vrije keuze van een beroepsactiviteit vervat in artikel 23 van de Grondwet (eerste onderdeel), uit de schending van artikel 12, eerste lid, van de Grondwet, in samenhang gelezen met de bepalingen van de in B.19 genoemde Verdragen van de Internationale Arbeidsorganisatie, in zoverre de bestreden bepaling een vordering van werk zou invoeren (tweede onderdeel), en uit de schending van het eigendomsrecht in zoverre het werk van de opgevorderde advocaten niet rechtvaardig en vooraf zou zijn vergoed (derde onderdeel).

B.22.2. Krachtens de bestreden bepaling is de ambtshalve inschrijving van advocaten op de bedoelde lijst verantwoord door de noodzaak om de doeltreffendheid van de juridische bijstand te waarborgen en daartoe kan enkel worden overgegaan voor zover dat noodzakelijk is om dat doel te bereiken. De doeltreffendheid van de juridische tweedelijnsbijstand is gewis een legitiem doel, dat tegemoetkomt aan de verplichting van de wetgever, opgenomen in artikel 23, derde lid, 2^o, van de Grondwet, om de juridische bijstand te waarborgen voor diegenen die anders hun fundamenteel recht op toegang tot de rechter niet zouden kunnen uitoefenen.

B.22.3. Eenieder die voldoet aan de in het Gerechtelijk Wetboek vastgestelde voorwaarden heeft de vrije keuze om het beroep van advocaat al dan niet uit te oefenen. Wie voor dat beroep kiest, wordt geacht de verplichtingen die de wet aan die beroepsgroep oplegt te kennen en te aanvaarden, met inbegrip van de mogelijke verplichting om prestaties in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand te verrichten. De bestreden bepaling is bijgevolg niet in strijd met het recht op de vrije keuze van een beroepsactiviteit.

De mogelijkheid voor de Ordes om, in geval van noodzaak, te voorzien in de verplichte inschrijving van advocaten op de lijst van advocaten die de juridische tweedelijnsbijstand beoefenen, is een maatregel die relevant is om de doeltreffendheid van de juridische bijstand te waarborgen.

B.22.4. Volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens staat het verbod op dwangarbeid of verplichte arbeid, bedoeld in artikel 4.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, er niet aan in de weg dat de wet aan advocaten redelijke verplichtingen oplegt, zoals de pro-Deoverplichtingen (EHRM, 23 november 1983, *Van der Musselle t. België*, § § 39-41) of het optreden als wettelijke voogd van een onbekwaamverklarde (EHRM, 18 oktober 2011, *Graziani-Weiss t. Oostenrijk*, § § 38-43). Het moet niettemin gaan om verplichtingen die binnen de normale uitoefening van het beroep van advocaat vallen. De verplichting moet bovendien haar grondslag vinden in een opvatting van sociale solidariteit en tot slot mag de opgelegde taak voor de advocaat geen onevenredige last uitmaken. De verplichtingen die de wet aan advocaten oplegt, staan tegenover bepaalde privileges die deze beroepsgroep geniet, zoals het pleitmonopolie (EHRM, 18 oktober 2011, *Graziani-Weiss t. Oostenrijk*, § 41).

B.22.5. Het verlenen van omstandige juridische adviezen, de bijstand en de vertegenwoordiging van de rechtzoekenden vormen de kern van het beroep van advocaat. De verplichting om prestaties in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand te verrichten, draagt bij tot het waarborgen van de doeltreffendheid van de juridische bijstand ten behoeve van de meest kwetsbare rechtzoekenden, wat zonder twijfel een doel van sociale solidariteit is. Doordat, enerzijds, de door de Ordes opgelegde verplichting niet in die zin kan worden geïnterpreteerd dat zij de werktijd van de betrokken advocaten volledig in beslag neemt en, anderzijds, de verrichte prestaties deels door de Staat worden vergoed, vormt de verplichting geen onevenredige last voor de advocaten die verplicht zouden zijn opgenomen op de lijst. De bestreden bepaling vormt derhalve geen verplichte arbeid die in strijd is met de in het middel aangevoerde bepalingen en schendt niet het recht op bescherming van de eigendom.

B.23.1. Het zesde onderdeel van het vierde middel in de twee zaken is afgeleid uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in zoverre de bestreden bepaling een onverantwoord verschil in behandeling zou invoeren onder de verstrekkers van juridische tweedelijnsbijstand, naargelang zij al dan niet advocaat zijn. Het zevende onderdeel van het vierde middel in de twee zaken is afgeleid uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in zoverre de bestreden bepaling een verschil in behandeling zou invoeren onder rechtzoekenden, naargelang zij een beroep doen op een verstrekker van juridische tweedelijnsbijstand die advocaat is of op een andere verstrekker. De in de twee onderdelen van de middelen aangeklaagde discriminaties zouden voortvloeien uit het gegeven dat de nadere regels en voorwaarden die de Ordes van advocaten hebben vastgesteld voor het opmaken van de lijst van de advocaten die de juridische tweedelijnsbijstand beoefenen, niet kunnen worden gecontroleerd door de Raad van State, maar uitsluitend door het Hof van Cassatie. Hieruit zouden onverantwoorde verschillen in behandeling voortvloeien onder verstrekkers en onder begunstigden van de juridische tweedelijnsbijstand naargelang de bijstand of de vertegenwoordiging van de rechtzoekende begunstigde zou worden verzekerd door een advocaat of door een andere persoon.

B.23.2. Krachtens artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen de partijen bij een gerechtelijke procedure, in bepaalde gepreciseerde geschillen, worden bijgestaan of vertegenwoordigd door personen die geen advocaat zijn, zoals een accountant, beroepsboekhouder of bedrijfsrevisor, een afgevaardigde van een vakorganisatie, een afgevaardigde van een representatieve organisatie van zelfstandigen of van een maatschappelijke organisatie.

B.23.3. De voormelde personen hebben niet het statuut van advocaat wanneer zij een rechtzoekende bijstaan of vertegenwoordigen in een gerechtelijke procedure. In die opdracht verrichten zij evenmin prestaties van juridische tweedelijnsbijstand, zelfs indien de rechtzoekende voor wie zij optreden, voldoet aan de voorwaarden om de juridische tweedelijnsbijstand te genieten en bijgevolg een beroep had kunnen doen op een advocaat die in dat kader prestaties verricht. De in artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek beoogde personen en de advocaten die in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand optreden, kunnen dus niet op nuttige wijze met elkaar worden vergeleken ten aanzien van de controle die wordt uitgeoefend op de door de Ordes vastgestelde voorwaarden om te worden opgenomen in de lijst van advocaten die prestaties verrichten in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand.

B.23.4. Om dezelfde reden zijn de verschillen in behandeling tussen de rechtzoekenden die ervoor kiezen een beroep te doen op een advocaat die prestaties verricht in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand en diegenen die ervoor kiezen zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een van de personen die worden beoogd in artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek en, met name, het gegeven dat de eerstgenoemden geen beroep kunnen doen op de diensten van een advocaat die niet is ingeschreven op de lijst in kwestie indien zij de volledig of gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand wensen te genieten, niet zonder redelijke verantwoording.

B.24. Het vierde middel in de twee zaken en het twaalfde middel in de zaak nr. 6598 zijn niet gegrond.

Wat de controle van de prestaties door de Ordes van advocaten betreft

B.25.1. Artikel 4 van de bestreden wet vervangt artikel 508/8 van het Gerechtelijk Wetboek door de volgende bepaling :

« De Orde van Advocaten ziet toe op de doeltreffendheid en de kwaliteit van de prestaties verricht door de advocaten in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand, alsook op de regelmatigheid van de stappen ondernomen op grond van de artikelen 508/9, 508/14, eerste en derde lid, en 508/19, § 2.

Onverminderd de tuchtrechtelijke vervolgingen kan de raad van de Orde in geval van tekortkoming en volgens de bij de artikelen 458 tot 463 bepaalde procedure, de handhaving van de advocaat op de in artikel 508/7 bedoelde lijst afhankelijk stellen van de naleving van de voorwaarden die hij bepaalt, diens inschrijving op die lijst schorsende gedurende een periode van acht dagen tot drie jaar of hem eruit weglaten.

Bij niet-naleving van de voorwaarden bepaald door de raad van de Orde overeenkomstig het tweede lid, roept de stafhouder de advocaat voor de raad van de Orde op om een andere maatregel waarin is voorzien in hetzelfde lid, te doen uitspreken.

Behoudens andersluidende beslissing van de raad van de Orde, heeft de in het tweede lid bedoelde maatregel van schorsing geen gevolgen voor de aanstellingen die werden verricht bij het bureau voor juridische bijstand vóór zijn inwerkingtreding.

In geval van weglating, wordt de advocaat van de behandeling van zijn dossiers in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand ontlast, behoudens andersluidende beslissing van de raad van de Orde. Het bureau voor juridische bijstand wijst een nieuwe advocaat aan. De advocaat kan vragen om zijn wederinschrijving op de in artikel 508/7 bedoelde lijst middels een met redenen omkleed verzoek, dat niet mag worden ingediend voordat een termijn van vijf jaar verstreken is sinds zijn weglating.

De beslissingen bedoeld in het tweede, vierde en vijfde lid worden met redenen omkleed. Zij zijn vatbaar voor beroep overeenkomstig artikel 432bis ».

B.25.2. In de memorie van toelichting van de bestreden wet wordt in verband met die bepaling vermeld :

« Dit artikel is erop gericht te zorgen voor een versterkte controle van de prestaties verricht in het kader van de juridische bijstand en te voorzien in een arsenaal van effectieve maatregelen aangepast aan de ernst van de vastgestelde tekortkomingen.

Wanneer in de huidige stand van de wetgeving in hoofde van een advocaat ingeschreven op de lijst van juridische eerstelijns- of tweedelijnsbijstand een tekortkoming wordt vastgesteld, bestaat de enige mogelijke maatregel erin hem te schrappen van de lijst van advocaten.

De voorgestelde wijziging is erop gericht de Ordes verschillende alternatieven aan te bieden, teneinde de maatregel te kunnen aanpassen in functie van de tekortkoming. Het gaat om de handhaving op de lijst onder bepaalde voorwaarden, de schorsing van de inschrijving voor een duur van acht dagen tot drie jaar of de weglating.

De Ordes kunnen beslissen een advocaat op de lijst te houden mits het respecteren van bepaalde voorwaarden. In antwoord op een opmerking gemaakt in het advies van de Raad van State nr. 58 761 van 17 februari 2016, is het onmogelijk de aard van dergelijke voorwaarden in het dispositief van de tekst op te nemen, gegeven de diversiteit van de maatregelen die door de Ordes kunnen worden genomen. Anderzijds gaat het om een materie die tot de bevoegdheid van de Ordes behoort. Wel kunnen voorbeelden worden gegeven die deze hypothese kunnen illustreren : behoud op de lijst met verbod om op te treden in het kader van bepaalde types of in het kader van bepaalde materies, of met de verplichting om een opleiding te volgen » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 9).

B.26.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 6598 leiden een vijfde middel af uit de schending van het wettigheidsbeginsel in zoverre de bestreden bepaling de Ordes van advocaten ertoe machtigt het daadwerkelijke karakter en de kwaliteit van de in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand verrichte prestaties te controleren, alsook de regelmatigheid van de stappen die de advocaten doen met het oog op hun aanstelling en het afsluiten van hun prestaties. Zij zijn van mening dat de machtiging niet voldoende nauwkeurig is gedefinieerd en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen niet vooraf door de wetgever zijn vastgesteld.

B.26.2. De verzoekende partijen voeren de schending aan van de artikelen 10, 11 en 23, eerste lid, tweede lid en derde lid, 2^o, *in fine*, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet, met de artikelen 6.1 en 6.3, *c*), en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, met de artikelen 20 en 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met het algemeen wettigheidsbeginsel.

B.27.1. Het middel is afgeleid uit de schending van het wettigheidsbeginsel vervat in artikel 23 van de Grondwet, in zoverre het van toepassing is op het recht op juridische bijstand. De verzoekende partijen lichten evenwel niet toe in welke zin het gegeven dat de wetgever de Ordes van advocaten ertoe machtigt het daadwerkelijke karakter en de kwaliteit te controleren van de prestaties die de advocaten in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand verrichten, afbreuk zou doen aan het wettigheidsbeginsel inzake het recht op juridische bijstand vervat in het voormelde artikel 23. De bestreden delegatie heeft immers geen betrekking op het recht op juridische bijstand als dusdanig, noch op de voorwaarden inzake de uitoefening van dat recht, maar wel op de nadere regels inzake de controle van de prestaties die de advocaten in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand verrichten.

B.27.2. Voor het overige bestaat de opdracht van de « *Ordre des barreaux francophones et germanophone* » en van de Orde van Vlaamse Balies, op grond van de artikelen 495 en 496 van het Gerechtelijk Wetboek, met name erin juridische bijstand te verzekeren en maatregelen inzake disciplinaire regels te nemen. Geen enkele van de in het middel aangehaalde referentienormen verbiedt de wetgever de Ordes van advocaten ermee te belasten het daadwerkelijke karakter en de kwaliteit te controleren van de prestaties die de advocaten in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand verrichten, opdracht die behoort tot de bevoegdheden die hun door de voormelde bepalingen zijn toegekend.

B.28. Het vijfde middel in de zaak nr. 6598 is niet gegrond.

Ten aanzien van de middelen inzake het recht op de vergoeding van de advocaten

B.29. Het achtste middel in de zaak nr. 6596 en het negende middel in de zaak nr. 6598 betreffen het recht van de advocaten die de juridische bijstand beoefenen om een billijke vergoeding te verkrijgen voor de in dat kader verrichte prestaties. Die middelen, wat het eerste onderdeel ervan betreft, beogen artikel 7 van de bestreden wet, in zoverre het artikel 508/17, § 3, invoegt in het Gerechtelijk Wetboek. In het tweede onderdeel ervan beogen zij artikel 9, 3^o, van de bestreden wet.

B.30.1. Daar artikel 7 van de bestreden wet gedeeltelijk dient te worden vernietigd om de in B.17.3 aangegeven redenen, dienen die middelen, wat het eerste onderdeel ervan betreft, alleen te worden onderzocht in zoverre zij betrekking hebben op de bijdrage die verschuldigd is door de persoon die de gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand geniet (artikel 508/17, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek).

B.30.2. Artikel 508/17, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 7 van de bestreden wet, bepaalt :

« De advocaat treedt slechts op vanaf het ogenblik van ontvangst van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bijdragen, tenzij in geval van vrijstelling van bijdragebetaling voorzien in de paragrafen 4 of 5, of tenzij ingeval de advocaat afziet van de inning van de bijdragebetaling of een betalingstermijn toestaat ».

B.30.3. De verzoekende partijen verwijten die bepaling het risico van wanbetaling van de bijdrage die verschuldigd is door de begunstigde van de gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand te laten dragen door de advocaat, op zulke wijze dat, indien, bij het afsluiten van het dossier, sommige bedragen niet zijn betaald door de begunstigde van de juridische bijstand, zij niettemin worden verrekend met het bedrag van de vergoedingen die de Staat verschuldigd is aan de advocaat.

B.30.4. De memorie van toelichting betreffende de bestreden bepaling lijkt immers te bevestigen dat, wanneer de advocaat een betaaltermijn toekent, « hij het risico van niet-betaling [draagt] ». Daarin wordt eveneens gepreciseerd :

« Het gaat hierbij niet om een vrijstelling van betaling door de advocaat toegekend aan een begunstigde. Met uitzondering van de categorieën uitdrukkelijk bepaald bij de wet, kan enkel het bureau voor juridische bijstand de beslissing tot vrijstelling nemen. Het gaat hier om de mogelijkheid die de advocaat wordt gelaten om op eigen risico af te zien van de inning van de betaling aangezien deze bijdragen afgeleid zouden worden van de vergoedingen die worden berekend op basis van de punten die hij zal kunnen ontvangen in het kader van de procedure » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 17).

B.30.5. Echter, met toepassing van artikel 508/19, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 9 van de bestreden wet, brengt de advocaat die prestaties in het kader van de juridische bijstand heeft verricht, verslag uit aan het bureau voor juridische bijstand over elke zaak, met vermelding van « de vergoedingen geïnd overeenkomstig artikel 508/19^{ter} alsook de bijdragen bedoeld in artikel 508/17, § 1, tweede en derde lid, en § 2 ».

Het tweede lid van paragraaf 2 van artikel 508/19 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 9, 3^o, van de bestreden wet, bepaalt :

« Het bureau voor juridische bijstand kent voor die prestaties aan de advocaten punten toe en doet hierover verslag aan de stafhouder. Het bureau voor juridische bijstand kent geen punten toe of vermindert de punten, in voorkomend geval, voor de prestaties waarvoor geldsommen werden geïnd op grond van de artikelen 508/17, § 1, tweede en derde lid, en § 2, 508/19, § 1, en 508/19^{ter} of voor de prestaties voor dewelke de advocaat afziet van de inning van geldsommen op grond van artikel 508/17, § 3 ».

B.31.1. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat, hoewel de advocaat die vrijwillig afziet van de inning van de bijdrage die verschuldigd is door de begunstigen van de gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand, de bedragen waarvan hij heeft afgezien niet kan recupereren ten laste van de Staat, dit niet geldt voor diegene die, zonder te hebben afgezien van die bijdragen, niettemin de opdracht heeft aangevat ten behoeve van zijn cliënt die de gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand geniet, en nooit in staat is geweest de hem verschuldigde bedragen te innen. In die hypothese zijn de bedragen niet « geïnd » en heeft de advocaat daarvan niet afgezien op grond van artikel 508/17, § 3, zodat het bureau voor juridische bijstand de voor de verrichte prestaties toegekende punten niet moet verminderen met het bedrag van de niet-betaalde bijdrage.

B.31.2. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen doen gelden, voert de bestreden bepaling overigens geen vermoeden van afstand van betaling van de betrokken bijdragen in voor de advocaat die deze niet zou innen bij de aanvang van zijn opdracht.

B.31.3. Het eerste onderdeel van de middelen berust op een verkeerde lezing van de bestreden bepaling en zijn om die reden niet gegrond.

B.32.1. Het tweede onderdeel van de middelen beoogt het tweede lid van paragraaf 2 van artikel 508/19 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 9, 3^o, van de bestreden wet, aangehaald in B.30.5.

B.32.2. De verzoekende partijen verwijten die bepaling een discriminatie in te voeren onder advocaten naar gelang van het bureau voor juridische bijstand waaronder zij ressorteren, omdat het ingevoerde mechanisme erin voorziet dat de vermindering van de punten gebeurt vooraleer de waarde van het punt bekend is, zodat, naar gelang van de waarde van het punt die door elk bureau voor juridische bijstand wordt gekozen om de berekening uit te voeren, de vergoeding die wordt toegekend aan de advocaten voor dezelfde prestaties ten behoeve van cliënten die zich in dezelfde situatie bevinden, kan variëren.

B.32.3. In de memorie van toelichting betreffende de bestreden bepaling of in het verslag van de Kamercommissie voor de Justitie geeft niets aan dat de wetgever de bureaus voor juridische bijstand in staat heeft willen stellen om het aantal punten dat moet worden afgetrokken volgens de bedragen die de advocaat tijdens de behandeling van het dossier heeft geïnd, willekeurig te berekenen.

B.33.1. Indien de bestreden bepaling zo moest worden geïnterpreteerd dat elk bureau voor juridische bijstand een willekeurig bedrag toekent aan de waarde van de punten die moeten worden afgetrokken wanneer de advocaat een door de cliënt betaalde bijdrage heeft geïnd, vooraleer de waarde van het punt voor de beschouwde periode te kennen, zodat de vergoeding van de advocaat voor de in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand verrichte prestaties willekeurig zou worden berekend, dan zou zij onverantwoorde discriminaties onder advocaten tot stand brengen.

B.33.2. De bestreden bepaling moet evenwel, gelet op het recht van iedere advocaat om een billijke en gelijke vergoeding te verkrijgen voor gelijkwaardige prestaties, zo worden geïnterpreteerd dat zij de bureaus voor juridische bijstand ertoe verplicht de vergoedingen die de advocaten hebben geïnd voor de in het kader van de juridische bijstand verrichte prestaties moeten verminderen met de exacte bijdragen die de cliënten hebben betaald en met het exacte bedrag van de door de advocaat verkregen rechtsplegingsvergoeding.

B.34. Onder voorbehoud dat artikel 508/19, § 2, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt geïnterpreteerd zoals in B.33.2 wordt aangegeven, zijn het achtste middel in de zaak nr. 6596 en het negende middel in de zaak nr. 6598 niet gegrond.

Ten aanzien van het middel betreffende het « monopolie » van de Belgische Ordes van advocaten voor de prestaties in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand

B.35. Het dertiende middel in de zaak nr. 6598 beoogt de artikelen 3, 5, 1^o, 2^o en 3^o, en 7 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten de wetgever een « monopolie » voor te behouden aan de advocaten om diensten te verrichten in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand, terwijl andere beoefenaars van het recht eveneens vergelijkbare diensten aanbieden die niet kunnen worden geleverd in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand (eerste en derde onderdeel). Zij zijn van mening dat, in zoverre de beroepsorganisaties van advocaten die het « monopolie » genieten, kunnen worden geacht afspraken onder ondernemingen te maken, dat « monopolie » een verboden staatssteun zou vormen (tweede onderdeel). Ten slotte verwijten zij de wetgever de mogelijkheid om prestaties in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand te verrichten, uitsluitend voor te behouden aan de advocaten die zijn ingeschreven bij een Belgische Orde van advocaten en aldus een discriminatie te hebben ingevoerd tussen die advocaten en diegenen die zijn ingeschreven bij een Orde van advocaten van een ander land (vierde onderdeel).

B.36.1. Zoals de verzoekende partijen zelf opmerken, dateren de keuze van de wetgever om de organisatie van de juridische tweedelijnsbijstand toe te vertrouwen aan de Ordes van advocaten en aan de balies, alsook die om aan de advocaten de concrete tenuitvoerlegging van die bijstand voor te behouden, van voor de bestreden wet. Hoewel die wet deel uitmaakt van de aldus ingevoerde regeling en die keuze van de wetgever dus niet in het geding brengt, kan men hieruit niet afleiden dat dat « monopolie » en de verschillen in behandeling die daaruit voortvloeien hun oorsprong zouden vinden in de bestreden bepalingen.

B.36.2. Immers, artikel 508/7, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, niet gewijzigd bij de bestreden wet, bepaalt :

« Bij elke balie stelt de Raad van de Orde van Advocaten een bureau voor juridische bijstand in volgens de nadere regels en de voorwaarden die hij bepaalt ».

En artikel 508/9, § 1, van hetzelfde Wetboek, eveneens niet gewijzigd bij de bestreden wet, bepaalt :

« Voor het verkrijgen van gedeeltelijk of volledig kosteloze juridische tweedelijnsbijstand verwijzen de personen die de juridische eerstelijnsbijstand verlenen de aanvrager door naar het bureau.

Het bureau wijst een advocaat aan, die de aanvrager heeft gekozen op de in artikel 508/7 bedoelde lijst. Het bureau stelt de advocaat in kennis van zijn aanwijzing.

De advocaat wiens naam op de lijst voorkomt en tot wie een rechtzoekende zich heeft gewend zonder zich eerst bij het bureau aan te melden, vraagt aan het bureau de toestemming om aan zijn cliënt de juridische tweedelijnsbijstand te verlenen, indien hij van oordeel is dat deze aanspraak kan maken op gedeeltelijke of volledige kosteloosheid. De advocaat zendt de in artikel 508/13 bedoelde stukken over aan het bureau.

In spoedeisende gevallen mag de persoon die geen advocaat heeft zich rechtstreeks tot de advocaat van de wachtdienst wenden. Die advocaat verleent hem juridische bijstand en vraagt aan het bureau bevestiging van zijn aanwijzing ».

B.37. Dat « monopolie » van de balies of van de advocaten om de juridische tweedelijnsbijstand te organiseren en te verzekeren, dat het voorwerp uitmaakt van de grieven van de verzoekende partijen, is niet ingevoerd door de bestreden bepalingen. Hieruit vloeit voort dat het dertiende middel in de zaak nr. 6598 niet gegrond is.

Ten aanzien van het middel betreffende het recht van de niet tot het verblijf gemachtigde vreemdelingen op rechtsbijstand

B.38.1. Het tiende middel in de zaak nr. 6598 betreft artikel 17 van de bestreden wet, dat artikel 668 van het Gerechtelijk Wetboek aanvult. Dat laatste bepaalde, tot de inwerkingtreding van de bestreden bepaling :

« Rechtsbijstand kan onder dezelfde voorwaarden worden verleend aan :

- a) vreemdelingen, overeenkomstig de internationale verdragen;
- b) onderdanen van een Lid-Staat van de Raad van Europa;
- c) enig ander vreemdeling die op regelmatige wijze in België zijn gewone verblijfplaats heeft of die op regelmatige wijze verblijft in één van de lidstaten van de Europese Unie;

d) alle vreemdelingen, in de procedures waarin is voorzien bij de wet betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen; ».

Het bestreden artikel 17 vult dat artikel als volgt aan :

« e) alle vreemdelingen die op onregelmatige wijze in België hun verblijfplaats hebben onder voorwaarde dat zijn een poging hebben ondernomen hun verblijf in België te regulariseren, dat hun vordering hoogdringend is en dat het gaat om vragen betreffende de uitoefening van een fundamenteel recht ».

B.38.2. Krachtens artikel 664 van het Gerechtelijk Wetboek bestaat rechtsbijstand erin diegenen die niet over de nodige bestaansmiddelen beschikken om de kosten van rechtspleging, zelfs van een buitengerechtelijke rechtspleging, te bestrijden, geheel of ten dele te ontslaan van de betaling van de diverse rechten, de registratie-, griffie- en uitgifterechten en van de andere kosten welke deze rechtspleging medebrengt. Hij verschaft aan de betrokkenen ook kosteloos de tussenkomst van openbare en ministeriële ambtenaren onder bepaalde voorwaarden, en biedt hen tevens de mogelijkheid kosteloos bijstand te genieten van een technisch adviseur bij gerechtelijke deskundigenonderzoeken.

B.38.3. In de memorie van toelichting betreffende de bestreden bepaling staat te lezen :

« Het artikel 17 wijzigt artikel 668 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de rechtsbijstand.

Dit artikel wordt aangepast om in overeenstemming te zijn met het arrest *Anakomba* gewezen door het Europees Hof ter bescherming van de Rechten van de Mens op 10 maart 2009.

In dit arrest wordt erop gewezen dat onregelmatig in België verblijvende vreemdelingen geen recht hebben op rechtsbijstand.

Voortaan zullen ook deze personen een recht krijgen op rechtsbijstand indien zij aan drie voorwaarden voldoen. Zij dienen een poging te hebben ondernomen om hun verblijf te regulariseren (1), de aangelegenheid waarvoor zij een vordering instellen moet een hoogdringend karakter hebben (2) en de procedure moet betrekking hebben op ernstige vragen betreffende de uitoefening van een fundamenteel recht (3). In dit laatste geval moet het gaan om een fundamenteel recht dat gewaarborgd wordt door een internationale conventie die in België directe werking heeft (zoals bijvoorbeeld het Europees verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden). De rechter beschikt hier over een appreciatierecht telkens hem een zaak wordt voorgelegd » (*Parl. St., Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 23*).

B.39.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 6598 verwijten die bepaling, in zoverre zij drie voorwaarden invoert om het voordeel van de rechtsbijstand toe te kennen aan de vreemdelingen die onregelmatig in het land verblijven, enerzijds, een onverantwoord verschil in behandeling in te voeren onder vreemdelingen die onregelmatig in het land verblijven (eerste onderdeel van het middel) en, anderzijds, een onevenredige aantasting in te houden van het recht op een eerlijk proces voor de betrokken vreemdelingen (tweede onderdeel van het middel).

B.39.2. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 13, 23 en 191 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6.1, 6.3, c), en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 20, 21 en 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.40.1. Door het voordeel van de rechtsbijstand uit te breiden tot de vreemdelingen die op onregelmatige wijze hun verblijfplaats in België hebben, beoogt de wetgever gevolg gegeven aan het arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens van 10 maart 2009, inzake *Anakomba Yula t. België* (*Parl. St., Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 23*).

B.40.2. Bij dat arrest heeft het Hof ten aanzien van de vroegere regeling van rechtsbijstand voor vreemdelingen, zoals die was vervat in artikel 668 van het Gerechtelijk Wetboek, geoordeeld :

« 35. Dat artikel kent het voordeel van de rechtsbijstand toe aan de onderdanen van een Staat die met België een internationale overeenkomst inzake rechtsbijstand heeft gesloten, aan de onderdanen van een lidstaat van de Raad van Europa, aan diegenen die op regelmatige wijze hun gewone verblijfplaats in België of in een lidstaat van de Europese Unie hebben en aan diegenen die de bijstand aanvragen voor een procedure inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Het Hof twijfelt niet eraan dat die voorwaarden de door de Regering vermelde gewettigde doelen nastreven.

[...]

37. Het Hof merkt op dat de kwesties die te dezen in het geding zijn voor de interne rechtbanken, ernstige kwesties waren die verbonden zijn met het familierecht. De beslissingen die de rechtbanken zouden wijzen, zouden het privé- en gezinsleven van niet alleen de verzoekster zelf, maar ook van verschillende andere personen op definitieve wijze tekenen. Bijzonder dwingende redenen waren dus noodzakelijk om een verschil in behandeling te verantwoorden tussen de verzoekster, die niet over een verblijfskaart beschikte, en de personen die daar wel over beschikten (zie, *mutatis mutandis, Niedzwiecki t. Duitsland*, nr. 58453/00, 25 oktober 2005). Die conclusie wordt bovendien versterkt door het feit dat artikel 508/13 van het Gerechtelijk Wetboek niet voorzorg in het criterium van het regelmatig verblijf om de juridische bijstand van een advocaat te genieten (juridische tweedelijnsbijstand - artikel 508/13 van het Gerechtelijk Wetboek), die de verzoekster overigens heeft kunnen genieten.

38. Bovendien houdt het Hof ermee rekening dat de verblijfskaart van de verzoekster was verstrekt anderhalve maand na de geboorte van haar dochter en dat zij reeds vóór het verstrijken van haar kaart, zoals blijkt uit de brief van 21 juni 2006 aan de burgemeester, stappen had ondernomen om te worden geregulariseerd gelet op haar gezinsleven in België, waarbij de vader van haar kind de Belgische nationaliteit heeft. Ten slotte diende dringend te worden gehandeld, daar de termijn om een vordering tot betwisting van het vaderschap in te stellen, één jaar bedroeg te rekenen vanaf de geboortedatum van het kind (artikelen 318 en 322 van het Burgerlijk Wetboek).

39. Gelet op die elementen is het Hof van mening dat de Staat zijn verplichting om het recht op toegang tot een rechter te reglementeren overeenkomstig de vereisten van artikel 6.1 van het Verdrag, in samenhang gelezen met artikel 14, niet is nagekomen.

40. Die bepalingen zijn dus geschonden ».

B.40.3. Door voor het verkrijgen van rechtsbijstand als voorwaarde te stellen, dat de vreemdeling die niet regelmatig op het grondgebied verblijft stappen heeft ondernomen om zich te regulariseren (1), dat de vordering een hoogdringend karakter heeft (2) en betrekking heeft op vragen betreffende de uitoefening van een fundamenteel recht (3), heeft de wetgever rekening gehouden met de verschillende elementen die door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in het voormelde arrest in aanmerking werden genomen.

B.41.1. Artikel 668 van het Gerechtelijk Wetboek somt de categorieën van vreemdelingen op die onder dezelfde voorwaarden als de Belgische onderdanen recht hebben op rechtsbijstand. Aldus worden vreemdelingen die regelmatig op het grondgebied verblijven op dezelfde wijze behandeld als de Belgische onderdanen. In tegenstelling tot de categorieën van vreemdelingen die zijn vermeld in de punten *a)* tot en met *d)* van de voormelde bepaling worden evenwel, aan vreemdelingen die niet regelmatig op het grondgebied verblijven, bijkomende voorwaarden gesteld om op rechtsbijstand aanspraak te kunnen maken (punt *e)*).

B.41.2. Door de toekenning van rechtsbijstand aan vreemdelingen in beginsel afhankelijk te maken van hun wettig verblijf op het grondgebied of tot procedures waarin is voorzien in de wet van 15 december 1980, streeft de wetgever wettige doelstellingen na (EHRM, 10 maart 2009, *Anakomba Yula t. België*, § 35).

B.42. Het Hof dient evenwel te onderzoeken of het onderscheid in behandeling dat ontstaat binnen de categorie van vreemdelingen die onregelmatig op het grondgebied verblijven, naargelang zij al dan niet voldoen aan de door de bestreden bepaling gestelde voorwaarden, een discriminatie inhoudt of dat het recht op een eerlijk proces wordt aantast.

In wezen komt het standpunt van de verzoekende partij er op neer dat de vreemdelingen die onwettig op het grondgebied verblijven onder dezelfde voorwaarden aanspraak moeten kunnen maken op rechtsbijstand als de vreemdelingen die wettig op het grondgebied verblijven. Tussen beide categorieën van personen bestaat nochtans een objectief verschil dat verband houdt met de regelmatigheid van hun verblijfsstatus. De Staat dient niet dezelfde verplichtingen op zich te nemen ten aanzien van wie illegaal op het grondgebied verblijft als ten aanzien van wie er op wettige wijze verblijft.

B.43.1. De bestreden bepaling vereist allereerst van de vreemdeling die onregelmatig in België verblijft en die, gelet op zijn financiële situatie, rechtsbijstand zou kunnen genieten, dat hij, om dat voordeel te verkrijgen, aantoonde dat hij zijn verblijf in het Rijk heeft trachten te regulariseren.

In antwoord op een amendement dat ertoe strekte die voorwaarde te schrappen, heeft de minister van Justitie erop gewezen dat :

« de ontworpen wijziging geheel in overeenstemming is met de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens. Hij meent bovendien dat men als toegangsvoorwaarde voor het verkrijgen van de rechtsbijstand mag vragen dat de vreemdeling in kwestie getracht heeft om zijn verblijfsstoestand te regulariseren en kan het amendement dus niet onderschrijven » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 48).

De bij de bestreden bepaling vereiste poging om het verblijf te regulariseren, geeft aan dat de vreemdeling de intentie heeft om wettig in België te verblijven. Rekening houdend met het onderwerp van de rechtsbijstand, kan de wetgever, voor de toekenning ervan, eisen dat de vreemdeling die illegaal op het grondgebied verblijft op een gegeven ogenblik de nodige stappen heeft ondernomen om een verblijfsrecht te verkrijgen, ongeacht de grondslag van die aanvraag.

B.43.2. De bestreden bepaling vereist voorts dat de vordering waarvoor rechtsbijstand wordt gevraagd door een vreemdeling die niet wettig op het grondgebied verblijft, hoogdringend is. Die voorwaarde houdt in dat het recht op toegang tot de rechter onherroepelijk verloren zou gaan indien de rechtsbijstand niet zou worden toegekend.

Vreemdelingen die wettig op het grondgebied verblijven, hebben onder dezelfde voorwaarden als Belgische onderdanen recht op rechtsbijstand. Voor alle procedures voorzien bij de wet van 15 december 1980 die beogen een dergelijk verblijfsrecht te verlenen, kan eveneens rechtsbijstand worden verleend (artikel 668, *c)* en *d)*, van het Gerechtelijk Wetboek).

Wanneer een dergelijk verblijfsrecht echter niet kan worden toegekend worden de betrokken vreemdelingen geacht het grondgebied te verlaten of kan daartoe een bevel worden verleend. In die omstandigheden is het niet zonder redelijke verantwoording dat, zolang hun verblijfsituatie onregelmatig is maar zij toch in het land verblijven, enkel rechtsbijstand wordt verleend wanneer de procedure waarvoor rechtsbijstand wordt gevraagd hoogdringend is. Het komt aan het bureau van het bevoegde rechtscollege, onder controle van de rechter, toe om het hoogdringend karakter van de vordering te beoordelen.

B.43.3. De bestreden bepaling vereist tenslotte dat de procedure waarvoor rechtsbijstand wordt gevraagd betrekking heeft op de uitoefening van een fundamenteel recht. Ten aanzien van die voorwaarde preciseert de memorie van toelichting dat het moet gaan om een recht dat wordt beschermd door een internationaal verdrag dat directe werking heeft, zoals het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en dat de rechter over een appreciatiericht beschikt wanneer de zaak hem wordt voorgelegd (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 23).

Gezien de onregelmatige verblijfsituatie van de betrokken vreemdelingen is een dergelijke beperking niet zonder redelijke verantwoording. Zoals in B.42 is vermeld, dient de Staat immers niet dezelfde verplichtingen op zich te nemen ten aanzien van wie illegaal op het grondgebied verblijft als ten aanzien van wie er op wettige wijze verblijft. Het komt aan het bureau van het bevoegde rechtscollege, onder controle van de rechter, toe om na te gaan of een fundamenteel recht in het geding is.

B.43.4. Rekening houdend met het voorgaande wordt het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, noch het recht op toegang tot de rechter geschonden door de mogelijkheid tot toekenning van rechtsbijstand aan personen die niet wettig op het grondgebied verblijven te onderwerpen aan de voorwaarden bepaald in artikel 668, e), van het Gerechtelijk Wetboek.

B.44. Het tiende middel in de zaak nr. 6598 is niet gegrond.

Ten aanzien van de middelen betreffende de inwerkingtreding van de bestreden wet

B.45.1. Het zevende middel in de zaak nr. 6596 en het achtste middel in de zaak nr. 6598 hebben betrekking op artikel 19 van de bestreden wet, dat bepaalt :

« Behalve artikel 17 dat in werking treedt tien dagen na bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, treedt deze wet in werking op een datum vastgesteld door de Koning en ten laatste op 1 september 2016 ».

B.45.2. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling dat zij, bij ontstentenis van overgangsbepalingen, onmiddellijk van toepassing is op de hangende geschillen en aldus onzekerheid teweegbrengt omtrent de vergoeding van de advocaten die vóór 1 september 2016 prestaties in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand hebben verricht (eerste onderdeel), in zoverre, met toepassing van artikel 9, 3°, van de bestreden wet, het bedrag van de bijdragen die met toepassing van artikel 7 van de bestreden wet bij de aanstelling van de advocaat en per aanleg verschuldigd zijn, zouden worden afgetrokken van het puntentotaal dat de basis vormt voor de berekening van de vergoeding van de advocaat, terwijl die bijdragen, indien diens opdracht werd aangevat vóór 1 september 2016, niet werden geïnd. De verzoekende partijen bekritisieren eveneens de onvoorzienbaarheid van de vergoeding van de advocaten als gevolg van de schommelingen van de waarde van het punt. Ten slotte bekritisieren de verzoekende partijen de retroactiviteit van de wet in zoverre de bijdragen die verschuldigd zijn met toepassing van artikel 7 van de wet onmiddellijk verschuldigd zijn, zodat zij eveneens verschuldigd zijn door de rechtzoekenden die eerst zouden hebben getracht een bemiddeling aan te gaan en hun rechtsovergang dientengevolge na 1 september 2016 zouden instellen (tweede onderdeel).

B.46.1. De middelen zijn afgeleid uit de schending van artikel 16 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de beginselen van rechtszekerheid, gewettigd vertrouwen, niet-retroactiviteit van de wetten en *standstill*.

B.46.2. Wanneer bepalingen in het geding zijn die grondrechten waarborgen waarvan de inachtneming rechtstreeks voor een rechter kan worden aangevoerd, is het aanvoeren van een *standstill*-verplichting niet relevant. De partijen zetten voor het overige hun grieven niet uiteen in zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van die verplichting.

B.47.1. Krachtens het tweede lid van paragraaf 2 van artikel 508/19 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 9, 3°, van de bestreden wet, aangehaald in B.30.5, vermindert het bureau voor juridische bijstand de punten voor de prestaties waarvoor bedragen als verschuldigde bijdragen zijn geïnd door de begunstigde van de gedeeltelijk kosteloze juridische bijstand met toepassing van artikel 508/17, § 2, van hetzelfde Wetboek. Hieruit vloeit voort dat, indien de bedragen in kwestie niet zijn geïnd, met name omdat zij niet opeisbaar waren op het ogenblik dat de advocaat zijn opdracht heeft aangevat, het bureau voor juridische bijstand die niet aftrekt van de voor de prestatie toegekende punten.

B.47.2. De onmiddellijke inwerkingtreding van de bestreden wet brengt dus geen onzekerheid teweeg omtrent de vergoeding van de advocaten op dat vlak. De mogelijke onzekerheid in verband met de waarde van het punt en met de hervorming van de nomenclatuur vindt haar oorsprong overigens niet in de bestreden wet maar wel in de uitvoeringsbesluiten ervan, en ontsnapt om die reden aan de bevoegdheid van het Hof.

Het zevende middel in de zaak nr. 6596 en het achtste middel in de zaak nr. 6598, wat het eerste onderdeel van beide middelen betreft, zijn niet gegrond.

B.48. Daar artikel 7 dient te worden vernietigd in de in B.17.3 aangegeven mate, dienen de middelen, wat het tweede onderdeel ervan betreft, niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt in artikel 508/17 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 7 van de wet van 6 juli 2016 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de juridische bijstand :

- paragraaf 1, tweede, derde en vierde lid;

- in paragraaf 2, de woorden « naast de bijdragen bedoeld in paragraaf 1 »;

- in paragraaf 3, de woorden « 1 en » en de woorden « tenzij in geval van vrijstelling van bijdragebetaling voorzien in de paragrafen 4 of 5 »;

- de paragrafen 4, 5 en 6;

2. handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen in artikel 508/17 van het Gerechtelijk Wetboek ten aanzien van de bijdragen die door de advocaten zijn geïnd in de zaken waarvoor de advocaat, op 31 augustus 2018, verslag heeft gedaan aan het bureau voor juridische bijstand overeenkomstig artikel 508/19, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek;

3. onder voorbehoud dat artikel 508/19, § 2, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij artikel 9, 2°, van de wet van 6 juli 2016, wordt geïnterpreteerd zoals in B.33.2 wordt aangegeven, verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 21 juni 2018.

De griffier,
F. Meersschaut

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/203386]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 77/2018 vom 21. Juni 2018

Geschäftsverzeichnisnummern 6596 und 6598

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigkeitsklärung des Gesetzes vom 6. Juli 2016 zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf den juristischen Beistand, erhoben von E.M. und von der VoG « Aimer Jeunes » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, und dem emeritierten Präsidenten E. De Groot gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

Mit zwei Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 16. Januar 2017 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 17. und 18. Januar 2017 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf völlige oder teilweise (Artikel 3 bis 9, 11 und 13 bis 19) Nichtigkeitsklärung des Gesetzes vom 6. Juli 2016 zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf den juristischen Beistand (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Juli 2016): E.M., unterstützt und vertreten durch RA R. Fonteyn, in Brüssel zugelassen, beziehungsweise die VoG « Aimer Jeunes », die VoG « Association pour le droit des Etrangers », die VoG « Association Syndicale des Magistrats », die VoG « ATD Quart Monde Belgique », die VoG « Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté », die VoG « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », die VoG « Coördination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », die VoG « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », die VoG « Intact », die VoG « Ligue des Droits de l'Homme », die VoG « luttes solidarités travail », die VoG « Medimmigrant », die VoG « ORCA : Organisatie voor clandestiene arbeidsmigranten », die VoG « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », die VoG « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté », die VoG « Service d'Action Sociale Bruxellois », die VoG « Service International de Recherche, d'Education et d'Action sociale », die VoG « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », die VoG « Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen », die VoG « Vluchtelingenwerk Vlaanderen » und Dominique Andrien, unterstützt und vertreten durch RAin. M. Doutrepoint und RAin C. Forget, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 6596 und 6598 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf das angefochtene Gesetz und die Prüfung der Klagegründe

B.1.1. Die verbundenen Klagen bezwecken die vollständige oder teilweise Nichtigkeitsklärung des Gesetzes vom 6. Juli 2016 zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf den juristischen Beistand. Aus den Antragschriften geht hervor, dass die Klagegründe die Artikel 3 bis 5, 7, 9 und 13 bis 19 dieses Gesetzes betreffen.

B.1.2. Nach dem Wortlaut von Artikel 508/1 Nr. 2 des Gerichtsgesetzbuches ist der weiterführende juristische Beistand:

« der juristische Beistand, der einer natürlichen Person in Form eines ausführlichen juristischen Gutachtens gewährt wird, oder der juristische Beistand im Rahmen oder außerhalb eines Verfahrens oder der Beistand im Rahmen eines Prozesses einschließlich der Vertretung im Sinne von Artikel 728 ».

B.1.3. Durch die angefochtenen Bestimmungen werden auch die Bedingungen für die Gewährung der Gerichtskostenhilfe abgeändert. Nach Artikel 664 des Gerichtsgesetzbuches in der durch Artikel 15 des angefochtenen Gesetzes abgeänderten Form:

« Gerichtskostenhilfe besteht darin, Personen, die nicht über die erforderlichen Existenzmittel verfügen, um die Kosten eines Verfahrens, auch eines außergerichtlichen Verfahrens, zu bestreiten, von der Zahlung der verschiedenen Gebühren, Registrierungs-, Kanzlei- und Ausfertigungsgebühren, und der anderen Kosten, die mit einem Verfahren verbunden sind, ganz oder teilweise zu befreien. Sie garantiert den Betroffenen ebenfalls das unentgeltliche Eingreifen der öffentlichen und ministeriellen Amtsträger unter den nachstehend erwähnten Bedingungen.

Sie ermöglicht den Betroffenen ebenfalls, den unentgeltlichen Beistand eines Fachberaters bei gerichtlichen Begutachtungen in Anspruch zu nehmen ».

B.1.4. Gemäß der Begründung des angefochtenen Gesetzes soll mit diesem « die Philosophie des Systems des unentgeltlichen juristischen Beistands, insbesondere der Zugang von allen zum Recht, erhalten und zugleich einer großen Zahl von Anträgen auf juristischen Beistand in Belgien Rechnung getragen werden [und] das System des weiterführenden juristischen Beistands reformiert und modernisiert werden, um diesen Beistand für diejenigen, die einen Anspruch darauf haben, dauerhaft zu gewährleisten » und « soll ein Gleichgewicht zwischen dem Zugang der Rechtsuchenden zum Recht und einer angemesseneren Vergütung der Rechtsanwälte für die tatsächlich erbrachten Leistungen angestrebt werden » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, S. 4).

B.1.5. Um diese Zielsetzung zu erreichen, sieht der Gesetzgeber insbesondere die folgenden Maßnahmen vor:

- die Einführung des Grundsatzes der Zahlung eines Beitrags durch den Begünstigten;
- eine bessere Definition der Mittel des potenziellen Empfängers des juristischen Beistands, die bei der Prüfung, ob die Bedingungen für ihre Gewährung vorliegen, zu berücksichtigen sind;
- die Einführung einer geeigneteren Kontrolle der Existenzmittel des Antragstellers;
- den widerlegbaren Charakter der verschiedenen Vermutungen, dass die Einkünfte ungenügend sind, zugunsten bestimmter Kategorien von Rechtsuchenden;
- die Einführung eines geeigneten Kontrollmechanismus, der es den Büros für juristischen Beistand erlaubt, die erbrachten Leistungen besser zu kontrollieren;
- die Eintragung der Rechtsanwälte, die Leistungen des juristischen Beistands erbringen möchten, durch die Rechtsanwaltskammern in eine Liste und die Möglichkeit der Rechtsanwaltskammern, bestimmte Rechtsanwälte von Amts wegen einzutragen;
- die Schaffung eines Mechanismus, der es den Rechtsanwälten gestattet, vom Begünstigten direkt eine Entschädigung zu verlangen, wenn er durch ihre Tätigkeit einen bestimmten Betrag erhalten hat;

- die Anpassung des « Verzeichnisses », um die Punkte gerechter zu vergeben und den Wert der Punkte für gleichwertige Verfahren zu harmonisieren (*ibid.*, SS. 5-8).

B.2. Der Gerichtshof prüft die Klagegründe, indem er sie in der folgenden Weise zusammenfasst:

1. die Klagegründe, die sich auf den Begriff « Existenzmittel » beziehen (Artikel 5, 7, 13 bis 16 und 18 des angefochtenen Gesetzes): B.3.1 - B.12.6;

2. die Klagegründe, die sich auf die von den Rechtsuchenden zu entrichtenden Beiträge beziehen (Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes): B.13.1 - B.17.4;

3. die Klagegründe, die sich auf die Rolle der Rechtsanwaltskammern bei der Bestellung der Leistungserbringer und der Überprüfung der Leistungen beziehen (Artikel 3 und 4 des angefochtenen Gesetzes): B.18.1 - B.28;

4. die Klagegründe, die sich auf den Vergütungsanspruch der Rechtsanwälte beziehen (Artikel 7 und 9 des angefochtenen Gesetzes): B.29 - B.34;

5. den Klagegrund, der sich auf das Monopol der belgischen Rechtsanwaltskammern für die Leistungen des weiterführenden juristischen Beistands bezieht (Artikel 3, 5 und 7 des angefochtenen Gesetzes): B.35 - B.37;

6. den Klagegrund, der sich auf das Recht von Ausländern, deren Aufenthalt nicht gestattet ist, auf Gerichtskostenhilfe bezieht (Artikel 17 des angefochtenen Gesetzes): B.38.1 - B.44;

7. die Klagegründe, die sich auf das Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes beziehen (Artikel 19 des angefochtenen Gesetzes): B.45.1 - B.48.

In Bezug auf die Klagegründe, die sich auf den Begriff « Existenzmittel » beziehen

B.3.1. Durch Artikel 5 Nr. 1 und 3 des angefochtenen Gesetzes vom 6. Juli 2016 werden an Artikel 508/13 des Gerichtsgesetzbuches folgende Abänderungen vorgenommen:

« 1. In Absatz 1 werden die Wörter *éderen Einkommen ungenügend ist* durch die Wörter *deren Existenzmittel ungenügend sind* ersetzt;

[...]

3. Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:

Der König bestimmt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass den Umfang dieser Existenzmittel, welche Belege vorgelegt werden müssen und welche Personen mit denen gleichgestellt werden, deren Existenzmittel ungenügend sind. ;

[...] ».

Der angefochtene Artikel 7 ersetzt Artikel 508/17 des Gerichtsgesetzbuches. Diese Bestimmung sieht in Paragraph 2 vor, dass der Begünstigte des teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands verpflichtet ist, einen Beitrag « im Verhältnis zu seinen Existenzmitteln » zu entrichten, und dass der König die Höhe dieses Beitrags « im Verhältnis zu den Existenzmitteln » festlegt.

Der angefochtene Artikel 13 ersetzt in den Artikeln 508/22 Absatz 1 und 508/23 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches das Wort « Einkommensbedingungen » durch die Wörter « Bedingungen in Bezug auf die Existenzmittel ».

Der angefochtene Artikel 14 ersetzt in Artikel 508/25 des Gerichtsgesetzbuches die Wörter « ein ungenügendes Einkommen » durch die Wörter « ungenügende Existenzmittel ».

Der angefochtene Artikel 15 ersetzt in Artikel 664 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches das Wort « Einkünfte » durch das Wort « Existenzmittel ».

Der angefochtene Artikel 16 ersetzt Artikel 667 des Gerichtsgesetzbuches über die Gerichtskostenhilfe. Gemäß Absatz 1 der neuen Bestimmung wird Gerichtskostenhilfe Personen belgischer Staatsangehörigkeit gewährt, wenn sie nachweisen, dass ihre Existenzmittel ungenügend sind.

Der angefochtene Artikel 18 ersetzt in den Artikeln 669, 677 Absatz 1, 693 Absatz 1 und 699ter des Gerichtsgesetzbuches den Begriff « Einkünfte » jeweils durch den Begriff « Existenzmittel ».

B.3.2. Aus diesen Änderungen ergibt sich, dass der Zugang zum weiterführenden juristischen Beistand und zur Gerichtskostenhilfe nunmehr den Nachweis voraussetzt, dass der Antragsteller nicht über genügend « Existenzmittel » verfügt, um die Dienste seines Rechtsanwalts zu bezahlen und um die Gerichtskosten nach den geltenden Regeln und Gebührenordnungen zu entrichten.

B.3.3. In der Begründung ist zu diesen Bestimmungen angegeben:

« Par ailleurs, un contrôle plus adéquat des moyens d'existence du demandeur sera mis en place.

Le système actuel d'examen des ressources laisse apparaître que nombre de celles-ci ne sont pas suffisamment prises en compte, et notamment les revenus de biens immobiliers, les revenus de biens mobiliers, ou l'épargne en tant que telle.

Ainsi, les textes du Code judiciaire relatifs aux conditions financières d'accès à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire seront harmonisés et feront référence à la notion de 'moyens d'existence'. De même, l'arrêté royal du 18 décembre 2003 déterminant les conditions de la gratuité totale ou partielle du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire (MB 24 décembre 2003) sera également modifié afin de prendre en compte l'ensemble des moyens d'existence du bénéficiaire.

L'examen de l'ensemble des moyens d'existence des demandeurs permettra ainsi d'assurer l'aide juridique à ceux qui en ont besoin, et permettra de faire échec à ce bénéfice pour ceux qui disposent, en réalité, d'un accès à la justice par la voie traditionnelle » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 6).

Es wird ebenfalls dargelegt, dass die Änderungen einer Vereinheitlichung der Begriffe dienen:

« Même si le présent projet entend recourir au concept unique de 'ressources' et [...] l'utiliser à la fois pour l'aide juridique et l'assistance judiciaire, il convient cependant d'aligner également les versions linguistiques.

En effet, la version française actuelle de l'article 508/13 utilise le concept de 'ressources', ce qui est en concordance avec le but du présent projet. Toutefois, en néerlandais, le terme 'inkomsten' ne reflète pas exactement la notion de 'ressources'. C'est pourquoi il est fait appel à la notion de 'bestaansmiddelen' en néerlandais. En vue d'une traduction harmonieuse, on utilisera dorénavant les mots 'moyens d'existence' en français plutôt que 'ressources', ce qui s'accorde tout aussi bien au but visé par le présent projet » (*ibid.*, p. 11).

Zu der in Artikel 508/13 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches vorgenommenen Ermächtigung des Königs präzisiert die Begründung:

« [...] c'est l'arrêté royal du 18 décembre 2003 déterminant les conditions de la gratuité totale ou partielle du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire qui met en œuvre cet article et qui précise les éléments du patrimoine à prendre en compte pour pouvoir bénéficier de l'aide juridique. Cet arrêté devra être modifié afin de pouvoir tenir compte de tous les moyens d'existence du bénéficiaire comme par exemple les revenus professionnels, les revenus de biens immobiliers, les revenus des biens mobiliers et divers, les capitaux, les avantages, le bien immobilier à l'exception de sa propre et unique habitation, etc. » (*ibid.*).

B.3.4. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hat zu der angefochtenen begrifflichen Änderung angemerkt:

« On peut toutefois se demander si cette adaptation terminologique suffit pour déterminer avec toute la clarté voulue les éléments de la situation financière de l'intéressé qui doivent être pris en considération pour décider ou non d'accorder l'aide juridique de deuxième ligne. Ainsi peut-on se demander si et, le cas échéant, dans quelle mesure ou de quelle manière des éléments du patrimoine peuvent être pris en compte dans le calcul des moyens d'existence » (*ibid.*, p. 49).

B.4.1. Die Beschwerdegründe beziehen sich auf die Verletzung des Gesetzmäßigkeitsgrundsatzes auf dem Gebiet des Rechts auf juristischen Beistand, der insbesondere durch Artikel 23 der Verfassung garantiert wird (erster Klagegrund in den beiden Rechtssachen), den Verstoß gegen die Stillhalteverpflichtung auf dem Gebiet des Rechts auf juristischen Beistand, die in Artikel 23 der Verfassung enthalten ist (fünfter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6596 und sechster Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598), die Verletzung des Gesetzmäßigkeitsgrundsatzes auf dem Gebiet des Rechts auf Schutz des Privatlebens (zweiter und dritter Klagegrund in den beiden Rechtssachen) und die Verletzung des Rechts auf Schutz des Privatlebens und der Verteidigungsrechte (neunter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6596 und elfter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598).

B.4.2. Der Gerichtshof prüft zunächst die Klagegründe, insofern sie aus einem Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung an sich oder in Verbindung mit Artikel 13 der Verfassung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet sind.

B.5.1. Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

[...]

2. das Recht auf soziale Sicherheit, auf Gesundheitsschutz und auf sozialen, medizinischen und rechtlichen Beistand;

[...] ».

B.5.2. Indem das Recht auf juristischen Beistand in dem vorerwähnten Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 parallel zu dem Recht auf sozialen und medizinischen Beistand verankert wurde, wollte der Verfassungsgeber in erster Linie « die Menschen in einer Notlage schützen ».

In den Vorarbeiten heißt es:

« Dieser Artikel geht jedoch weiter und soll insbesondere mehr Wohlbefinden gewährleisten. Der Mangel an Rechtskenntnissen oder die unzureichende Fähigkeit, sich in der Gesellschaft zu verteidigen, dürfen nicht zur Folge haben, dass dem Einzelnen die Inanspruchnahme eines Rechtes oder die Möglichkeit, sich zu verteidigen, verwehrt wird » (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1991-1992, Nr. 100-2/1°, S. 11, und Nr. 100-2/3°, S. 19).

B.5.3. Artikel 23 enthält somit in diesem Bereich eine Stillhalteverpflichtung, durch die es dem zuständigen Gesetzgeber verboten ist, das durch die geltende Gesetzgebung gebotene Schutzniveau erheblich zu verringern, ohne dass es hierzu Gründe des Allgemeininteresses gibt.

B.5.4. Außerdem ist in Artikel 23 der Verfassung vorgesehen, dass das Gesetz, das Dekret oder die Regel die Bedingungen für die Ausübung des Rechts auf rechtlichen Beistand bestimmen.

Diese Verfassungsbestimmung untersagt es dem Gesetzgeber jedoch nicht, der ausführenden Gewalt Befugnisse zu übertragen, soweit sie sich auf die Ausführung von Maßnahmen beziehen, deren Gegenstand der Gesetzgeber festgelegt hat. Sie erlegt es dem Gesetzgeber daher nicht auf, alle wesentlichen Bestandteile des Rechts auf juristischen Beistand zu regeln, und untersagt es ihm nicht, die ausführende Gewalt zu ermächtigen, diese zu regeln.

B.5.5. Im vorliegenden Fall bemängeln die klagenden Parteien sowohl einen bedeutenden Rückschritt beim Schutz des Rechts auf juristischen Beistand und auf Gerichtskostenhilfe, der gegen die in Artikel 23 der Verfassung enthaltene Stillhalteverpflichtung verstoße (fünfter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6596 und sechster Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598), als auch eine Verletzung des Gesetzmäßigkeitsgrundsatzes, der in dieser Bestimmung garantiert ist, insofern es der Bedingung für die Ausübung des Rechts auf juristischen Beistand und auf Gerichtskostenhilfe an Präzision mangle und sie Gegenstand einer zu weit gehenden Ermächtigung der ausführenden Gewalt sei (erster Klagegrund in den beiden Rechtssachen).

B.6.1. Artikel 13 der Verfassung bestimmt:

« Niemand darf gegen seinen Willen seinem gesetzlichen Richter entzogen werden ».

Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« (1) Jedermann hat Anspruch darauf, dass seine Sache in billiger Weise öffentlich und innerhalb einer angemessenen Frist gehört wird, und zwar von einem unabhängigen und unparteiischen, auf Gesetz beruhenden Gericht, das über zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen oder über die Stichhaltigkeit der gegen ihn erhobenen strafrechtlichen Anklage zu entscheiden hat. Das Urteil muss öffentlich verkündet werden, jedoch kann die Presse und die Öffentlichkeit während der gesamten Verhandlung oder eines Teils derselben im Interesse der Sittlichkeit, der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit in einem demokratischen Staat ausgeschlossen werden, oder wenn die Interessen von Jugendlichen oder der Schutz des Privatlebens der Prozessparteien es verlangen oder, und zwar unter besonderen Umständen, wenn die öffentliche Verhandlung die Interessen der Gerechtigkeit beeinträchtigen würde, in diesem Falle jedoch nur in dem nach Auffassung des Gerichts erforderlichen Umfang.

[...]

(3) Jeder Angeklagte hat mindestens (insbesondere) die folgenden Rechte:

[...]

c) sich selbst zu verteidigen oder den Beistand eines Verteidigers seiner Wahl zu erhalten und, falls er nicht über die Mittel zur Bezahlung eines Verteidigers verfügt, unentgeltlich den Beistand eines Pflichtverteidigers zu erhalten, wenn dies im Interesse der Rechtspflege erforderlich ist;

[...] ».

Artikel 13 der Verfassung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantieren das Recht auf richterliches Gehör.

B.6.2. In Strafsachen gehört der unentgeltliche Beistand eines Rechtsanwalts für Angeklagte, denen die Mittel zu seiner Bezahlung fehlen, aufgrund des vorerwähnten Artikels 6 Nr. 3 direkt zum Recht auf ein faires Verfahren. In anderen als Strafsachen kann der unentgeltliche Beistand eines Rechtsanwalts unter bestimmten Umständen ebenfalls eine Voraussetzung für den Genuss dieses Grundrechts sein (EuGHMR, 9. Oktober 1979, *Airey* gegen Irland, § 26; 16. Juli 2002, *P.C. und S.* gegen Vereinigtes Königreich, § 100; 15. Februar 2005, *Steel und Morris* gegen Vereinigtes Königreich, § 72; 27. Juni 2006, *Tabor* gegen Polen, § 47).

B.6.3. Die Gerichtskostenhilfe, insofern sie bestimmte Rechtsuchende von der Zahlung der Kosten befreit, die für sie ein Hindernis für den Zugang zu einem Richter darstellen könnten, fällt ebenfalls in den Anwendungsbereich von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention (EuGHMR, 12. Juni 2007, *Bakan* gegen Türkei, § § 77 und 78; 10. März 2009, *Anakomba Yula* gegen Belgien, § 32).

B.6.4. Daraus ergibt sich, dass der juristische Beistand und die Gerichtskostenhilfe für diejenigen, die nicht über genügend Mittel verfügen, um die mit dem Führen eines Gerichtsverfahrens verbundenen Kosten zu tragen, ein grundlegender Bestandteil des Rechts auf ein faires Verfahren ist.

B.7.1. Wie aus den in B.3.3 erwähnten Auszügen aus den Vorarbeiten zu den angefochtenen Bestimmungen hervorgeht, hat der Gesetzgeber durch die Wahl des Begriffs der ungenügenden Existenzmittel eine der Bedingungen für die Wahrnehmung des Rechts auf juristischen Beistands und Gerichtskostenhilfe bestimmt und hat daher den Gegenstand der dem König erteilten Ermächtigung ausreichend bestimmt. Es kann angenommen werden, dass der Gesetzgeber sich angesichts der technisch komplizierten Materie und der Vielfalt der Situationen sowie der Notwendigkeit, die Schwellen, unter denen davon auszugehen ist, dass eine Person nicht über die genügenden Existenzmittel verfügt, um die durch ein Gerichtsverfahren verursachten Kosten selbst zu tragen, nicht veranlasst sah, selbst die Art und den Umfang der zu berücksichtigenden Existenzmittel im Einzelnen festzulegen.

B.7.2. Insofern sie den König ermächtigen, die Art und den Umfang der Existenzmittel zu bestimmen, die für die Gewährung des juristischen Beistands und der Gerichtskostenhilfe zu berücksichtigen sind, verstoßen die angefochtenen Bestimmungen nicht gegen den in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz.

Da der Beschwerdegrund, der von den in den beiden Rechtssachen klagenden Parteien in ihrem ersten Klagegrund dargelegt wird, ausschließlich die Vereinbarkeit der Ermächtigung des Königs mit dem Gesetzmäßigkeitsgrundsatz betrifft, kann die Prüfung der angefochtenen Bestimmungen hinsichtlich der anderen von den klagenden Parteien in diesem Klagegrund geltend gemachten Vorschriften nicht zu einer anderen Schlussfolgerung führen.

Der erste Klagegrund in den beiden Rechtssachen ist unbegründet.

B.8.1. Mit ihrem fünften (Rechtssache Nr. 6596) und sechsten (Rechtssache Nr. 6598) Klagegrund werfen die klagenden Parteien den angefochtenen Bestimmungen im Wesentlichen vor, gegen die Stillhalteverpflichtung, die in Artikel 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 der Verfassung und mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention enthalten ist, zu verstoßen.

B.8.2. Indem der Gesetzgeber die Wörter « Einkommen » oder « Einkünfte », die alle beide mit « inkomsten » ins Niederländische übersetzt wurden, durch den Ausdruck « Existenzmittel », übersetzt mit « bestaansmiddelen », in den Gesetzesbestimmungen zu den Bedingungen für die Ausübung des Rechts auf juristischen Beistand und Gerichtskostenhilfe ersetzt hat, will er nicht nur die verwendeten Begriffe harmonisieren, sondern auch den juristischen Beistand und die Gerichtskostenhilfe den Rechtsuchenden vorbehalten, die sie wirklich benötigen:

« C'est ainsi que, pour l'octroi de l'aide gratuite ou non, il est tenu compte de tous les moyens d'existence dont dispose le justiciable, sans se limiter à ses revenus, comme c'est le cas aujourd'hui. [...] En considérant toutes les ressources du justiciable lors de l'octroi de la gratuité complète ou non, l'aide juridique reste assurée pour ceux qui en ont réellement besoin » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 6).

Durch die angefochtenen Bestimmungen können somit Rechtsuchende von dem Genuss dieses Rechts ausgeschlossen werden, die früher einen Anspruch darauf gehabt hätten.

B.8.3. Die Zielsetzung, mit der der Fortbestand des Systems des juristischen Beistands zugunsten der bedürftigsten Rechtsuchenden gesichert werden soll (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, S. 4; DOC 54-1819/003, S. 6), kann in Anbetracht der Haushaltszwänge, denen die öffentlichen Behörden ausgesetzt sind, als berechtigt angesehen werden und kann daher einen Grund des Allgemeininteresses darstellen.

Die zu diesem Zweck ergriffenen Maßnahmen sind jedoch mit den Anforderungen, die sich aus Artikel 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention herleiten, nur unter der Voraussetzung vereinbar, dass sie wirklich den Zugang zu juristischem Beistand und zu Gerichtskostenhilfe für die Rechtsuchenden gewährleisten, denen unter Berücksichtigung der gesamten Kosten, die durch ein Gerichtsverfahren verursacht werden, ohne diesen Beistand und diese Hilfe das Recht auf Zugang zu einem Richter und das Recht auf ein faires Verfahren verwehrt oder schwer behindert werden würde.

B.8.4. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Art und der Umfang der Existenzmittel vom König so bestimmt werden müssen, dass wirklich sichergestellt ist, dass alle Rechtsuchenden, die ohne den juristischen Beistand und ohne Gerichtskostenhilfe keinen Zugang zu einem Richter hätten oder für die das Grundrecht auf ein faires Verfahren nicht gewährleistet wäre, als Personen gelten, die nicht über genügend Existenzmittel verfügen. In dieser Hinsicht muss der Begriff der Existenzmittel vom König in einer Weise umschrieben werden, dass er nur die Einkünfte und die Elemente des Vermögens des Rechtsuchenden berücksichtigt, die es ihm tatsächlich erlauben, die Gerichtskosten und Rechtsanwalts honorare zu begleichen, und dass die Elemente nicht unter ihn fallen, die zwar Mittel darstellen, die es dem Rechtsuchenden und seiner Familie gestatten, ihren Lebensunterhalt zu bestreiten, ihm aber nicht dabei helfen, die unvorhergesehenen und außerordentlichen Kosten, die durch ein Gerichtsverfahren verursacht werden, zu bewältigen. Es obliegt dem König, unter der Kontrolle des zuständigen Richters nicht nur die Art der zu berücksichtigenden Existenzmittel, sondern auch ihre Höhe präzise zu bestimmen, um die Einhaltung der Stillhalteverpflichtung, die in Artikel 23 der Verfassung enthalten ist, zu gewährleisten.

B.8.5. Die angefochtenen Bestimmungen verletzen für sich allein genommen die in Artikel 23 enthaltene Stillhalteverpflichtung nicht.

B.8.6. Im Übrigen wird der Kritik der klagenden Parteien an der mit dem Begriff der Existenzmittel verbundenen Rechtsunsicherheit und an den unterschiedlichen Behandlungen der Rechtsuchenden je nach der Art und Weise, in der der Begriff ausgelegt werde, durch die Auslegung dieses Begriffs entgegengewirkt, die vom König unter der Kontrolle des zuständigen Richters festgelegt werden muss. Schließlich gehört die Kritik in Bezug auf die Verletzung des Rechts auf ein faires Verfahren im Zusammenhang mit einem eventuellen Desinteresse von freiwilligen Rechtsanwälten, die Leistungen aufgrund des juristischen Beistands zu übernehmen, zum Bereich der Durchführung des Gesetzes und fällt aus diesem Grund nicht in die Zuständigkeit des Gerichtshofs.

B.8.7. Da der von den klagenden Parteien in diesen Klagegründen dargelegte Beschwerdegrund ausschließlich die Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmungen mit der in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Stillhalteverpflichtung auf dem Gebiet des juristischen Beistands betrifft, kann die Prüfung der angefochtenen Bestimmungen hinsichtlich der anderen von den klagenden Parteien in diesen Klagegründen geltend gemachten Vorschriften nicht zu einer anderen Schlussfolgerung führen.

Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6596 und der sechste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 sind unbegründet.

B.9.1. Der zweite und dritte Klagegrund in den beiden Rechtssachen sind aus einer Verletzung des in Artikel 22 der Verfassung enthaltenen Gesetzmäßigkeitsgrundsatzes, der das Recht auf Achtung des Privatlebens garantiert, in Verbindung mit den Artikeln 10, 11, 23, 33, 37, 105, 106 und 108 der Verfassung, mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 26 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte, mit den Artikeln 20 und 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit den allgemeinen Grundsätzen der Gesetzmäßigkeit, des rechtmäßigen Vertrauens und der Rechtssicherheit abgeleitet.

B.9.2. Die klagenden Parteien bemängeln an den angefochtenen Bestimmungen, insofern sie die Begriffe « Einkommen » beziehungsweise « Einkünfte » durch den Begriff « Existenzmittel » ersetzen, insofern sie den König ermächtigen, den Umfang der Existenzmittel zu bestimmen, die für die Gewährung oder Ablehnung des Anspruchs auf juristischen Beistand und auf Gerichtskostenhilfe zu berücksichtigen sind, und insofern sie bewirken, dass die Büros für juristischen Beistand die Existenzmittel eines Rechtsuchenden konkret überprüfen müssen, dass sie zu einem Verstoß gegen den mit dem Recht auf Achtung des Privatlebens verbundenen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz sowie zu einer Verletzung des Grundsatzes der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung führen würden.

B.10.1. Indem Artikel 22 der Verfassung dem zuständigen Gesetzgeber die Befugnis zur Festlegung vorbehält, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen ein Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens erfolgen darf, gewährleistet er jedem Bürger, dass ein Eingriff in dieses Recht ausschließlich nach Regeln stattfinden darf, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden.

Eine Übertragung auf eine andere Gewalt widerspricht ebenfalls nicht dem Gesetzmäßigkeitsgrundsatz, soweit die Ermächtigung hinreichend präzise umschrieben ist und sich auf die Umsetzung von Maßnahmen bezieht, deren wesentliche Elemente vorher durch den Gesetzgeber festgelegt wurden.

Neben dem formellen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz ergibt sich aus Artikel 22 der Verfassung ebenso die Verpflichtung, dass der Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens durch eine eindeutige und hinreichend genaue Wortwahl formuliert wird, die es ermöglicht, die Fälle vorherzusehen, in denen der Gesetzgeber einen solchen Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens erlaubt.

B.10.2. Indem der Gesetzgeber dem König die Befugnis übertragen hat, die Art und den Umfang der Existenzmittel festzulegen, die bei der Gewährung des unentgeltlichen oder teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands zu berücksichtigen sind, hat er die wesentlichen Elemente der Regelung festgelegt, zu deren Annahme er ihn ermächtigt. Außerdem betrifft der vom Gesetzgeber erlaubte Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens nur den Fall, dass ein Rechtsuchender beantragt, in den Genuss des teilweise oder vollständig unentgeltlichen juristischen Beistands zu kommen, sowie den Fall, dass ein Rechtsuchender beantragt, in den Genuss der Gerichtskostenhilfe zu kommen. Diese Fälle sind durch das angefochtene Gesetz ausreichend präzise und vorhersehbar abgegrenzt.

Im Übrigen obliegt es dem König, unter der Kontrolle des zuständigen Richters die Art und den Umfang der zu berücksichtigenden Existenzmittel ohne ungerechtfertigten Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens der betreffenden Rechtsuchenden zu bestimmen.

B.11.1. Der Rechtsuchende, der den juristischen Beistand und die Gerichtskostenhilfe in Anspruch nehmen möchte, weiß, dass er zur Geltendmachung dieses Rechts nachweisen muss, dass auf ihn die Bedingungen zutreffen, die vom Gesetzgeber für deren Inanspruchnahme festgelegt wurden. Zu diesen zählt die Bedingung, nicht über genügend Existenzmittel zu verfügen. Die Überprüfung dieser Bedingung durch die Büros für juristischen Beistand bringt ebenso wie die frühere Überprüfung der Bedingung, keine Einkünfte zu haben, die eine bestimmte Obergrenze übersteigen, einen unvermeidbaren Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens des betreffenden Rechtsuchenden mit sich. Ein solcher Eingriff ist jedoch durch das verfolgte Ziel gerechtfertigt, nämlich den Zugang zum Recht und das Recht auf ein faires Verfahren für die Rechtsuchenden sicherzustellen, für die ohne diesen Beistand diese Grundrechte nicht gewährleistet werden könnten.

B.11.2. Wie in B.8.4 erwähnt, obliegt es dem König, unter der Kontrolle des zuständigen Richters die Art und den Umfang der zu berücksichtigenden Existenzmittel präzise zu umschreiben. Da der Begriff der Existenzmittel in den Rechtsvorschriften unter Beachtung der sich aus Artikel 23 der Verfassung herleitenden Erfordernisse definiert werden muss, entbehrt der Eingriff durch die Büros für juristischen Beistand in das Recht auf Achtung des Privatlebens, der durch die Durchführung des Rechts auf juristischen Beistand und auf Gerichtskostenhilfe verursacht wird, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.11.3. In Bezug auf den Beschwerdegrund der klagenden Parteien bezüglich der Ermächtigung der Büros für juristischen Beistand, die Belege der Rechtsuchenden aufzubewahren (zweiter Teil des dritten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen), ist anzumerken, dass er sich auf Artikel 508/13 Absatz 4 des Gerichtsgesetzbuches bezieht, der durch das angefochtene Gesetz nicht geändert wurde.

B.11.4. Schließlich sollte durch die Definition des Begriffs der Existenzmittel durch den König und durch die Rolle der Rechtsanwaltskammern, die ermächtigt sind, Verhaltensregeln zu erstellen, um die Praxis der verschiedenen Büros für juristischen Beistand zu vereinheitlichen, vermieden werden, dass die Rechtsuchenden in Bezug auf das Recht auf juristischen Beistand oder auf Gerichtskostenhilfe oder auch in Bezug auf die Aufbewahrungsmodalitäten der Belege unterschiedlich behandelt werden.

B.11.5. Der zweite und dritte Klagegrund in den beiden Rechtssachen sind unbegründet.

B.12.1. Die klagenden Parteien leiten noch einen neunten (in der Rechtssache Nr. 6596) und einen elften (in der Rechtssache Nr. 6598) Klagegrund aus der Verletzung des Rechts auf Achtung des Privatlebens, der Verteidigungsrechte des Rechtsuchenden und des Grundsatzes der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung durch dieselben Bestimmungen ab. Sie bemängeln an den angefochtenen Bestimmungen, dass sie den Rechtsanwalt, der im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands Leistungen erbringt, verpflichteten, einen Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens des Rechtsuchenden vorzunehmen, um zu überprüfen, ob er über Existenzmittel verfügt, die über dem liegen, was der König für den Zugang zum weiterführenden juristischen Beistand und für die Gerichtskostenhilfe festgelegt hat. Sie sind der Auffassung, dass dieser Eingriff die Gefahr einer Verletzung der Unabhängigkeit des Rechtsanwalts (erster Teil des Klagegrunds in den beiden Rechtssachen und vierter Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6596), eine unverhältnismäßige Abweichung vom Grundsatz des Berufsgeheimnisses des Rechtsanwalts (zweiter Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6596 und dritter Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6598), eine Gefahr, Interessenkonflikte bei den Rechtsanwälten zu fördern (dritter Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6596 und vierter Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6598) und ungerechtfertigte Ungleichbehandlungen der Rechtsuchenden, je nachdem, ob sie in der Lage sind, ihren Rechtsanwalt selbst zu bezahlen und keinen Eingriff seinerseits in ihr Recht auf Achtung ihres Privatlebens hinnehmen müssen, oder ob sie den weiterführenden juristischen Beistand in Anspruch nehmen müssen (fünfter Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6596 und zweiter Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6598) mit sich bringe.

B.12.2. Wie in B.11.1 und B.11.2 erwähnt, ist der Eingriff in das Recht auf Achtung seines Privatlebens, den ein Rechtsuchender hinnehmen muss, der das System des weiterführenden juristischen Beistands in Anspruch nimmt, grundsätzlich durch die von ihm verfolgte Zielsetzung gerechtfertigt. Diese Rechtfertigung ist dieselbe, unabhängig davon, ob man der Ansicht ist, dass der Eingriff vom Büro für juristischen Beistand ausgeht, das prüft, ob die Bedingungen für die Gewährung des juristischen Beistands vorliegen, oder dass er vom Rechtsanwalt ausgeht, der bestellt oder von dem Rechtsuchenden gewählt wurde, und der seinen Klienten bei den erforderlichen Schritten begleitet, um seine Bestellung im Rahmen des juristischen Beistands zu erwirken.

B.12.3. Ebenso ist die sich daraus ergebende unterschiedliche Behandlung der Rechtsuchenden, je nachdem, ob sie den weiterführenden juristischen Beistand in Anspruch nehmen oder nicht, durch die mit dem System des juristischen Beistands verfolgte Zielsetzung vernünftigerweise gerechtfertigt.

B.12.4. Im Übrigen unterliegen alle Informationen, die dem Rechtsanwalt über die Existenzmittel des Antragstellers anvertraut werden, dem Berufsgeheimnis, an das er sowie die Mitglieder des Büros für juristischen Beistand, die die Akten bearbeiten, nach Artikel 458 des Strafgesetzbuches gebunden sind, sodass die angefochtenen Bestimmungen das Berufsgeheimnis der Rechtsanwälte nicht verletzen.

B.12.5. Schließlich ist die Gefahr von Interessenkonflikten des Rechtsanwalts, der aufgrund des weiterführenden juristischen Beistands tätig wird, sofern sie denn nachgewiesen werden könnte, seit der Verabschiedung der angefochtenen Bestimmungen nicht größer als sie es vorher war und fällt in den Bereich der Berufspflichten des Rechtsanwalts, die von den Standesbehörden kontrolliert werden.

B.12.6. Der neunte (in der Rechtssache Nr. 6596) und elfte (in der Rechtssache Nr. 6598) Klagegrund sind unbegründet.

In Bezug auf die Klagegründe bezüglich der vom Rechtsuchenden geschuldeten Beiträge

B.13.1. Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes ersetzt Artikel 508/17 des Gerichtsgesetzbuches durch die folgende Bestimmung:

« Art. 508/17. « § 1. Erfüllt der Antragsteller die Bedingungen, um den teilweise oder vollständig unentgeltlichen weiterführenden juristischen Beistand zu erhalten, bestellt das Büro für juristischen Beistand einen Rechtsanwalt, der auf der in Artikel 508/7 erwähnten Liste steht.

Außer wenn mehrere Rechtsanwälte nacheinander bestellt werden, gibt jede Bestellung Anlass zum Erhalt seitens des Rechtsanwalts eines Pauschalbeitrags zu Lasten des Begünstigten.

Der Begünstigte muss ferner zugunsten seines Rechtsanwalts einen Pauschalbeitrag pro Instanz für jedes Streitverfahren entrichten, in der Letzterer ihm beisteht oder ihn vertritt.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass den Betrag der in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Beiträge fest, wobei dieser nicht unter 10 EUR und nicht über 50 EUR liegen darf.

§ 2. Der Begünstigte des teilweise unentgeltlichen weiterführenden juristischen Beistands entrichtet neben den in § 1 erwähnten Beiträgen einen Beitrag, dessen Höhe im Verhältnis zu seinen Existenzmitteln festgelegt wird, außer wenn mehrere Rechtsanwälte nacheinander bestellt werden. Der König legt die Höhe des Beitrags im Verhältnis zu den Existenzmitteln fest.

§ 3. Der Rechtsanwalt nimmt seinen Auftrag erst wahr, sobald er die Zahlung der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Beiträge erhalten hat, außer im Fall der in den Paragraphen 4 oder 5 erwähnten Freistellung oder falls der Rechtsanwalt auf den Erhalt der Zahlung der Beiträge verzichtet oder eine Zahlungsfrist gewährt.

§ 4. Keiner der in § 1 erwähnten Beiträge wird geschuldet:

1. wenn die Person das Alter von achtzehn Jahren nicht erreicht hat,
2. von der Person eines Geisteskranken, was das Verfahren im Rahmen des Gesetzes vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken betrifft, und von der internierten Person, was das Verfahren im Rahmen des Gesetzes vom 5. Mai 2014 über die Internierung von Personen betrifft,
3. in Strafsachen, von Personen, die in den Genuss des vollständig unentgeltlichen weiterführenden juristischen Beistands gekommen sind,
4. wenn die Person ein Verfahren zwecks Anerkennung der Eigenschaft eines Staatenlosen einleitet,
5. wenn die Person einen Asylantrag einreicht,
6. wenn die Person ein Verfahren gegen einen Rückkehrbeschluss oder ein Einreiseverbot einleitet,
7. wenn die Person ein Verfahren der kollektiven Schuldenregelung einleitet,
8. wenn die Person über keinerlei Existenzmittel verfügt.

Der König kann zusätzliche Freistellungen von der Zahlung der in § 1 erwähnten Beiträge festlegen.

§ 5. Unbeschadet des Paragraphen 4 entscheidet das Büro für juristischen Beistand durch eine mit Gründen versehene Entscheidung und auf Antrag des Antragstellers oder des Begünstigten des juristischen Beistands auf vollständige oder teilweise Freistellung von der Zahlung der in § 1 erwähnten Beiträge, wenn es der Meinung ist:

1. dass die Anhäufung der Verfahren, für die ein Beitrag geschuldet ist, den Zugang zum Recht seitens des Antragstellers oder des Begünstigten des weiterführenden juristischen Beistands schwer behindern würde oder zu einem ungerechten Prozess führen würde, oder
2. dass die Zahlung der Beiträge den Zugang zum Recht seitens des Antragstellers oder des Begünstigten des weiterführenden juristischen Beistands schwer behindern würde oder zu einem ungerechten Prozess führen würde.

Das Büro für juristischen Beistand führt eine Liste, die eine Beschreibung der Fälle, in denen eine in Absatz 1 erwähnte Freistellung gewährt worden ist, die Gesamtanzahl gewährter Freistellungen und den Gesamtbetrag, den diese Freistellungen darstellen, enthält.

Das Büro für juristischen Beistand übermittelt dem Präsidenten der Rechtsanwaltskammer diese Liste. Der Präsident der Rechtsanwaltskammer teilt diese Liste den in Artikel 488 erwähnten Behörden mit, die ihrerseits dem Minister der Justiz einmal pro Jahr die Listen aller Rechtsanwaltschaften zusammen mit der Gesamtzahl der Punkte in Anwendung von Artikel 508/19 § 2 Absatz 3 mitteilen.

§ 6. Wenn der Begünstigte sich in einem der in den Paragraphen 4 und 5 erwähnten Fälle von Freistellung von der Zahlung der Beiträge befindet, händigt das Büro für juristischen Beistand dem Begünstigten sowie dem Rechtsanwalt ein Dokument aus, das besagt, dass für diese Instanz und diese Bestellung kein Beitrag geschuldet wird ».

B.13.2. Paragraph 1 von Artikel 508/17 des Gerichtsgesetzbuches, der durch die angefochtene Bestimmung ersetzt wurde, erlegt dem Begünstigten des vollständig oder teilweise unentgeltlichen weiterführenden juristischen Beistands zwei Pauschalbeiträge auf, die direkt an den Rechtsanwalt zu zahlen sind, der seinen Fall übernimmt. Der erste Beitrag wird bei der Bestellung des Rechtsanwalts geschuldet. Der zweite Beitrag wird pro Instanz für jedes Streitverfahren geschuldet. Diese Beiträge müssen sowohl von den Rechtsuchenden, die eine Klage erheben, als auch von denen, die Beklagte sind, bezahlt werden. Für die Verpflichtung zur Entrichtung dieser Beiträge gelten Ausnahmen, die in Paragraph 4 der Bestimmung festgelegt sind und die sich entweder auf die Person des Rechtsuchenden oder auf die Art des geführten Verfahrens beziehen. Außerdem ist das Büro für juristischen Beistand nach Paragraph 5 derselben Bestimmung befugt, den Begünstigten des juristischen Beistands in bestimmten Fällen vollständig oder teilweise von der Zahlung der Beiträge freizustellen. Der Rechtsanwalt kann auch auf den Erhalt der Beiträge verzichten oder Zahlungsfristen gewähren. Die dem Rechtsanwalt geschuldeten Beiträge werden von der Entschädigung, die er für seine Tätigkeit im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands erhält, abgezogen, auch wenn er auf sie verzichtet hat.

B.13.3. In der Begründung ist zu der angefochtenen Maßnahme angegeben:

« En premier lieu, il sera ainsi demandé aux bénéficiaires de participer, de manière modique, au financement de l'aide juridique.

A l'exception de certains cas tenant compte de la précarité particulière du bénéficiaire, il sera prévu que des contributions financières forfaitaires seront demandées au bénéficiaire, d'abord au stade même de la désignation d'un avocat, ensuite au stade de la procédure.

Si la contribution pour la désignation d'un avocat revêtira un caractère symbolique, celle destinée à assurer la représentation ou l'assistance d'un bénéficiaire en justice sera légèrement plus conséquente, tout en restant modique, ceci afin de responsabiliser le bénéficiaire dans le choix de mener une procédure contentieuse qui, à l'heure actuelle, peut être diligentée pour des montants très nettement inférieurs aux coûts réels de la procédure à charge de la société ou alors que les chances de succès de la procédure sont inexistantes.

[...]

Si le droit pour le justiciable de faire appel à la justice doit indiscutablement être maintenu quel que soit le montant en jeu, ce choix sera néanmoins plus responsable et réfléchi par la conséquence financière qu'il implique » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, pp. 5-6).

« Le présent projet introduit le principe du paiement d'une contribution financière par la personne se trouvant dans les conditions pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne entièrement ou partiellement gratuite.

Cette mesure se situe à un double niveau.

Tout d'abord, le demandeur de l'aide juridique de deuxième ligne dont le bureau constate qu'il se trouve dans les conditions fixées à l'article 508/13 du Code judiciaire, devra s'acquitter auprès de l'avocat désigné d'une contribution modique pour la désignation de ce dernier.

Ensuite, et outre cette première contribution due pour toute désignation, une seconde contribution forfaitaire sera due pour chaque instance au sein de laquelle l'avocat désigné devra intervenir au nom du bénéficiaire. Il s'agit donc de prévoir le paiement d'un montant forfaitaire toutes les fois que le bénéficiaire introduit une procédure contentieuse ou est amené à se défendre dans le cadre d'une procédure contentieuse. La notion d'instance recouvre toute saisine d'une juridiction, à chaque degré de la procédure. Le paiement d'une nouvelle contribution sera donc demandé toutes les fois qu'une procédure est introduite. [...]

C'est la raison pour laquelle la personne qui bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne entièrement gratuite s'acquittera d'un montant forfaitaire minime pour la désignation d'un avocat et d'un montant forfaitaire si l'affaire est portée devant une juridiction. Outre ces deux contributions, le bénéficiaire de l'aide juridique de deuxième ligne partiellement gratuite s'acquittera de la contribution existante dont le montant est fixé en fonction de ses revenus.

[...]

Les montants fixés sont raisonnables afin de ne pas entraver le libre accès à la justice garanti par l'article 23 de la Constitution pour les personnes les plus démunies et des exceptions sont prévues afin de respecter les obligations internationales [...].

[...]

Le Roi peut déterminer des exemptions additionnelles au paiement de la contribution.

Enfin, le bureau d'aide juridique pourra dispenser, par une décision motivée, les bénéficiaires de l'aide juridique d'une contribution si le paiement entrave gravement leur accès à la justice ou rend le procès inéquitable. Les bureaux d'aide juridique doivent tenir compte de certains critères, comme la complexité de l'affaire, la législation applicable et la possibilité pour les parties de défendre elles-mêmes leur affaire » (*ibid.*, pp. 13-15).

In der Begründung ist auch dargelegt:

« La dissociation entre le paiement unique par désignation et le paiement d'une contribution par instance poursuit un triple objectif.

D'abord, elle permet d'encourager le recours aux modes alternatifs de résolution des conflits, en ce sens que la contribution due par instance concerne la procédure contentieuse. De cette manière on contribue à l'objectif du gouvernement de promouvoir la médiation.

Ensuite, elle permet de responsabiliser le bénéficiaire ainsi que l'avocat désigné et prévient des procédures inutiles.

Enfin, il faut ajouter, afin de répondre à une observation mentionnée dans l'avis du Conseil d'Etat, qu'il s'agit de manière plus fondamentale de prévoir l'introduction d'un principe général de paiement des contributions par tous les bénéficiaires de l'aide juridique de deuxième ligne, basé sur le principe de solidarité concernant tous les acteurs de l'aide juridique. Il importe dès lors peu que certaines procédures soient initiées par le ministère public, la partie adverse ou même par le juge dès lors que des exceptions ont été prévues afin d'éviter que de telles contributions entravent gravement l'accès à la justice.

Généralement la perception du montant de la désignation de l'avocat et du montant pour commencer une procédure sera [faite] en une fois. Toutefois dans certaines affaires, où une recherche préalable s'impose, il peut se passer un certain temps entre le moment où le montant pour la désignation de l'avocat est perçu et le moment où le montant pour le début d'une procédure est perçu. Au cas où l'avocat conseille de ne pas introduire de procédure, il va de soi que seulement le montant de la désignation de l'avocat sera dû » (*ibid.*, p. 16).

B.14.1. Die klagenden Parteien bemängeln eine Verletzung des Rechts auf ein faires Verfahren, insofern die Verpflichtung zur Entrichtung der Pauschalbeiträge ein Hindernis darstellen würde, um in den Genuss des weiterführenden juristischen Beistands zu kommen (erster Teil des sechsten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6596 und siebter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598), eine Verletzung der in Artikel 23 enthaltenen Stillhalteverpflichtung, insofern er das Recht auf juristischen Beistand garantiert (zweiter Teil derselben Klagegründe), sowie eine Verletzung des Grundsatzes der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung, insofern die angefochtene Bestimmung drei Ungleichbehandlungen schaffen würde, die nicht gerechtfertigt werden könnten (dritter bis fünfter Teil derselben Klagegründe).

B.14.2. Aus der Prüfung dieser Klagegründe geht hervor, dass sie nur gegen die Paragraphen 1 und 3 bis 6 von Artikel 508/17 des Gerichtsgesetzbuches in der durch die angefochtene Bestimmung ersetzten Form gerichtet sind.

B.14.3. Der Gerichtshof prüft zunächst den zweiten Teil dieser Klagegründe, der aus der Verletzung der in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Stillhalteverpflichtung, insofern er das Recht auf juristischen Beistand garantiert, abgeleitet ist.

B.15.1. Wie in B.5.3 erwähnt, enthält Artikel 23 auf dem Gebiet des juristischen Beistands eine Stillhalteverpflichtung, die es dem zuständigen Gesetzgeber untersagt, das durch die geltenden Rechtsvorschriften gebotene Schutzniveau in erheblichem Maße zu verringern, ohne dass hierfür Gründe des Allgemeininteresses vorliegen.

B.15.2. Vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmungen mussten die Begünstigten des vollständig unentgeltlichen juristischen Beistands keinen finanziellen Beitrag an den Rechtsanwalt entrichten, der bestellt wurde, um ihnen beizustehen oder sie zu vertreten, und die Begünstigten des teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands mussten keinen weitergehenden finanziellen Beitrag entrichten als den Beitrag, der aufgrund ihrer Einkünfte berechnet worden war. Die angefochtenen Bestimmungen, mit denen die Verpflichtung geschaffen wird, diese Beiträge zu entrichten, mit Ausnahme der in den Paragraphen 4 und 5 erwähnten Fälle, stellen somit einen Rückschritt beim Schutz des Rechts auf juristischen Beistand für die Personen dar, die aufgrund ihrer finanziellen Situation einen Anspruch auf vollständig oder teilweise unentgeltlichen Beistand haben.

B.15.3. Selbst wenn die angefochtenen finanziellen Beiträge vom Gesetzgeber als « bescheiden », « symbolisch » oder « gering » eingestuft wurden, kann ihre Höhe, die bis zu 50 EUR je Beitrag betragen kann und die sich je nach Zahl der eingeleiteten Verfahren über diesen Betrag hinaus erhöhen kann, als bedeutend für die Rechtsuchenden angesehen werden, die von dem unentgeltlichen oder teilweise unentgeltlichen juristischen Beistand abhängig sind und die naturgemäß nur geringe Existenzmittel haben. Es ist daher nicht möglich, zu dem Schluss zu gelangen, dass der durch die angefochtenen Bestimmungen vorgenommene Rückschritt für die betroffenen Rechtsuchenden nicht erheblich ist.

B.16.1. Wie aus den in B.13.3 erwähnten Vorarbeiten hervorgeht, sollen mit der Einführung der beiden finanziellen Beiträge die Begünstigten des weiterführenden juristischen Beistands an seiner Finanzierung beteiligt, soll die Nutzung von nicht streitigen Verfahren gefördert und soll von der Einleitung unnötiger Gerichtsverfahren abgehalten werden. Der Umstand, dass sie allen Rechtsuchenden, die von dem weiterführenden juristischen Beistand abhängig sind, und nicht nur denjenigen, die eine Klage erheben, auferlegt werden, trägt der Absicht des Gesetzgebers Rechnung, für eine Solidarität unter allen diesen Rechtsuchenden zu sorgen, unabhängig von ihrer Stellung im Verfahren.

B.16.2. Die Begünstigten des weiterführenden juristischen Beistands sind naturgemäß Personen, die nicht über genügend Existenzmittel verfügen, um selbst die mit ihrer Verteidigung vor Gericht verbundenen Kosten zu tragen. Mit dem Gesetz vom 23. November 1998 über den juristischen Beistand wurde der weiterführende juristische Beistand ausdrücklich zugunsten der « schwächsten gesellschaftlichen Gruppen » und der « Rechtsuchenden, die über ungenügende Einkünfte verfügen, » oder bestimmter Bevölkerungsgruppen wie der Kinder eingeführt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 549/14, S. 6). Aus den in B.8.2 erwähnten Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz geht außerdem hervor, dass dadurch, dass nunmehr alle Einkommen des Rechtsuchenden bei der Gewährung der vollständigen oder nicht vollständigen Unentgeltlichkeit berücksichtigt werden, "der juristische Beistand für diejenigen sichergestellt bleibt, die ihn tatsächlich benötigen ».

Durch die angefochtenen Bestimmungen wird also der Genuss dieses Rechts den Rechtsuchenden vorbehalten, die unter Berücksichtigung ihrer Existenzmittel die mit ihrer Verteidigung vor Gericht verbundenen Kosten nicht selbst tragen können.

B.16.3. Da es sich um einen Beistand handelt, der für Personen bestimmt ist, die nicht über die erforderlichen Mittel verfügen, um die Kosten für ihre Verteidigung vor Gericht selbst zu übernehmen, stellt es einen Widerspruch dar, eben diesen Personen einen finanziellen Beitrag mit dem Ziel aufzuerlegen, sie zur Finanzierung dieser Hilfe heranzuziehen.

Durch die Paragraphen 4 und 5 der angefochtenen Bestimmung, die Ausnahmen und Befreiungen von der Pflicht zur Zahlung von Pauschalbeiträgen vorsehen, kann zwar die Gefahr ausgeschlossen werden, dass die Zahlung dieser Beiträge den Zugang zum Recht für die Kategorien von Begünstigten des juristischen Beistands, die in ihnen genannt sind, behindert, aber durch sie wird die Situation der anderen Begünstigten nicht geändert, die wie sämtliche Begünstigte des weiterführenden juristischen Beistands naturgemäß Personen sind, die zu den besonders schwachen gesellschaftlichen Gruppen gehören und die aus diesem Grund in den Genuss des vollständig oder teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands kommen.

Daher stellt die Zielsetzung, die Begünstigten des weiterführenden juristischen Beistands an dessen Finanzierung zu beteiligen, keinen Grund des Allgemeininteresses dar, der für sich allein den erheblichen Rückschritt beim Schutz des Rechts auf juristischen Beistand rechtfertigen kann.

B.17.1. Die angefochtene Maßnahme beruht auch auf dem Ziel, die Nutzung von nicht streitigen Verfahren zu fördern und die Einleitung von unnötigen Gerichtsverfahren zu vermeiden.

Damit dieses Ziel als rechtmäßig und als ein Ziel angesehen werden kann, das den erheblichen Rückschritt beim Schutz des Rechts auf juristischen Beistand rechtfertigen kann, muss nachgewiesen sein, dass die Begünstigten, die einen Anspruch auf den weiterführenden juristischen Beistand haben, streitige Verfahren missbräuchlich oder zumindest in ungewöhnlich hoher Zahl anstrengen. In diesem Zusammenhang haben einige Beteiligte bei den Erörterungen im Justizausschuss festgestellt, dass der Gesetzentwurf auf « dem Irrglauben einer ungerechtfertigten übermäßigen Inanspruchnahme des juristischen Beistands » beruhe (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1819/003, S. 21). Bei den Anhörungen vor demselben Ausschuss war der Vertreter der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften der Auffassung, dass die Regierung sich « auf eine Prämisse, deren Richtigkeit nicht bewiesen ist, nämlich die übermäßige Inanspruchnahme der Justiz, » stütze (*ibd.*, S. 55), die Vertreterin der Plattform « Recht voor iedereen » hat betont, dass « der Gesetzentwurf auf der unrichtigen Annahme [beruhe], dass es eine übermäßige Inanspruchnahme der Justiz gibt, » (*ibd.*, S. 60) und der Vertreter der Plattform « Justice pour tous » vertrat die Meinung, dass die « Selbstbeteiligung eine schlechte Antwort auf eine falsche Frage ist », wenn es um die « Diskussion der angeblichen übermäßigen Inanspruchnahme des juristischen Beistands » gehe (*ibd.*, S. 62).

B.17.2. Außerdem ist der erste juristische Beistand einerseits dazu gedacht, als ein erster Filter zu wirken, indem nur jene Rechtsuchenden an den weiterführenden juristischen Beistand verwiesen werden, die dessen Inanspruchnahme benötigen, und andererseits gestattet es Artikel 508/14 Absatz 6 des Gerichtsgesetzbuches, der durch Artikel 6 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes ersetzt wurde, dem Büro für den juristischen Beistand, Anträge, die offensichtlich unzulässig oder offensichtlich unbegründet sind, abzulehnen. Schließlich obliegt es dem beigezogenen Rechtsanwalt, dem Rechtsuchenden von der Einleitung unnötiger Gerichtsverfahren abzuraten. Das System zur Inanspruchnahme des juristischen Beistands ist somit so gestaltet, dass die Rechtsuchenden daran gehindert werden, mit Unterstützung des vollständig oder teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands leichtfertig Gerichtsverfahren anzustrengen, sodass die Zielsetzung des Gesetzgebers mit Maßnahmen erreicht werden kann, die weniger stark in die Rechte der betroffenen Rechtsuchenden eingreifen.

B.17.3. Die Verpflichtung, Pauschalbeiträge an den Rechtsanwalt zu zahlen, stellt einen erheblichen Rückschritt beim Schutz des in Artikel 23 der Verfassung garantierten Rechts auf juristischen Beistand dar, der nicht durch einen Grund des Allgemeininteresses gerechtfertigt ist und daher im Widerspruch zu der Stillhalteverpflichtung steht, die in dieser Bestimmung enthalten ist.

Der zweite Teil des sechsten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6596 und der zweite Teil des siebten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6598 sind begründet. Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes ist für nichtig zu erklären, insofern er in den durch ihn ersetzten Artikel 508/17 des Gerichtsgesetzbuches den Paragraphen 1 Absatz 2 bis 4 und die Paragraphen 4 bis 6 einfügt sowie insofern er in den Paragraphen 2 und 3 auf die Beiträge verweist, die in Paragraph 1 erwähnt sind.

Die anderen Teile dieser Klagegründe sind daher nicht mehr zu prüfen.

B.17.4. Um Schwierigkeiten im Zusammenhang mit der Erstattung der Beträge zu vermeiden, die die vom Büro für juristischen Beistand bestellten Rechtsanwälte auf der Grundlage der teilweise für nichtig erklärten Bestimmung erhalten haben, sind die Folgen der teilweise für nichtig erklärten Bestimmung in Bezug auf die Beiträge aufrechtzuerhalten, die die Rechtsanwälte in den Sachen erhalten haben, in denen der Rechtsanwalt dem Büro für juristischen Beistand gemäß Artikel 508/19 § 2 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches zum 31. August 2018 Bericht erstattet hat.

In Bezug auf die Klagegründe zur Rolle der Rechtsanwaltskammern bei der Organisation des weiterführenden juristischen Beistands

Was das Führen der Liste der freiwilligen Rechtsanwälte betrifft

B.18.1. Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes ersetzt Artikel 508/7 des Gerichtsgesetzbuches durch die folgende Bestimmung:

« Die Rechtsanwaltskammer erstellt nach den von ihr festgelegten Modalitäten und Bedingungen eine Liste der Rechtsanwälte, die haupt- oder nebenberuflich Leistungen im Rahmen des vom Büro für juristischen Beistand organisierten weiterführenden juristischen Beistands verrichten möchten, und schreibt diese Liste fort. Die Kammer kann die Pflichteintragung von Rechtsanwälten vorsehen, sofern dies für die Effizienz des juristischen Beistands notwendig ist ».

B.18.2. In der Begründung ist zu dieser Bestimmung erläutert:

« En vue d'accroître le nombre d'avocats qui accomplissent des prestations au titre de l'aide juridique de deuxième ligne, il est prévu que l'Ordre des avocats inscrive les avocats (ci-inclus les avocats stagiaires) désireux d'accomplir de telles prestations à la liste des volontaires. L'Ordre tiendra cette liste à jour et pourra prévoir l'inscription obligatoire d'avocats » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 9).

Im Bericht zu den Arbeiten des Justizausschusses der Kammer ist angegeben:

« Le ministre reconnaît que l'inscription obligatoire des avocats peut être prévue. Il explique qu'il s'agit d'ancrer dans la loi une pratique qui est déjà appliquée par certains barreaux actuellement.

Il souligne que dans la proposition initiale, il avait été proposé que chaque avocat prenne en charge un nombre minimum de dossiers. Les ordres des avocats ont toutefois rejeté cette proposition et ont suggéré un autre système, qui a été repris dans le projet de loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 31).

B.19.1. Die klagenden Parteien bemängeln an dieser Bestimmung, sie enthalte Ermächtigungen der Rechtsanwaltskammern, die im Widerspruch zum Gesetzmäßigkeitsgrundsatz stünden, der in Artikel 23 der Verfassung enthalten ist, (erster, zweiter und fünfter Teil des vierten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen) und sie schaffe verschiedene Ungleichbehandlungen, die gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen würden (dritter, vierter, sechster und siebter Teil des vierten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen). Die Klagegründe sind aus einer Verletzung der Artikel 10, 11, 23, 33, 37 und 106 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 26 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte, mit den Artikeln 20 und 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit dem allgemeinen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz abgeleitet.

B.19.2. Die in der Rechtssache Nr. 6598 klagenden Parteien werfen derselben Bestimmung auch vor, das Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit, das Verbot der Arbeitsverpflichtung und das Recht auf ein angemessenes Arbeitsentgelt (zwölfter Klagegrund) zu verletzen. Dieser Klagegrund ist aus einer Verletzung der Artikel 10, 11, 12 Absatz 1, 16, 17, 22 und 23 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 4 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention, mit den Artikeln 2 und 14 Absatz 1 des Übereinkommens Nr. 29 der Internationalen Arbeitsorganisation und mit Artikel 1 des Übereinkommens Nr. 105 der Internationalen Arbeitsorganisation abgeleitet.

B.20.1. Der erste, zweite und fünfte Teil des vierten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen ist aus einem Verstoß gegen den in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz, insofern er auf das Recht auf juristischen Beistand anwendbar ist, abgeleitet. Die klagenden Parteien verdeutlichen jedoch nicht, inwieweit der Umstand, dass der Gesetzgeber die Rechtsanwaltskammern beauftragt, die Liste der Rechtsanwälte zu erstellen, die den weiterführenden juristischen Beistand leisten, und es ihnen erlaubt, auf dieser Liste Rechtsanwälte von Amts wegen einzutragen, wenn dies notwendig ist, um den juristischen Beistand für alle Rechtsuchenden zu gewährleisten, die einen Anspruch darauf haben, den in dem vorerwähnten Artikel 23 enthaltenen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz verletzen würde. Die im vorliegenden Fall angefochtene Ermächtigung bezieht sich nämlich weder auf das Recht auf juristischen Beistand als solches noch auf die Bedingungen für die Ausübung dieses Rechts, sondern auf die Bestellung von Personen, die dessen Durchführung übernehmen sollen, in der Praxis. Insofern sie aus dem Verstoß gegen den Gesetzmäßigkeitsgrundsatz abgeleitet sind, sind die Klagegründe unbegründet.

B.20.2. Im Übrigen erteilt Artikel 495 des Gerichtsgesetzbuches, der durch das angefochtene Gesetz nicht geändert wurde, der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften die Zuständigkeit «für das, was den juristischen Beistand [...] betrifft» und Artikel 496 desselben Gesetzbuches, der ebenfalls nicht durch das angefochtene Gesetz geändert wurde, beauftragt sie, angepasste Verordnungen, was die Bereiche, für die sie zuständig sind, betrifft, zu erlassen.

B.20.3. Da es zu den Aufgaben der Rechtsanwaltskammern gehört, Verordnungen zur Organisation des juristischen Beistands zu erlassen, enthält die angefochtene Bestimmung, insofern sie sie beauftragt, die Liste der Rechtsanwälte zu erstellen, die Leistungen im Rahmen des juristischen Beistands erbringen, keine ungerechtfertigte Ermächtigung.

B.21.1. Der dritte Teil des vierten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen ist aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung abgeleitet, insofern die angefochtene Bestimmung zu einer Diskriminierung zwischen den Rechtsanwälten, die Leistungen im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands erbringen möchten, führen würde, je nachdem, ob sie aufgrund der von den Rechtsanwaltskammern festgelegten Modalitäten und Bedingungen auf der fraglichen Liste stehen oder nicht.

B.21.2. Mit der Beauftragung der Rechtsanwaltskammern, die fragliche Liste zu erstellen und fortzuschreiben, ermächtigt der Gesetzgeber sie nicht, willkürlich zu entscheiden, welche Rechtsanwälte Leistungen des weiterführenden juristischen Beistands erbringen dürfen, oder willkürlich Rechtsanwälte von der Möglichkeit, diese Leistungen zu erbringen, auszuschließen. Nichts in der angefochtenen Bestimmung ermächtigt die Kammern, die Eintragung eines Rechtsanwalts, der dort wegen der Geschäftsmöglichkeiten aufgeführt sein möchte, in diese Liste zu verweigern. Zudem kann gegen eine Verweigerung der Eintragung gemäß Artikel 432bis des Gerichtsgesetzbuches Berufung eingelegt werden. Vorbehaltlich der nachstehenden Prüfung zu Artikel 4, der es den Kammern gestattet, Überprüfungen der erbrachten Leistungen vorzunehmen und Maßnahmen gegen Rechtsanwälte zu ergreifen, die den Qualitätsanforderungen nicht genügen, ist nicht zu erkennen, dass der den Kammern erteilte Auftrag zur Erstellung der Liste der Rechtsanwälte, die Leistungen des weiterführenden juristischen Beistands erbringen möchten, zu den ungerechtfertigten Ungleichbehandlungen von Rechtsanwälten führen könnte, die von den klagenden Parteien kritisiert werden.

B.22.1. Der vierte Teil des vierten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen ist aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung abgeleitet, insofern die angefochtene Bestimmung durch die Ermächtigung der Kammern, Rechtsanwälte von Amts wegen auf der fraglichen Liste einzutragen, ohne vernünftige Rechtfertigung Rechtsanwälte gleich behandeln würde, die sich in wesentlich unterschiedlichen Situationen befinden, je nachdem, ob sie Leistungen des weiterführenden juristischen Beistands erbringen möchten oder nicht. Der zwölfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 ist aus einer Verletzung des Rechts auf freie Wahl einer Berufstätigkeit, das in Artikel 23 der Verfassung enthalten ist (erster Teil), aus einer Verletzung von Artikel 12 Absatz 1 der Verfassung in Verbindung mit den Bestimmungen der Übereinkommen der Internationalen Arbeitsorganisation, die in B.19 erwähnt sind, insofern die angefochtene Bestimmung eine Arbeitsverpflichtung einführen würde (zweiter Teil), und einer Verletzung des Eigentumsrechts abgeleitet, insofern die Arbeit der verpflichteten Rechtsanwälte nicht angemessen und vorher vergütet würde (dritter Teil).

B.22.2. Aufgrund der angefochtenen Bestimmung ist die Eintragung von Rechtsanwälten auf der fraglichen Liste von Amts wegen durch die Notwendigkeit gerechtfertigt, die Effizienz des juristischen Beistands sicherzustellen, und sie kann nur in dem zum Erreichen dieses Ziels notwendigen Maß vorgenommen werden. Die Effizienz des weiterführenden juristischen Beistands ist zweifelsohne ein legitimer Zweck, der der in Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung festgeschriebenen Pflicht des Gesetzgebers entspricht, den juristischen Beistand für diejenigen sicherzustellen, die ihn benötigen, um ihr Grundrecht auf Zugang zum Recht wahrzunehmen.

B.22.3. Jede Person, die die vom Gerichtsgesetzbuch festgelegten Voraussetzungen erfüllt, kann frei entscheiden, den Beruf des Rechtsanwalts auszuüben oder nicht. Bei demjenigen, der diesen Beruf wählt, wird vorausgesetzt, dass er die Pflichten, die das Gesetz dieser Berufsgruppe auferlegt, kennt und akzeptiert, einschließlich einer etwaigen Verpflichtung, Leistungen aufgrund des weiterführenden juristischen Beistands zu erbringen. Die angefochtene Bestimmung steht somit nicht zum Recht auf freie Wahl einer Berufstätigkeit im Widerspruch.

Die Möglichkeit der Kammern, im Fall der Notwendigkeit die Pflichteintragung von Rechtsanwälten auf der Liste der Rechtsanwälte, die den weiterführenden juristischen Beistand leisten, vorzusehen, ist eine sachdienliche Maßnahme, um die Effizienz des juristischen Beistands zu gewährleisten.

B.22.4. Gemäß dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte verhindert das Verbot der Zwangs- oder Pflichtarbeit im Sinne von Artikel 4 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht, dass durch das Gesetz Rechtsanwälten angemessene Verpflichtungen auferlegt werden können, wie die Pro-Deo-Verpflichtungen während des Praktikums (EuGHMR, 23. November 1983, *Van der Musselle* gegen Belgien, § § 39-41) oder das Auftreten als gesetzlicher Vormund eines Entmündigten (EuGHMR, 18. Oktober 2011, *Graziani-Weiss* gegen Österreich, § § 38-43). Es muss sich jedoch um Verpflichtungen handeln, die zur normalen Ausübung des Rechtsanwaltsberufes gehören. Die Verpflichtung muss außerdem auf einem Verständnis der sozialen Solidarität beruhen, und schließlich darf die auferlegte Aufgabe für den Rechtsanwalt keine unverhältnismäßige Belastung darstellen. Die Verpflichtungen, die durch Gesetz Rechtsanwälten auferlegt werden, stehen gewissen Privilegien gegenüber, die diese Berufsgruppe genießt, wie das Monopol zum Plädieren (EuGHMR, 18. Oktober 2011, *Graziani-Weiss* gegen Österreich, § 41).

B.22.5. Die Abgabe von ausführlichen juristischen Stellungnahmen, der Beistand und die Vertretung von Rechtsuchenden sind Kernaufgaben des Rechtsanwaltsberufs. Die Verpflichtung, Leistungen im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands zu erbringen, trägt dazu bei, die Effizienz des juristischen Beistands für Rechtsuchende in besonders prekären Situationen sicherzustellen, was zweifellos ein Ziel der sozialen Solidarität ist. Da einerseits die von den Kammern auferlegte Pflicht nicht so ausgelegt werden kann, als ob sie die gesamte Arbeitszeit der betroffenen Rechtsanwälte in Anspruch nehmen würde, und andererseits die erbrachten Leistungen teilweise vom Staat vergütet werden, stellt die Verpflichtung keine unverhältnismäßige Belastung für die Rechtsanwälte dar, die von Amts wegen auf der Liste eingetragen werden. Die angefochtene Bestimmung stellt daher keine Arbeitsverpflichtung dar, die im Widerspruch zu den in dem Klagegrund geltend gemachten Bestimmungen steht, und sie verstößt nicht gegen das Recht auf Schutz des Eigentums.

B.23.1. Der sechste Teil des vierten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen ist aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung abgeleitet, insofern die angefochtene Bestimmung eine ungerechtfertigte unterschiedliche Behandlung zwischen den Anbietern des weiterführenden juristischen Beistands schaffen würde, je nachdem, ob sie Rechtsanwälte sind oder nicht. Der siebte Teil des vierten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen ist aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung abgeleitet, insofern die angefochtene Bestimmung eine ungerechtfertigte unterschiedliche Behandlung zwischen den Rechtsuchenden schaffen würde, je nachdem, ob sie einen Anbieter des weiterführenden juristischen Beistands in Anspruch nehmen, der Rechtsanwalt ist oder einen anderen Anbieter. Die in diesen beiden Teilen der Klagegründe kritisierten Diskriminierungen würden auf dem Umstand beruhen, dass die Modalitäten und Bedingungen, die von den Rechtsanwaltskammern für die Erstellung der Liste der Rechtsanwälte erlassen werden, die den weiterführenden juristischen Beistand leisten, nicht vom Staatsrat überprüft werden können, sondern nur vom Kassationshof. Daraus würden sich ungerechtfertigte Ungleichbehandlungen zwischen den Anbietern und zwischen den Begünstigten des weiterführenden juristischen Beistands ergeben, je nachdem, ob der Beistand oder die Vertretung des Begünstigten von einem Rechtsanwalt oder von einer anderen Person übernommen würde.

B.23.2. Gemäß Artikel 728 des Gerichtsgesetzbuches dürfen sich die Parteien eines Gerichtsverfahrens in bestimmten einzeln angegebenen Streitsachen von Personen, die keine Rechtsanwälte sind, wie beispielsweise von einem Buchprüfer, Fachbuchhalter oder Betriebsrevisor, einem Vertreter einer Gewerkschaftsorganisation, einem Vertreter einer repräsentativen Selbstständigenorganisation oder einer sozialen Organisation beistehen oder vertreten lassen.

B.23.3. Die vorerwähnten Personen erwerben nicht den Status eines Rechtsanwalts, wenn sie einem Rechtsuchenden in einem Gerichtsverfahren beistehen oder ihn vertreten. Sie erbringen bei dieser Aufgabe auch keine Leistungen im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands, auch dann nicht, wenn der Rechtsuchende, für den sie auftreten, die Voraussetzungen erfüllt, um in den Genuss des weiterführenden juristischen Beistands zu kommen, und somit einen Rechtsanwalt hätte in Anspruch nehmen können, der in diesem Rahmen Leistungen erbringt. Die in Artikel 728 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Personen und die Rechtsanwälte, die im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands handeln, können daher in Bezug auf die Überprüfung, die hinsichtlich der von den Kammern erlassenen Bedingungen vorgenommen wird, um auf der Liste der Rechtsanwälte, die im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands Leistungen erbringen, eingetragen zu werden, nicht auf sachdienliche Weise miteinander verglichen werden.

B.23.4. Aus demselben Grund entbehren die unterschiedlichen Behandlungen von Rechtsuchenden, die sich entscheiden, einen Rechtsanwalt, der Leistungen im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands erbringt, hinzuziehen, und Rechtsuchenden, die sich entscheiden, sich von einer der in Artikel 728 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Personen beistehen oder vertreten zu lassen, und insbesondere der Umstand das Erstere nicht die Dienste eines Rechtsanwalts in Anspruch nehmen können, der nicht auf der fraglichen Liste eingetragen ist, wenn sie in den Genuss des unentgeltlichen oder teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands kommen möchten, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.24. Der vierte Klagegrund in den beiden Rechtssachen und der zwölfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 sind unbegründet.

Was die Überprüfung der Leistungen durch die Rechtsanwaltskammern betrifft

B.25.1. Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes ersetzt Artikel 508/8 des Gerichtsgesetzbuches durch die folgende Bestimmung:

« - Die Rechtsanwaltskammer überprüft die Effizienz und Qualität der Leistungen, die von den Rechtsanwälten im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands erbracht werden, sowie die Ordnungsmäßigkeit der aufgrund der Artikel 508/9, 508/14 Absatz 1 und 3 und 508/19 § 2 unternommenen Schritte.

Unbeschadet disziplinarrechtlicher Verfolgungen kann der Kammervorstand bei Verstößen und nach dem in den Artikeln 458 bis 463 festgelegten Verfahren die Beibehaltung des Rechtsanwalts auf der in Artikel 508/7 erwähnten Liste von der Einhaltung der Bedingungen abhängig machen, die er festlegt, die Eintragung des Rechtsanwalts auf dieser Liste für einen Zeitraum von acht Tagen bis zu drei Jahren aussetzen oder ihn daraus weglassen.

Bei Nichteinhaltung der in Anwendung von Absatz 2 vom Kammervorstand festgelegten Bedingungen lädt der Präsident der Rechtsanwaltskammer den Rechtsanwalt vor den Kammervorstand vor, um eine andere in demselben Absatz vorgesehene Maßnahme auszusprechen.

Außer bei anders lautendem Beschluss des Kammervorstands ist die in Absatz 2 erwähnte Aussetzungsmaßnahme ohne Wirkung auf Bestellungen, die das Büro für juristischen Beistand vor ihrem Inkrafttreten vorgenommen hat.

Im Fall einer Weglassung ist der Rechtsanwalt außer bei anders lautendem Beschluss des Kammervorstands auf all seinen Akten im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands entlastet. Das Büro für juristischen Beistand nimmt die Bestellung eines neuen Rechtsanwalts vor. Der Rechtsanwalt kann durch einen mit Gründen versehenen Antrag, der nicht vor Ablauf einer Frist von fünf Jahren ab seiner Weglassung eingereicht werden darf, seine Wiedereintragung in die in Artikel 508/7 erwähnte Liste beantragen.

Die in den Absätzen 2, 4 und 5 erwähnten Beschlüsse sind mit Gründen versehen. Gegen sie kann gemäß Artikel 432bis Berufung eingelegt werden ».

B.25.2. In der Begründung des angefochtenen Gesetzes ist bezüglich dieser Bestimmung angegeben:

« Cet article a pour objet d'assurer un contrôle accru des prestations accomplies par les avocats dans le cadre de l'aide juridique et de prévoir un panel de mesures effectives adaptées à la gravité des manquements constatés.

En l'état actuel de la législation, lorsqu'un manquement est constaté dans le chef d'un avocat inscrit sur la liste de l'aide juridique de première ou de deuxième ligne, la seule mesure possible est sa radiation de la liste des avocats.

La modification proposée tend à donner aux Ordres diverses alternatives afin de moduler la mesure par rapport au manquement. Il s'agit du maintien sur la liste moyennant conditions, de la suspension de l'inscription pour une durée de huit jours à trois ans ou de l'omission.

Les Ordres peuvent décider de maintenir un avocat sur la liste moyennant des conditions à respecter. En réponse à une remarque du Conseil d'Etat mentionnée dans son avis n° 58.761 du 17 février 2016, il est impossible de prévoir la nature de telles conditions dans le dispositif du texte étant donné la diversité des mesures qui pourraient être envisagées par les Ordres. Par ailleurs, cette matière relève de la compétence des Ordres. Toutefois, des exemples peuvent être donnés pour illustrer cette hypothèse : maintien sur la liste avec interdiction de faire certains types de procédures ou d'exercer dans certaines matières ou une obligation de suivre une formation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 9).

B.26.1. Die in der Rechtssache Nr. 6598 klagenden Parteien leiten einen fünften Klagegrund aus der Verletzung des Gesetzmäßigkeitsgrundsatzes ab, insofern die angefochtene Bestimmung die Rechtsanwaltskammern ermächtigt, die Effizienz und Qualität der Leistungen, die im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands erbracht werden, sowie die Ordnungsmäßigkeit der von den Rechtsanwälten im Hinblick auf ihre Bestellung und den Abschluss ihrer Leistungen unternommenen Schritte zu überprüfen. Sie vertreten die Auffassung, dass die Ermächtigung nicht ausreichend präzise definiert sei und sich auf die Durchführung von Maßnahmen beziehe, deren wesentliche Elemente nicht zuvor vom Gesetzgeber festgelegt worden seien.

B.26.2. Die klagenden Parteien machen letztendlich die Verletzung der Artikel 10, 11 und 23 Absatz 1, 2 und 3 Nr. 2 der Verfassung an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 33, 105 und 108 der Verfassung, mit den Artikeln 6 Nr. 1 und Nr. 3 Bst. c und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 26 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte, mit den Artikeln 20 und 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit dem allgemeinen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz geltend.

B.27.1. Der Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen den in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz, insofern er auf das Recht auf juristischen Beistand anwendbar ist, abgeleitet. Die klagenden Parteien verdeutlichen jedoch nicht, inwieweit der Umstand, dass der Gesetzgeber die Rechtsanwaltskammern ermächtigt, die Effizienz und die Qualität der Leistungen, die von den Rechtsanwälten im Rahmen des weiterführenden Beistands erbracht werden, zu überprüfen, gegen den in dem vorerwähnten Artikel 23 enthaltenen Gesetzmäßigkeitsgrundsatz auf dem Gebiet des juristischen Beistands verstoßen würde. Die angefochtene Ermächtigung bezieht sich nämlich weder auf das Recht auf juristischen Beistand als solches noch auf die Bedingungen für die Ausübung dieses Rechts, sondern auf die Modalitäten der Überprüfung der Leistungen, die von den Rechtsanwälten, die den weiterführenden juristischen Beistand anbieten, erbracht wurden.

B.27.2. Im Übrigen haben die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften aufgrund der Artikel 495 und 496 des Gerichtsgesetzbuches den Auftrag, insbesondere den juristischen Beistand zu gewährleisten und Maßnahmen im Bereich der Disziplinarvorschriften zu treffen. Keine der im Klagegrund erwähnten Referenznormen untersagt es dem Gesetzgeber, die Rechtsanwaltskammern zu beauftragen, die Effizienz und die Qualität der von den Rechtsanwälten im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands erbrachten Leistungen zu überprüfen. Diese Aufgabe fällt in die Zuständigkeiten, die ihnen durch die vorerwähnten Bestimmungen übertragen werden.

B.28. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 ist unbegründet.

In Bezug auf die Klagegründe zum Recht der Rechtsanwälte auf eine Vergütung

B.29. Der achte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6596 und der neunte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 betreffen das Recht der Rechtsanwälte, die den juristischen Beistand erbringen, eine angemessene Vergütung für die in diesem Rahmen erbrachten Leistungen zu erhalten. Der erste Teil dieser Klagegründe richtet sich gegen Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes, insofern er den Artikel 508/17 § 3 in das Gerichtsgesetzbuch einfügt. Der zweite Teil ist gegen Artikel 9 Nr. 3 des angefochtenen Gesetzes gerichtet.

B.30.1. Da Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes aus den in B.17.3 aufgeführten Gründen teilweise für nichtig zu erklären ist, ist der erste Teil dieser Klagegründe nur zu prüfen, insofern sie sich auf den Beitrag beziehen, der von dem Begünstigten des teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands geschuldet wird (Artikel 508/17 § 2 des Gerichtsgesetzbuches).

B.30.2. Artikel 508/17 § 3 des Gerichtsgesetzbuches, der durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes eingefügt wurde, bestimmt:

« Der Rechtsanwalt nimmt seinen Auftrag erst wahr, sobald er die Zahlung der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Beiträge erhalten hat, außer im Fall der in den Paragraphen 4 oder 5 erwähnten Freistellung oder falls der Rechtsanwalt auf den Erhalt der Zahlung der Beiträge verzichtet oder eine Zahlungsfrist gewährt ».

B.30.3. Die klagenden Parteien bemängeln an dieser Bestimmung, dass das Risiko der Nichtzahlung des Beitrags, der von den Begünstigten des teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands geschuldet wird, von dem Rechtsanwalt zu tragen sei, sodass er auch dann auf den Betrag der Entschädigungen angerechnet werde, die der Staat dem Rechtsanwalt schuldet, wenn bei Schließung der Akte einige Beträge vom Begünstigten des juristischen Beistands nicht bezahlt worden sind.

B.30.4. Die Begründung zu der angefochtenen Bestimmung scheint in der Tat zu bestätigen, dass der Rechtsanwalt, wenn er eine Zahlungsfrist einräumt, « das Risiko der Nichtzahlung trägt ». Es ist weiterhin erläutert:

« Il ne s'agit pas ici pour l'avocat d'exempter le bénéficiaire du paiement. Excepté les catégories expressément déterminées par la loi, seul le bureau d'aide juridique peut prendre la décision d'exempter. Il s'agit de la possibilité laissée à l'avocat de renoncer à la perception du paiement à ses propres risques car ces contributions seront déduites des indemnités calculées sur la base des points qu'il sera amené à recevoir à l'issue de la procédure » (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 54-1819/001, p. 17).

B.30.5. Jedoch erstattet der Rechtsanwalt, der Leistungen im Rahmen des juristischen Beistands erbracht hat, nach Artikel 508/19 § 2 des Gerichtsgesetzbuches in der durch Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes geänderten Fassung dem Büro für juristischen Beistand unter Angabe « der aufgrund von Artikel 508/19ter erhaltenen Entschädigungen sowie der in Artikel 508/17 § 1 Absatz 2 und 3 und § 2 erwähnten Beiträge » Bericht über jede Sache.

Artikel 508/19 Paragraph 2 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, der durch Artikel 9 Nr. 3 des angefochtenen Gesetzes ersetzt wurde, bestimmt:

« Das Büro für juristischen Beistand gibt den Rechtsanwälten Punkte für diese Leistungen und erstattet dem Präsidenten der Rechtsanwaltskammer darüber Bericht. Das Büro für juristischen Beistand gibt keine Punkte oder reduziert gegebenenfalls die Punkte für Leistungen, für die Beträge auf der Grundlage der Artikel 508/17 § 1 Absatz 2 und 3 und § 2, 508/19 § 1 und 508/19ter erhalten worden sind oder für Leistungen, für die der Rechtsanwalt auf der Grundlage von Artikel 508/17 § 3 auf den Erhalt der Beträge verzichtet hat ».

B.31.1. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass zwar der Rechtsanwalt, der freiwillig auf den Erhalt des Beitrags verzichtet hat, der von den Begünstigten des teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands geschuldet wird, die Beträge nicht zurückerhalten kann, auf die er zulasten des Staates verzichtet hat, aber dies nicht für den Rechtsanwalt gilt, der ohne auf diese Beiträge zu verzichten, dennoch die Aufgabe zugunsten seines Klienten, der Anspruch auf den teilweise unentgeltlichen Beistand hat, wahrgenommen hat und die ihm geschuldeten Beträge nicht vereinnahmen konnte. In diesem Fall wurden die Beträge nicht « erhalten » und der Rechtsanwalt hat nicht auf sie auf der Grundlage von Artikel 508/17 § 3 verzichtet, sodass für das Büro für juristischen Beistand kein Anlass besteht, die für die erbrachten Leistungen gegebenen Punkte um den Betrag des nicht gezahlten Beitrags zu reduzieren.

B.31.2. Außerdem begründet die angefochtene Bestimmung entgegen den Ausführungen der klagenden Parteien keine Vermutung, dass der Rechtsanwalt, der sie bei Beginn seiner Aufgabe nicht erhalten hat, auf die Zahlung der betreffenden Beiträge verzichtet hat.

B.31.3. Der erste Teil der Klagegründe beruht auf einer falschen Auslegung der angefochtenen Bestimmung und sie sind aus diesem Grund unbegründet.

B.32.1. Der zweite Teil der Klagegründe richtet sich gegen Artikel 508/19 Paragraph 2 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, der durch Artikel 9 Nr. 3 des angefochtenen Gesetzes ersetzt und in B.30.5 erwähnt wurde.

B.32.2. Die klagenden Parteien bemängeln an dieser Bestimmung, sie würde zu einer Diskriminierung zwischen den Rechtsanwälten führen, je nachdem welches Büro für juristischen Beistand für sie zuständig ist, weil der eingerichtete Mechanismus vorsehe, dass die Reduzierung der Punkte erfolge, bevor der Wert des Punktes bekannt sei, sodass die Vergütung, die Rechtsanwälten für die gleichen Leistungen zugunsten von Klienten in der gleichen Situation gewährt werde, in Abhängigkeit von dem Wert des Punktes, der von dem einzelnen Büro für juristischen Beistand für die Berechnung verwendet wird, variieren könne.

B.32.3. Nichts in der Begründung der angefochtenen Bestimmung oder im Bericht des Justizausschusses der Kammer weist darauf hin, dass der Gesetzgeber die Absicht gehabt hat, es den Büros für juristischen Beistand zu erlauben, die Anzahl der Punkte, die entsprechend der von dem Rechtsanwalt während der Bearbeitung der Akte erhaltenen Beträge abzuziehen sind, willkürlich zu berechnen.

B.33.1. Wenn die angefochtene Bestimmung in diesem Sinne auszulegen wäre, dass das jeweilige Büro für juristischen Beistand dem Wert der abziehenden Punkte, wenn der Rechtsanwalt einen vom Klienten bezahlten Beitrag erhalten hat, einen willkürlichen Wert zuweist, bevor es den Wert des Punktes für den betreffenden Zeitraum kennt, sodass die Entschädigung des Rechtsanwalts für die im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands erbrachten Leistungen in willkürlicher Weise berechnet würde, dann würde sie ungerechtfertigte Diskriminierungen zwischen den Rechtsanwälten schaffen.

B.33.2. Die angefochtene Bestimmung muss jedoch so ausgelegt werden, dass sie es in Anbetracht des Rechts jedes Rechtsanwalts, eine angemessene und gleiche Vergütung für gleichwertige Leistungen zu erhalten, den Büros für juristischen Beistand auferlegt, die von den Rechtsanwälten für die im Rahmen des juristischen Beistands erbrachten Leistungen erhaltenen Entschädigungen um die exakten, von den Klienten gezahlten Beiträge und um den exakten Betrag der von dem Rechtsanwalt erhaltenen Verfahrensentschädigung zu verringern.

B.34. Vorbehaltlich der Auslegung von Artikel 508/19 § 2 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches wie in B.33.2 angegeben, sind der achte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6596 und der neunte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 unbegründet.

In Bezug auf den Klagegrund zum « Monopol » der belgischen Rechtsanwaltskammern für die Leistungen des weiterführenden juristischen Beistands

B.35. Der dreizehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 ist gegen die Artikel 3 und 5 Nr. 1, 2 und 3 und gegen Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes gerichtet. Die klagenden Parteien werfen dem Gesetzgeber vor, den Rechtsanwälten ein « Monopol » für die Erbringung von Dienstleistungen im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands vorzubehalten, während andere Angehörige der Rechtsberufe ebenfalls vergleichbare Dienstleistungen anbieten würden, die nicht im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands erbracht werden dürfen (erster und dritter Teil). Sie vertreten die Auffassung, dass in Anbetracht dessen, dass die Berufsorganisationen der Rechtsanwälte, die über das « Monopol » verfügten, als Kartelle angesehen werden könnten, dieses « Monopol » eine verbotene staatliche Beihilfe darstelle (zweiter Teil). Schließlich werfen sie dem Gesetzgeber vor, die Möglichkeit, Leistungen im Rahmen des weiterführenden juristischen Beistands zu erbringen, allein den Rechtsanwälten vorbehalten zu haben, die bei einer belgischen Rechtsanwaltskammer eingetragen seien, und so eine Diskriminierung zwischen diesen Rechtsanwälten und denjenigen, die bei einer Rechtsanwaltskammer eines anderen Landes eingetragen seien, geschaffen zu haben (vierter Teil).

B.36.1. Wie die klagenden Parteien selbst feststellen, wurden die Entscheidung des Gesetzgebers, die Organisation des weiterführenden juristischen Beistands den Rechtsanwaltskammern und den Rechtsanwaltschaften zu übertragen, sowie die Entscheidung, die konkrete Durchführung dieser Hilfe den Rechtsanwälten vorzubehalten, vor dem angefochtenen Gesetz getroffen. Auch wenn es Teil des so eingerichteten Systems ist und diese Entscheidung des Gesetzgebers somit nicht in Frage stellt, lässt sich daraus nicht ableiten, dass das « Monopol » und die sich daraus ergebenden Ungleichbehandlungen ihren Ursprung in den angefochtenen Bestimmungen hätten.

B.36.2. Denn Artikel 508/7 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches, der durch das angefochtene Gesetz nicht geändert wurde, bestimmt:

« Bei jeder Rechtsanwaltschaft errichtet der Kammervorstand der Rechtsanwälte ein Büro für juristischen Beistand gemäß den Modalitäten und Bedingungen, die er festlegt »

und Artikel 508/9 § 1 desselben Gesetzbuches, der ebenfalls nicht durch das angefochtene Gesetz geändert wurde, bestimmt:

« Um einen teilweise oder vollständig unentgeltlichen weiterführenden juristischen Beistand zu erhalten, wird der Antragsteller von den Personen, die den ersten juristischen Beistand gewähren, an das Büro verwiesen.

Das Büro bestellt einen Rechtsanwalt, den der Antragsteller auf der in Artikel 508/7 erwähnten Liste ausgesucht hat. Das Büro setzt den Rechtsanwalt von seiner Bestellung in Kenntnis.

Ein Rechtsanwalt, dessen Name auf der Liste steht und an den ein Rechtssuchender sich gerichtet hat, ohne sich zuerst an das Büro zu wenden, beantragt die Ermächtigung des Büros, um seinem Klienten den weiterführenden juristischen Beistand zu gewähren, wenn er der Meinung ist, dass ihm die teilweise oder vollständige Unentgeltlichkeit zuerkannt werden kann. Der Rechtsanwalt schickt dem Büro die in Artikel 508/13 erwähnten Schriftstücke zu.

Im Dringlichkeitsfall darf eine Person, die keinen Rechtsanwalt hat, sich unmittelbar an den Rechtsanwalt des Bereitschaftsdienstes wenden. Dieser Rechtsanwalt gewährleistet ihr den juristischen Beistand und beantragt beim Büro die Bestätigung seiner Bestellung ».

B.37. Das « Monopol » der Rechtsanwaltschaften oder der Rechtsanwälte für die Organisation und Sicherstellung des weiterführenden juristischen Beistands, das Gegenstand der Beschwerdegründe der klagenden Parteien ist, wird nicht durch die angefochtenen Bestimmungen eingeführt. Daraus ergibt sich, dass der dreizehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 unbegründet ist.

In Bezug auf den Klagegrund zum Recht von Ausländern, deren Aufenthalt nicht gestattet ist, auf Gerichtskostenhilfe

B.38.1. Der zehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 betrifft Artikel 17 des angefochtenen Gesetzes, der Artikel 668 des Gerichtsgesetzbuches ergänzt. Dieser bestimmte bis zum Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung:

« Gerichtskostenhilfe kann unter denselben Bedingungen folgenden Personen gewährt werden:

- a) Ausländern gemäß den internationalen Verträgen,
- b) Staatsangehörigen eines Mitgliedstaats des Europarates,
- c) Ausländern, die ordnungsgemäß ihren gewöhnlichen Wohnort in Belgien haben oder die sich ordnungsgemäß in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union aufhalten,
- d) Ausländern in den im Gesetz über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern vorgesehenen Verfahren ».

Der angefochtene Artikel 17 ergänzt diesen Artikel in der folgenden Weise:

« e) allen Ausländern, die unrechtmäßig ihren Wohnort in Belgien haben, unter der Bedingung, dass sie versucht haben, ihren Aufenthalt in Belgien zu regularisieren, dass ihre Klage einen Dringlichkeitscharakter aufweist und dass das Verfahren sich auf Fragen in Zusammenhang mit der Ausübung eines Grundrechts bezieht ».

B.38.2. Gemäß Artikel 664 des Gerichtsgesetzbuches besteht die Gerichtskostenhilfe darin, Personen, die nicht über die erforderlichen Existenzmittel verfügen, um die Kosten eines Verfahrens, auch eines außergerichtlichen Verfahrens, zu bestreiten, von der Zahlung der verschiedenen Gebühren, Registrierungs-, Kanzlei- und Ausfertigungsgebühren, und der anderen Kosten, die mit einem Verfahren verbunden sind, ganz oder teilweise zu befreien. Sie garantiert den Betroffenen ebenfalls das unentgeltliche Eingreifen der öffentlichen und ministeriellen Amtsträger unter bestimmten Bedingungen und ermöglicht es ihnen, den unentgeltlichen Beistand eines Fachberaters bei gerichtlichen Begutachtungen in Anspruch zu nehmen.

B.38.3. In der Begründung zu der angefochtenen Bestimmung ist angegeben:

« L'article 17 modifie l'article 668 du Code judiciaire en ce qui concerne l'accès à l'assistance judiciaire.

Cet article sera modifié pour se conformer à l'arrêt Anakomba rendu par la Cour européenne des droits de l'homme du 10 mars 2009.

Dans cet arrêt, la Cour indique que les étrangers qui séjournent illégalement en Belgique n'ont pas de droit au bénéfice de l'assistance judiciaire.

Dorénavant, ces personnes auront droit au bénéfice de l'assistance judiciaire si elles répondent à trois conditions. Elles doivent avoir essayé de régulariser leur séjour (1), le motif pour lequel elles introduisent une demande doit présenter un caractère urgent (2) et la procédure doit porter sur des questions sérieuses liées à l'exercice d'un droit fondamental (3). Dans ce dernier cas, cela signifie qu'il doit s'agir d'un droit fondamental garanti par une convention internationale ayant un effet direct en Belgique (comme par exemple la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales) et/ou par la Constitution. Le juge dispose d'un droit d'appréciation en la matière dès qu'il est saisi d'une affaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/001, p. 23).

B.39.1. Die in der Rechtssache Nr. 6598 klagenden Parteien bemängeln an dieser Bestimmung, insofern sie drei Bedingungen festlege, damit sich unrechtmäßig aufhaltende Ausländer in den Genuss der Gerichtskostenhilfe kommen können, einerseits eine ungerechtfertigte Ungleichbehandlung zwischen sich unrechtmäßig aufhaltenden Ausländern (erster Teil des Klagegrunds) zu schaffen und andererseits das Recht auf ein faires Verfahren für die betroffenen Ausländer unverhältnismäßig zu beeinträchtigen (zweiter Teil des Klagegrunds).

B.39.2. Der Klagegrund ist aus einer Verletzung der Artikel 10, 11, 13, 23 und 191 der Verfassung an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6 Nr. 1, 6 Nr. 3 Bst. c und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 20, 21 und 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit Artikel 26 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte abgeleitet.

B.40.1. Durch die Ausweitung des Vorteils der Gerichtskostenhilfe auf sich in Belgien unrechtmäßig aufhaltende Ausländer beabsichtigt der Gesetzgeber, die Konsequenzen aus dem Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte vom 10. März 2009 in der Sache *Anakomba Yula* gegen Belgien zu ziehen (*Parl. Dok.* Kammer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, S. 23).

B.40.2. Mit diesem Urteil hat der Gerichtshof zu dem früheren System der Gerichtskostenhilfe für Ausländer, wie es in Artikel 668 des Gerichtsgesetzbuches enthalten war, geurteilt:

« 35. Nach diesem Artikel wird Gerichtskostenhilfe den Angehörigen eines Staates gewährt, der einen internationalen Vertrag mit Belgien zur Prozesskostenhilfe abgeschlossen hat, Angehörigen eines Mitgliedstaates des Europarates, Personen, die ordnungsgemäß ihren gewöhnlichen Wohnort in Belgien oder in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union haben, und Personen, die die Hilfe für ein Verfahren im Rahmen der Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern beantragen. Der Gerichtshof bezweifelt nicht, dass mit diesen Bedingungen die von der Regierung angeführten legitimen Zwecke verfolgt werden.

[...]

37. Der Gerichtshof stellt fest, dass die in dem vorliegenden Fall vor den innerstaatlichen Gerichten auf dem Spiel stehenden Fragen gravierende Fragen des Familienrechts waren. Die von den Gerichten zu fällenden Entscheidungen würden das Privat- und Familienleben nicht nur der Klägerin selbst, sondern auch mehrerer anderer Personen endgültig prägen. Es erforderte daher ganz besonders zwingende Gründe, um eine Ungleichbehandlung zwischen der Klägerin, die keine Aufenthaltsberechtigung hatte, und den Personen, die über eine solche verfügten, zu rechtfertigen (siehe *mutatis mutandis*, *Niedzwiecki gegen Deutschland*, Nr. 58453/00, 25. Oktober 2005). Diese Schlussfolgerung wird zudem durch den Umstand gestützt, dass Artikel 508/13 des Gerichtsgesetzbuches das Kriterium des rechtmäßigen Aufenthalts nicht vorsah, um in den Genuss des juristischen Beistands eines Rechtsanwalts zu kommen (weiterführender juristischer Beistand - Artikel 508/13 des Gerichtsgesetzbuches), den die Klägerin übrigens in Anspruch nehmen konnte.

38. Außerdem verliert der Gerichtshof nicht aus den Augen, dass die Aufenthaltskarte der Klägerin anderthalb Monate nach der Geburt ihrer Tochter abgelaufen war und dass sie - wie aus dem Schreiben vom 21. Juni 2006 an den Bürgermeister hervorgeht - bereits vor Ablauf der Karte Schritte unternommen hatte, um sie in Anbetracht des Familienlebens, das sie in Belgien führte, da der Vater ihres Kindes belgischer Staatsangehöriger war, zu verlängern. Schließlich lag dringender Handlungsbedarf vor, da die Frist zur Erhebung einer Vaterschaftsanfechtungsklage ein Jahr ab dem Geburtsdatum des Kindes beträgt (Artikel 318 und 322 des Zivilgesetzbuches).

39. Vor diesem Hintergrund ist der Gerichtshof der Auffassung, dass der Staat gegen seine Pflicht verstoßen hat, das Recht auf Zugang zu einem Gericht in einer Weise zu regeln, die mit den Anforderungen von Artikel 6 § 1 der Konvention in Verbindung mit Artikel 14 übereinstimmt.

40. Diese Bestimmungen wurden somit verletzt ».

B.40.3. Dadurch, dass der Gesetzgeber die Gerichtskostenhilfe an die Bedingung geknüpft hat, dass der sich unrechtmäßig im Staatsgebiet aufhaltende Ausländer Schritte unternommen hat, um seinen Aufenthalt zu regularisieren (1), dass seine Klage einen Dringlichkeitscharakter aufweist (2) und sich auf Fragen in Zusammenhang mit der Ausübung eines Grundrechts bezieht (3), hat er die verschiedenen Elemente berücksichtigt, die der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte in dem vorerwähnten Urteil angeführt hat.

B.41.1. In Artikel 668 des Gerichtsgesetzbuches sind die Kategorien von Ausländern aufgezählt, die unter denselben Bedingungen wie belgische Staatsangehörige Anspruch auf Gerichtskostenhilfe haben. Sich rechtmäßig im Staatsgebiet aufhaltende Ausländer werden somit in der gleichen Weise behandelt wie belgische Staatsangehörige. Anders als für die Kategorien von Ausländern, die in den Buchstaben a bis d der vorerwähnten Bestimmung genannt sind, gelten für sich unrechtmäßig im Staatsgebiet aufhaltende Ausländer jedoch zusätzliche Bedingungen, um die Gerichtskostenhilfe beantragen zu können (Buchstabe e).

B.41.2. Dadurch, dass die Gerichtskostenhilfe grundsätzlich nur Ausländern mit rechtmäßigem Aufenthalt im Staatsgebiet oder im Rahmen der Verfahren, die durch das Gesetz vom 15. Dezember 1980 vorgesehen sind, gewährt wird, verfolgt der Gesetzgeber legitime Ziele (EuGHMR, 10. März 2009, *Anakomba Yula* gegen Belgien, § 35).

B.42. Der Gerichtshof hat jedoch zu prüfen, ob die Ungleichbehandlung, zu der es innerhalb der Kategorien von sich unrechtmäßig aufhaltenden Ausländern kommt, je nachdem, ob sie die in der angefochtenen Bestimmung festgelegten Bedingungen erfüllen oder nicht, eine Diskriminierung darstellt oder ob das Recht auf ein faires Verfahren verletzt wird.

Die Sichtweise der klagenden Partei läuft letztlich darauf hinaus, dass sich im Staatsgebiet unrechtmäßig aufhaltende Ausländer die Gerichtskostenhilfe unter denselben Bedingungen in Anspruch nehmen können müssen wie sich rechtmäßig im Staatsgebiet aufhaltende Ausländer. Jedoch besteht zwischen den beiden Kategorien von Personen ein objektiver Unterschied in Bezug auf die Rechtmäßigkeit ihres Aufenthaltsstatus. Der Staat ist nicht verpflichtet, die gleichen Pflichten gegenüber denjenigen, die sich im Staatsgebiet unrechtmäßig aufhalten, wie gegenüber denjenigen, die sich rechtmäßig aufhalten, zu übernehmen.

B.43.1. Die angefochtene Bestimmung fordert zunächst von dem Ausländer, der unrechtmäßig in Belgien lebt und der aufgrund seiner finanziellen Situation Gerichtskostenhilfe in Anspruch nehmen könnte, nachzuweisen, dass er versucht hat, seinen Aufenthalt im Königreich zu regularisieren, um diese zu erhalten.

Als Antwort auf einen Abänderungsantrag, durch den diese Bedingung gestrichen werden sollte, hat der Justizminister angegeben:

« la modification proposée se situe dans le droit fil de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Il estime en outre que l'on est parfaitement en droit de poser comme condition, pour l'obtention du droit à l'assistance judiciaire, que le ressortissant étranger concerné ait tenté de régulariser son séjour. Il ne peut dès lors pas souscrire à l'amendement présenté » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1819/003, p. 48).

Der in der angefochtenen Bestimmung geforderte Versuch, den Aufenthalt zu regularisieren, ist ein Zeichen, dass der Ausländer die Absicht hat, legal in Belgien zu bleiben. Unter Berücksichtigung des Zwecks der Gerichtskostenhilfe kann der Gesetzgeber für ihre Gewährung verlangen, dass ein Ausländer, der sich unrechtmäßig im Staatsgebiet aufhält, unabhängig von der Grundlage der Klage zum gegebenen Zeitpunkt die notwendigen Schritte unternommen hat, um ein Aufenthaltsrecht zu erhalten.

B.43.2. In der angefochtenen Bestimmung wird außerdem verlangt, dass die Klage, für die ein sich unrechtmäßig im Staatsgebiet aufhaltender Ausländer Gerichtskostenhilfe möchte, dringlich ist. Diese Bedingung bedeutet, dass das Recht auf richterliches Gehör unwiederbringlich verloren wäre, wenn die Gerichtskostenhilfe nicht gewährt würde.

Sich rechtmäßig im Staatsgebiet aufhaltende Ausländer haben unter denselben Bedingungen Anspruch auf Gerichtskostenhilfe wie belgische Staatsangehörige. Für alle Verfahren, die im Gesetz vom 15. Dezember 1980 vorgesehen sind und mit denen ein solches Aufenthaltsrecht gewährt werden soll, kann ebenfalls Gerichtskostenhilfe gewährt werden (Artikel 668 Bst. c und d des Gerichtsgesetzbuches).

Wenn ein solches Aufenthaltsrecht jedoch nicht gewährt werden kann, müssen die betreffenden Ausländer das Staatsgebiet verlassen oder es kann eine Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, ausgestellt werden. Unter diesen Umständen entbehrt es nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, dass die Gerichtskostenhilfe, solange ihre Aufenthaltssituation unrechtmäßig ist, sie sich aber dennoch im Land aufhalten, nur gewährt wird, wenn das Verfahren, für das Gerichtskostenhilfe beantragt wird, dringlich ist. Es obliegt dem Büro des zuständigen Gerichts unter der Kontrolle des Richters den Dringlichkeitscharakter der Klage zu beurteilen.

B.43.3. Die angefochtene Bestimmung erfordert schließlich, dass sich das Verfahren, für das Gerichtskostenhilfe beantragt wird, auf die Ausübung eines Grundrechts bezieht. Bezüglich dieser Bedingung ist in der Begründung erläutert, dass es sich um ein Recht handeln muss, das durch ein internationales Übereinkommen geschützt ist, das wie die Europäische Menschenrechtskonvention direkte Wirkung hat, und dass der Richter dabei über eine Ermessensbefugnis verfügt, wenn ihm die Sache unterbreitet wird (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1819/001, S. 23).

In Anbetracht der unrechtmäßigen Aufenthaltssituation der betreffenden Ausländer entbehrt diese Einschränkung nicht einer vernünftigen Rechtfertigung. Denn wie in B.42 erwähnt, ist der Staat nicht verpflichtet, die gleichen Pflichten gegenüber denjenigen, die sich im Staatsgebiet unrechtmäßig aufhalten, wie gegenüber denjenigen, die sich rechtmäßig aufhalten, zu übernehmen. Es obliegt dem Büro des zuständigen Gerichts unter der Kontrolle des Richters zu prüfen, ob ein Grundrecht in Frage steht.

B.43.4. Unter Berücksichtigung des Vorstehenden werden weder der Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung noch das Recht auf Zugang zu einem Richter durch den Umstand verletzt, dass die Gewährung der Gerichtskostenhilfe für Personen, die sich illegal im Staatsgebiet aufhalten, an die Bedingungen geknüpft werden kann, die in Artikel 668 Bst. e des Gerichtsgesetzbuches aufgeführt sind.

B.44. Der zehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 ist unbegründet.

In Bezug auf die Klagegründe zum Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes

B.45.1. Der siebte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6596 und der achte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6598 betreffen Artikel 19 des angefochtenen Gesetzes, der bestimmt:

« Mit Ausnahme des Artikels 17, der zehn Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt, tritt vorliegendes Gesetz an einem vom König festzulegenden Datum und spätestens am 1. September 2016 in Kraft ».

B.45.2. Die klagenden Parteien bemängeln an der angefochtenen Bestimmung, dass sie mangels Übergangsbestimmungen unmittelbar auf laufende Rechtsstreitigkeiten anwendbar sei und so zu einer Unsicherheit führe, was die Vergütung der Rechtsanwälte anbelange, die Leistungen aufgrund des weiterführenden juristischen Beistands vor dem 1. September 2016 erbracht haben (erster Teil), insofern als in Anwendung von Artikel 9 Nr. 3 des angefochtenen Gesetzes der Betrag der Beiträge, die nach Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes bei der Bestellung des Rechtsanwalts und pro Instanz geschuldet werden, von der Gesamtzahl der Punkte abgezogen würde, die die Berechnungsgrundlage für die Vergütung der Rechtsanwälte bildet, obgleich diese Beiträge, wenn dessen Aufgabe vor dem 1. September 2016 begonnen habe, nicht erhalten worden seien. Die klagenden Parteien kritisieren ebenfalls die Unvorhersehbarkeit der Vergütung der Rechtsanwälte im Zusammenhang mit den Schwankungen des Werts des Punktes. Schließlich kritisieren die klagenden Parteien die Rückwirkung des Gesetzes, da die Beiträge, die nach Artikel 7 des Gesetzes geschuldet werden, unmittelbar zu zahlen seien, sodass sie ebenfalls von den Rechtsuchenden geschuldet würden, die zunächst eine Vermittlung versucht hätten und infolgedessen ihre Klage erst nach dem 1. September 2016 erheben würden.

B.46.1. Die Klagegründe sind aus einer Verletzung von Artikel 16 der Verfassung an sich oder in Verbindung mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Grundsätzen der Rechtssicherheit, des rechtmäßigen Vertrauens, der Nichtrückwirkung der Gesetze und der Stillhalteverpflichtung abgeleitet.

B.46.2. Wenn es um Bestimmungen geht, die grundlegende Rechte garantieren, deren Einhaltung unmittelbar vor einem Richter geltend gemacht werden kann, greift die Geltendmachung einer Stillhalteverpflichtung nicht. Die Parteien führen im Übrigen ihre Beschwerdegründe nicht aus, insofern sie sich aus der Verletzung dieser Pflicht ableiten.

B.47.1. Gemäß Artikel 508/19 Paragraph 2 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, der durch den in B.30.5 zitierten Artikel 9 Nr. 3 des angefochtenen Gesetzes ersetzt wurde, reduziert das Büro für juristischen Beistand die Punkte für die Leistungen, für die Beträge aufgrund der Beiträge erhalten worden sind, die der Begünstigte des teilweise unentgeltlichen juristischen Beistands in Anwendung von Artikel 508/17 § 2 desselben Gesetzbuches schuldet. Daraus ergibt sich, dass das Büro für juristischen Beistand, wenn die fraglichen Beträge nicht erhalten worden sind, insbesondere weil sie zu dem Zeitpunkt, zu dem der Rechtsanwalt seine Aufgabe aufgenommen hat, nicht zu entrichten waren, sie nicht von den für die Leistung zugesprochenen Punkten abzieht.

B.47.2. Das sofortige Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes bewirkt somit keine Unsicherheit in Bezug auf die Vergütung der Rechtsanwälte in diesem Rahmen. Im Übrigen ist der Ursprung einer möglichen Unsicherheit im Zusammenhang mit dem Wert des Punktes und der Reform des Verzeichnisses nicht das angefochtene Gesetz, sondern seine Ausführungserlasse und entzieht sich aus diesem Grund der Zuständigkeit des Gerichtshofes.

Der erste Teil des siebten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6596 und der erste Teil des achten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6598 sind unbegründet.

B.48. Da Artikel 7 in dem in B.17.3 erwähnten Maße für nichtig zu erklären ist, ist der zweite Teil der Klagegründe nicht zu prüfen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt in Artikel 508/17 des Gerichtsgesetzbuches, der durch Artikel 7 des Gesetzes vom 6. Juli 2016 zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf den juristischen Beistand ersetzt wurde, für nichtig:

- Paragraph 1 Absätze 2, 3 und 4;
- in Paragraph 2 die Wörter « neben den in § 1 erwähnten Beiträgen »;
- in Paragraph 3 die Wörter « 1 und » und die Wörter « außer im Fall der in den Paragraphen 4 oder 5 erwähnten Freistellung »;
- die Paragraphen 4, 5 und 6;

2. erhält die Folgen der in Artikel 508/17 des Gerichtsgesetzbuches für nichtig erklärten Bestimmungen bezüglich der Beiträge aufrecht, die die Rechtsanwälte in den Sachen erhalten haben, in denen der Rechtsanwalt dem Büro für juristischen Beistand gemäß Artikel 508/19 § 2 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches zum 31. August 2018 Bericht erstattet hat;

3. weist die Klagen vorbehaltlich dessen, dass Artikel 508/19 § 2 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 9 Nr. 2 des Gesetzes vom 6. Juli 2016, so ausgelegt wird wie in B.33.2 angegeben wurde, im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 21. Juni 2018.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
J. Spreutels